



Assemblée nationale

# journal des Débats

Deuxième session — 31<sup>e</sup> Législature

Le jeudi 24 novembre 1977

Vol. 19 — No 123

Président: M. Clément Richard

## Table des matières

Dépôt de documents	
Rapports annuels d'ordres professionnels (médecins, hygiénistes dentaires, optométristes, orthopédistes et audiologistes) . . . . .	4313
Coût du régime d'assurance automobile. . . . .	4313
Rapport sur l'étude du projet de loi no 69 en commission élue. . . . .	4313
Rapport sur deux projets de loi privés (nos 257 et 252). . . . .	4313
Projet de loi no 252— Loi concernant la ville de Greenfield Park	
Première lecture. . . . .	4314
Motion de renvoi à la commission des affaires municipales. . . . .	4314
Projet de loi no 257 — Loi concernant la municipalité de la paroisse de Saint-Louis-de-Terrebonne	
Première lecture. . . . .	4314
Motion de renvoi à la commission des affaires municipales. . . . .	4314
Questions orales des députés	
Amendements au projet de loi no 45. . . . .	4314
Médiation à la CTCUM. . . . .	4316
Transport par conteneurs à la compagnie CP. . . . .	4317
Programmes de stimulation de l'économie et de soutien de l'emploi. . . . .	4319
Francophones inscrits à l'école anglaise. . . . .	4321
Première question avec débat en commission parlementaire. . . . .	4322
Motion pour faire siéger la commission du travail	
Vote sur la motion. . . . .	4322
Prise en considération du rapport de la commission qui a étudié la loi no 66 — Loi concernant l'acquisition de certains immeubles par la Société d'habitation du Québec. . . . .	4322
Troisième lecture. . . . .	4323
Projet de loi no 24 — Loi sur la protection de la jeunesse	
Deuxième lecture. . . . .	4323
M. Pierre Marois. . . . .	4323
M. Claude Forget. . . . .	4331
M. Fernand Grenier. . . . .	4335
M. Pierre Marois. . . . .	4338
Motion de renvoi à la commission conjointe des affaires sociales et de la justice . . . . .	4339

**Table des matières (suite)**

Projet de loi no 75 — Loi modifiant le Code de la route	
Deuxième lecture	4339
M. Lucien Lessard	4339
M. Raymond Mailloux	4342
M. Bertrand Goulet	4347
M. Fabien Roy	4349
M. Elie Fallu	4351
M. Lucien Caron	4352
M. Serge Fontaine	4353
M. André Marchand	4354
M. Richard Verreault	4355
M. Lucien Lessard	4355
Motion de renvoi à la commission des transports	4359
Projet de loi no 72 — Loi concernant la nomination des juges municipaux et modifiant la Loi des poursuites sommaires	
Deuxième lecture	4359
M. Marc-André Bédard	4359
M. Serge Fontaine	4360
Motion de renvoi à la commission de la justice	4360
Projet de loi no 77 — Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires et la Loi sur les jurés	
Deuxième lecture	4360
M. Marc-André Bédard	4360
M. Robert Lamontagne	4361
M. Serge Fontaine	4362
Motion de renvoi à la commission de la justice	4362
Ajournement	4362

*L'exemplaire, 35 cents - Par année, \$8 - Chèque à l'ordre du Ministre des Finances*  
*Adresse: Service des Documents Parlementaires*  
*Assemblée nationale*  
*Hôtel du Gouvernement, Québec*  
*G1A 1A7*

*Courrier de la deuxième classe - Enregistrement no 1762*

Le jeudi 24 novembre 1977

(Quatorze heures douze minutes)

**M. Richard (président):** A l'ordre, mesdames et messieurs!

Déclarations ministérielles.  
Dépôt de documents.

M. le ministre de l'Éducation

#### DÉPÔT DE DOCUMENTS

##### Rapports annuels d'ordres professionnels

**M. Morin (Sauvé):** M. le Président, permettez-moi, à titre de ministre responsable de l'Office des professions, de déposer les rapports annuels suivants, en provenance de quatre ordres professionnels; tout d'abord, le rapport de la Corporation professionnelle des médecins du Québec. En second lieu, le rapport de la Corporation des hygiénistes dentaires. Troisièmement, le rapport de l'Ordre des optométristes; enfin, celui de la Corporation professionnelle des orthophonistes et audiologistes. Tous ces rapports portent sur l'année 1976/77.

**Le Président:** Rapports déposés.  
Mme le ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières.

##### Coût du régime d'assurance automobile

**Mme Payette:** M. le Président, je voudrais déposer deux documents. Le premier fait état du coût total du régime d'assurance automobile, tel que proposé et amendé — je voudrais remercier l'Opposition, j'espère qu'elle continuera après — dans le projet de loi 67. Le deuxième document est la table de tarification dudit régime, tel que proposé et amendé dans le projet de loi 67.

**Le Président:** Documents déposés.

Dépôt de rapports de commissions élues.  
M. le député d'Abitibi-Ouest.

##### Rapport sur l'étude du projet de loi no 69 en commission

**M. Gendron:** M. le Président, conformément aux dispositions de notre règlement, qu'il me soit permis de déposer le rapport de la commission élue permanente du travail, de la main-d'œuvre et de l'immigration, qui a siégé le 22 novembre 1977, aux fins d'étudier, après la deuxième lecture, le projet de loi no 69 intitulé: Loi modifiant la Loi sur la mise en tutelle de "International Union of Elevator Constructors, locals 89 et 101" — je m'excuse pour l'accent — et la Loi sur la mise en tutelle de certains syndicats ouvriers. Respectueusement soumis.

**Le Président:** Ce rapport a été déposé au nom de M. le député de Berthier.

Dépôt de rapports du greffier en loi sur les projets de loi privés.

M. le leader parlementaire du gouvernement

##### Rapport sur deux projets de loi privés (nos 257 et 252)

**M. Burns:** M. le Président, j'ai deux rapports à vous soumettre aujourd'hui, de la part du greffier en loi. Il s'agit, dans un premier cas, du projet de loi no 257, Loi concernant la municipalité de la paroisse de Saint-Louis-de-Terrebonne. Selon l'avis qui m'est donné par le greffier en loi, ce projet est conforme à l'avis et l'avis est suffisant.

Cependant, le projet de loi ayant été déposé après le jour d'ouverture de la session, il y aurait lieu de suspendre la règle de pratique à cet égard. Je fais motion à cet effet, M. le Président, relativement au projet de loi concernant la paroisse de Saint-Louis-de-Terrebonne.

**Le Président:** Cette motion sera-t-elle adoptée?

**M. Burns:** Adopté.

**Le Président:** Adopté.

**M. Burns:** Le projet de loi va être déposé dans quelques minutes si la règle est suspendue. C'est un projet de loi privé. Il a été soumis après le début de la session, ce qui est contraire aux règles.

**M. Lavoie:** Il faut suspendre les règles.

**M. Burns:** Je demande de suspendre les règles tout simplement, mais les avis ont été donnés. Je peux même, de façon plus précise...

**M. Lavoie:** Adopté, M. le Président.

**M. Burns:** Cela va.

**Le Président:** Adopté.

**M. Burns:** J'ai également un autre cas, celui du projet de loi no 252 — c'est également un projet de loi privé — Loi concernant la ville de Greenfield Park. Le projet de loi est conforme à l'avis et l'avis est suffisant, c'est-à-dire qu'il a été donné selon ce que nous sommes habitués de connaître, sauf que le projet de loi ayant été déposé, encore une fois, après le jour d'ouverture de la session et aucun avis n'ayant été publié avant le jour de ce dépôt, il y a lieu de suspendre la règle de pratique à cet égard.

Là-dessus, je propose également de suspendre les règles relatives au dépôt des projets de loi quant au projet de loi no 252 concernant la ville de Greenfield Park.

**M. Lavoie:** Des avis publics ont-ils paru jusqu'à maintenant?

**M. Burns:** Oui, je pourrais faire rapport que le projet de loi a été déposé au secrétariat des commissions le 11 octobre 1977. Des avis ont été publiés dans la Gazette officielle du Québec, le 29 octobre et les 5, 12 et 19 novembre 1977; dans le Courrier du Sud, The South Shore Courier, les 19 et 26 octobre et les 2 et 9 novembre 1977; dans le Métro Expansion, les 19 et 26 octobre et les 2 et 9 novembre. La preuve de publication des avis dans les journaux pourra être faite n'importe quand.

**Le Président:** La motion visant à suspendre les règles de pratique est adoptée.

**M. Burns:** Adopté.

**Le Président:** Présentation de projets de loi au nom du gouvernement.  
Présentation de projets de loi au nom des députés.

**M. Burns:** M. le Président, là-dessus, je vous demanderais, s'il vous plaît, d'appeler l'article i).

#### Projet de loi no 252

##### Première lecture

**Le Président:** M. le député de Laprairie propose la première lecture de la Loi concernant la ville de Greenfield Park.

**M. Burns:** Adopté, M. le Président?

**Le Président:** Adopté.

**M. Lavoie:** Adopté.

**Le Secrétaire adjoint:** Première lecture de ce projet de loi.

##### Motion de renvoi à la Commission des affaires municipales

**M. Burns:** M. le Président, je propose que ce projet de loi soit déferé à la commission parlementaire des affaires municipales.

**Le Président:** Adopté?

**M. Lavoie:** Adopté.

**Le Président:** M. le leader parlementaire du gouvernement.

**M. Burns:** Article j), M. le Président.

#### Projet de loi no 257

##### Première lecture

**Le Président:** M. le député de Terrebonne propose la première lecture de la Loi concernant la municipalité de la paroisse de Saint-Louis-de-Terrebonne. Est-ce que cette motion de première lecture sera adoptée?

**M. Lavoie:** Adopté.

**M. Burns:** Adopté.

**Le Secrétaire adjoint:** Première lecture de ce projet de loi.

##### Motion de renvoi à la Commission des affaires municipales

**M. Burns:** Je propose qu'également ce projet de loi soit déferé pour étude à la commission des affaires municipales.

**Le Président:** Est-ce que cette motion sera adoptée?

**M. Lavoie:** Adopté.

**Le Président:** Adopté.

Période de questions orales.

M. le chef de l'Opposition officielle.

#### QUESTIONS ORALES DES DÉPUTÉS

##### Amendements au projet de loi no 45

**M. Levesque (Bonaventure):** M. le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Au discours inaugural, le premier ministre indiquait qu'en ce qui concerne le domaine des relations de travail, le gouvernement voulait être sûr de son fait et procéder à toutes les consultations nécessaires avant de s'engager dans une révision ou refonte du Code du travail. Après le sommet économique, le gouvernement a toutefois décidé de présenter dès maintenant le projet de loi 45 qui, comme on le sait, a reçu un accueil passablement mitigé. Or, voilà qu'avec les amendements qui viennent d'être proposés, le patronat maintient son opposition au projet, la CSN retire son appui et dit que le projet de loi est vidé de son contenu, les députés ministériels enregistrent leur dissidence. Enfin, il semble bien qu'il y a une situation particulière qui se répète, encore une fois, relativement au projet majeur du gouvernement. Est-ce que, face à ces derniers développements dans le dossier, qui ne manqueront pas de tirailler le premier ministre, j'imagine, le chef du gouvernement est en mesure de dire clairement à cette Chambre quelles sont les intentions précises du gouvernement au sujet du projet de loi 45? Est-ce que le gouvernement entend faire, oui ou non, adopter ce projet de loi par l'Assemblée nationale?

**M. Lévesque (Taillon):** Je dirais au chef de l'Opposition qu'il a résumé la situation d'une façon peut-être un peu trop dramatique, comme cela arrive, d'ailleurs, quand on regarde simplement certains titres également hyperdramatiques dans les journaux du matin.

**M. Levesque (Bonaventure):** Quel matin?

**M. Lévesque (Taillon):** Le chef de l'Opposi-

tion résume d'une façon très dramatique ce qui, en fait, est quelque chose d'assez normal. C'est vrai que le projet de loi no 45 présente des problèmes, des difficultés, comme c'est très souvent le cas dans le domaine de la législation du travail. Je pense que le député de Johnson se rappellera de ce qui est arrivé déjà comme complications quand il s'est agi d'amender le Code du travail ou la législation du travail; on se promène presque toujours dans du droit nouveau, qu'il s'agit d'ajuster le mieux possible.

Ce que j'aurais à dire, c'est simplement ceci: Je ne suis pas du tout surpris que, et du côté patronal et du côté syndical, on ne soit pas, disons pour le moins, absolument content. Il s'agit traditionnellement de deux milieux où on est bien d'accord avec les choses qui font son affaire, et on est rarement d'accord avec les choses qui le font moins. Cela finit — on l'espère, en tout cas — par faire une moyenne qui, dans l'intérêt public, nous paraît, dans le cas du projet de loi no 45, être un sérieux progrès sur ce qu'il y avait jusqu'ici.

Qu'il y ait de la discussion autour, en particulier, de la formulation des amendements dont le ministre du Travail s'est chargé récemment, cela est parfaitement normal. De là à dire qu'il y a une dissension à l'intérieur de la majorité ministérielle, je sais bien que le chef de l'Opposition voudrait bien prendre ses désirs pour des réalités, mais je regrette de lui dire qu'aujourd'hui on en a discuté — ça se discute normalement depuis quelques jours — il n'y a pas de dissension. Il y a, par exemple, des opinions parfaitement logiques, parfaitement normales sur la formulation des amendements, sur la façon dont ça doit être complété. Je crois que tout ça devrait se résorber éventuellement dans une loi à laquelle il y aura eu une bonne participation et qui, je crois — je le répète — serait un sérieux progrès social pour le Québec.

**M. Levesque (Bonaventure):** M. le Président...

**Le Président:** M. le chef de l'Opposition.

**M. Levesque (Bonaventure):** ... avant de poser la question additionnelle, je tiendrais à relever, dans les derniers propos du premier ministre, relativement à ce qu'il a dit sur les dissensions, que j'ai été moi-même témoin, comme plusieurs personnes qui regardent la télévision, de dissensions ou de points de vue contraires qui ont été exprimés par au moins un membre de la majorité ministérielle, parce que je l'ai vu moi-même s'exprimer à la télévision. Ceci étant dit, est-ce que le premier ministre, dans cette ambiguïté qui semble...

**Des Voix:** Question.

**M. Levesque (Bonaventure):** ... vouloir persévérer. Ne croit-il pas qu'il serait préférable... Conformément à la politique qui avait été énoncée tellement souvent par le gouvernement actuel lorsque quelques-uns de ses membres siégeaient dans l'Opposition, ne serait-il pas d'accord pour avoir un projet global de refonte du Code du tra-

vail plutôt que d'agir comme cela à la pièce et de connaître les difficultés qu'il connaît présentement?

**Le Président:** M. le premier ministre.

**M. Lévesque (Taillon):** Je vais laisser au chef de l'Opposition la responsabilité de son préambule sur ce qu'il a vu à la télévision, mais j'ai l'impression que ses lunettes se colorent de façon toute rose lorsqu'il pense qu'il a vu quelque chose de noir de notre côté. Mais on n'y peut rien. Je répète ce que j'ai dit. On n'a pas la moindre perception de dissension nulle part en ce qui concerne le projet de loi no 45, mais l'ajustement, en particulier la formulation d'amendements dans un domaine comme celui-là, où on bat du terrain qui est forcément assez nouveau, cela crée des discussions, et je pense que c'est profondément sain.

Maintenant, pour ce qui est de ce qu'on pourrait appeler un projet global de révision du Code du travail, de la législation du travail, on sait que le projet de loi no 45 incorpore, avec certains éléments de droit nouveau, des choses qui avaient été discuté, et la discussion était restée quelque peu stérile, pendant les deux ou trois dernières années du précédent gouvernement, parce que cela avait pris la forme de promesses répétées de refonte du Code du travail. Des projets de loi, je pense, avaient été amorcés, qui s'étaient finalement perdus dans la brume, sur un certain nombre de points qui nous paraissent répondre, sinon à des urgences de tous les jours, en tout cas à des choses de plus en plus pressantes. On a voulu, dès cette année, faire un premier projet qui, à notre avis, va être très bon, éventuellement, pour la santé des parties concernées, des travailleurs comme des employeurs.

Pour ce qui est d'une réforme plus globale, je crois que l'expérience de ceux qui ont travaillé là-dessus, des deux côtés de la Chambre, d'ailleurs, doit nous suggérer d'y aller quand même avec une certaine prudence, d'étudier à fond tout le sujet et d'être bien sûrs aussi qu'on a toutes les opinions de gens autant que possible éclairés, et aussi désintéressés parfois, avant de se lancer dans ce grand travail. On ne sait pas encore si cela prendra la forme, éventuellement, du projet que suggère le chef de l'Opposition ou bien, à condition que cela garde une bonne perspective sociale, d'autres projets comparables au projet de loi 45, éventuellement la loi 45. De toute façon, il est évident que l'Assemblée nationale, y compris le chef de l'Opposition, seront tenus au courant dès qu'il y aura des décisions sur la façon d'aller plus loin dans l'avenir.

**M. Levesque (Bonaventure):** Est-ce qu'on peut espérer que le gouvernement et ses membres, lorsqu'ils étaient dans l'Opposition, avaient manifesté plus de prudence?

**Le Président:** Question principale, M. le député de Saint-Laurent.

**M. Forget:** Ma question s'adresse également

au premier ministre. Durant les derniers jours et en particulier hier, en son absence, le ministre du Travail, ce qui, je pense, est normal et tout à fait approprié dans ses fonctions, a défendu l'opportunité du maintien des procédures habituelles de médiation dans le cas du conflit qui oppose la CTCUM et ses employés de garage. Il devient de plus en plus évident que cette procédure qui fait que l'on traite ce conflit extrêmement important dans un service essentiel dans la région de Montréal comme un conflit habituel va produire des délais. On nous annonce, par la bouche de l'un des médiateurs — donc, ce n'est pas une déclaration échevelée de l'Opposition — que cela durera probablement une autre semaine et que ce n'est que lundi prochain que les médiateurs anticipent de rédiger leurs recommandations ou leur rapport.

Dans ce contexte-là, est-ce que le premier ministre, qui nécessairement voit les choses d'un peu plus haut et pas strictement dans le cadre de la procédure normale du Code du travail et du ministère du Travail, ne serait pas d'avis qu'il devient urgent que, de sa part, on ait des indications qu'il s'intéresse au déroulement de ce conflit et qu'il est peut-être prêt, d'ailleurs, à remettre en question ce déroulement méthodique, étape par étape, d'un processus étant donné la situation extrêmement difficile que cela crée dans la région de Montréal pour les travailleurs?

**M. Lévesque (Taillon):** Voyant, très modestement, les choses d'un peu plus haut, pour citer le député, il m'est arrivé, ce matin, en survolant un journal du matin, de lire un éditorial qui semble, pour une fois, très rationnellement cautionner la façon dont, jusqu'ici, le gouvernement, à commencer par le ministre du Travail, a traité ce conflit. Je ferais remarquer au député qu'il s'agit d'un éminent éditorialiste qui n'a pas encore tout à fait verrouillé les portes dont on parle depuis longtemps. Pour revenir au vif du sujet, il est évident que tout le monde déplore ce conflit. On suit de très près ce conflit qui, au point de vue des travailleurs, des étudiants, des personnes âgées, enfin de tous ceux qui ont besoin des transports en commun, est une épreuve qui va devenir de plus en plus cruelle à mesure que les jours passent.

Il ne faut pas oublier tout de même qu'il s'agit du droit fondamental de deux parties qui ont, l'une et l'autre, leur autonomie et leur liberté de manoeuvre dans des cas comme ça, jusqu'au moment où il faudrait décider — cela arrive éventuellement quand c'est nécessaire — qu'on a dépassé le point limite, si on veut, de l'exercice d'un droit qui est incontestable par rapport à ce que ça peut faire de dégât dans l'intérêt public, par rapport à l'intérêt collectif. On n'est pas rendu là, loin de là, encore.

Il est évident que l'autonomie des parties, celle de la CTCUM en particulier, est quelque peu balisée, au point de vue des chiffres, par le fait que le gouvernement est responsable comme le député le sait, d'une bonne partie du déficit. Éventuellement, on est partie prenante à tout ce qui peut arriver du côté des chiffres, des budgets. Mais cela n'entame pas, pour l'instant, le respect

que nous croyons devoir maintenir vis-à-vis des parties.

Maintenant, très spécifiquement, en ce qui concerne les propos qui sont rapportés venant de l'un des médiateurs qui ont été nommés par le ministre du Travail, je crois qu'il s'agit d'une attitude, disons, "prudentielle", autrement dit, que les délais qui sont évoqués sont probablement des délais maximums. Sans vouloir entrer dans le détail de ce qui se passe, d'heure en heure, il me semble que, normalement, on devrait aboutir à une conclusion, espérons-le, heureuse, du travail des médiateurs, autant que possible quelque part durant la fin de semaine. Espérons.

**Le Président:** Le député de Saint-Laurent.

#### Médiation à la CTCUM

**M. Forget:** Je comprends que le premier ministre dise qu'il veut s'en remettre au respect normal des droits et prérogatives des parties. Il semble, cependant, d'après les confidences qu'a faites l'un des médiateurs — c'est peut-être déjà un des intérêts de leur intervention dans le dossier — qu'on vient d'apprendre que, pour la première fois, les deux parties vont faire une démarche méthodique pour examiner, de part et d'autre, les points en litige. Est-ce que le premier ministre n'est pas, à peu près comme tout le monde qui regarde cette situation, un peu étonné que l'on ait décidé, si tôt, puisque cela n'avait pas été fait, de passer à des moyens de pression quand même ultimes, comme la grève qui paralyse toute la région de Montréal, alors que, précisément, on ne s'était pas assuré, avant, d'avoir franchi les étapes d'une étude méthodique qui sont, bien sûr, nécessaires?

Tenant compte du fait qu'on soit passé aussi rapidement à des gestes extrêmes — dans le fond, je pense qu'on doit les qualifier comme ça — est-ce que cela n'est pas de nature à inciter le premier ministre à regarder d'un peu plus près, plutôt que de s'en remettre à un principe général, qui est bon, en général, mais qui, dans ce cas-là, semble avoir été poussé vraiment à la limite en décidant d'une action radicale, alors qu'on n'a pas pris soin avant d'examiner un à un les points en litige?

**M. Lévesque (Taillon):** Je pense que le député sait aussi bien que moi que cela a été examiné. Il y a eu un bon nombre de séances de conciliation qui ont épluché les offres, les contre-offres, les propositions de part et d'autre, depuis un bon nombre de semaines.

Seulement, le travail qui se fait en ce moment, et qui se fait d'arrache-pied, intensément, c'est d'essayer de cerner tout ce qui reste encore. Il y avait un grand nombre de points. Sauf erreur, c'était au-delà d'une centaine, c'est même pas loin de 150 points, pas tous d'importance majeure, mais qui étaient encore en suspens, sans compter l'éternelle question des rémunérations, des bénéfices marginaux.

Cela demande un grand nombre d'heures. Les médiateurs qui reprennent le dossier — il n'est pas neuf — pour voir s'il y a moyen d'amener les par-

ties à se rapprocher le plus vite possible, il est normal qu'ils prennent des heures et des heures et que, point par point, on passe à travers. Je ne crois pas qu'il soit vrai, sauf des exceptions le long du chemin en cours de rédaction de projet, qu'on fasse du travail nouveau sur des points qui n'avaient pas été examinés. Je pense que c'est normal, dans une médiation, qu'on reprenne l'ensemble du dossier et qu'on le fasse systématiquement, avec les deux parties.

C'est ce qui se fait. On espère que cela sera terminé pour la fin de semaine. Je ne crois pas qu'on puisse donner, aux gens, qui attendent un certain événement sportif spectaculaire pour dimanche, beaucoup d'espoir que cela sera réglé avant. On espère — touchons du bois — que cela sera réglé la semaine prochaine.

Il ne faut pas oublier — je pense que le député, comme tout le monde, en est conscient — qu'il y a peut-être eu du porte-à-faux dans toute l'histoire, parce que deux syndicats, dans des domaines qui sont peut-être quelque peu reliés comme activités, deux grandes unités syndicales de la région métropolitaine, les cols bleus de la ville de Montréal et les chauffeurs d'autobus et les opérateurs de métro, ont l'une et l'autre, au cours de la dernière fin de semaine, décidé d'éviter le recours à l'arme ultime de la grève et, dans l'ensemble, d'accepter les propositions qui étaient faites.

On espère que dans ce climat, qui a quand même quelque peu atténué la tension — cela n'élimine pas l'extraordinaire complication et les épreuves que cause la grève actuelle — il va y avoir moyen d'arriver à un règlement plus vite que ce n'est déjà arrivé dans le passé.

Je rappellerais au député que, dans le cas des employés d'entretien en particulier, on dirait que c'est presque une coutume d'aller jusqu'à la grève à peu près inévitablement, peut-être à cause d'une habitude qui avait été prise par des gouvernements antérieurs, de devenir plus ou moins les pompiers à la dernière minute, de façon que la négociation et ce qui s'enchaîne comme conciliation et, éventuellement, comme médiation soient considérés simplement comme un point de départ, et non pas comme un point d'arrivée.

Je voudrais bien souligner ici qu'en ce qui concerne le gouvernement actuel on va garder le respect jusqu'à la dernière minute, en tenant compte de l'intérêt public, de ce qui doit être d'abord et avant tout, et aussi jusqu'à la fin, la responsabilité des parties impliquées. Si on a à faire notre devoir comme gouvernement, on le fera, mais pas en jouant au médiateur artificiel.

**M. Forget:** M. le Président, on peut accuser les autres de jouer les pompiers seulement jusqu'au moment où on laisse soi-même brûler la maison sans rien faire.

Le premier ministre a cité les cas ou les précédents créés dans les règlements intervenus pour les chauffeurs d'autres catégories. Précisément, puisqu'il l'a mentionné, est-il d'accord, étant donné qu'il s'agit de travailleurs qui sont largement à l'emploi du même employeur et dans des

fonctions qui sont apparentées, sinon par leur nature même, au moins par leur objet, sur le fait que la marge de manoeuvre est forcément extrêmement étroite dans les négociations, puisqu'il y a déjà des groupes qui ont accepté des offres? Dans des cas comme ceux-là, on se doute fort bien de ce qui arriverait si les employés de garage allaient avoir quelque chose qui serait largement au-delà de ce qui a déjà été accepté.

Tenant compte du fait que la marge est extrêmement étroite et tenant compte du fait — ce n'est pas moi qui l'affirme — qu'il n'y a évidemment pas eu, dans le passé, d'évaluation systématique point par point, ne serait-il pas approprié de se concentrer justement sur les points majeurs en litige, plutôt que de passer encore cinq ou six jours à étudier les points et virgules dans des textes de conventions collectives alors qu'on sait très bien que le "pattern" a déjà été établi et qu'il s'agit simplement de l'accepter ou de ne pas l'accepter?

**M. Lévesque (Taillon):** Je suis sûr que mon collègue, le ministre du Travail, qui va sûrement regretter de ne pas avoir été ici pour obtenir ces excellents conseils, et nous tous, nous tiendrons compte des remarques éclairées du député.

**Le Président:** M. le député de Bellechasse.

#### Transport par conteneurs à la compagnie CP

**M. Goulet:** Merci, M. le Président. Ma question s'adresse au ministre des Transports. Dans le domaine touchant le transport par containers de la compagnie CP à Québec, sachant qu'en fin de semaine il y aurait eu de nouveaux développements concernant le déménagement éventuel du terminus de Québec à Montréal puis dans une autre province, dans un premier temps, je voudrais savoir du ministre s'il est au courant des développements et des nouvelles directives émises par la compagnie CP. Dans un deuxième temps, le ministre ou quelqu'un de son ministère est-il intervenu en fin de semaine? Si oui, peut-il dire à cette Chambre à quel niveau et comment?

**Le Président:** Le ministre des Transports.

**M. Lessard:** M. le Président, je ne suis pas informé des développements qui auraient eu lieu en fin de semaine. En commençant par la fin, je ne peux pas dire si quelqu'un de mon ministère est intervenu, mais j'ai nommé quelqu'un de mon ministère spécifiquement sur ce dossier, puisque, le 20 octobre dernier, j'ai eu l'occasion de rencontrer les représentants de différents organismes, dont la Chambre de commerce de la ville de Québec, pour en discuter.

D'après les informations qui me sont données, il n'y a pas encore de décision formelle de prise de la part de CP Navigation, mais j'ai quand même, suite à la réunion du 20 octobre, constitué un comité de fonctionnaires et de représentants d'organismes de la ville de Québec pour analyser la possibilité, s'il arrivait que CP Navigation décide



de partir, de former un service public de containers. Des recommandations devraient m'être données d'ici quelque temps.

Cependant, je dois dire, de la même façon que nous l'avons fait pour la compagnie Cast, que le gouvernement du Québec a l'intention d'utiliser tout son poids économique pour éviter que certaines compagnies de navigation se dirigent vers les ports d'Halifax ou vers les ports des provinces maritimes.

Cast avait annoncé cette décision et, grâce à l'avertissement que nous leur avons fait, à savoir d'utiliser notre poids économique, Cast est revenue à Montréal. Nous espérons que CP Navigation ne voudra pas jouer le même jeu en disant qu'elle se dirige vers Montréal pour, par la suite, décider d'aller vers Halifax. Aussi, le gouvernement du Québec a l'intention d'utiliser son poids politique pour faire modifier les politiques tarifaires des chemins de fer nationaux qui favorisent actuellement les ports des Maritimes aux dépens des ports du Québec. Tant et aussi longtemps que le gouvernement fédéral ne modifiera pas ses tarifs, cela sera toujours, en fait, très difficile pour le gouvernement du Québec d'intervenir auprès des compagnies pour qu'elles demeurent dans les ports du Saint-Laurent.

En ce sens, M. le Président, nous subissons encore une discrimination. Si le gouvernement du Canada veut laisser jouer la concurrence loyale entre les différents ports du Saint-Laurent et les différents ports du Canada, nous sommes en excellente position. Actuellement, nous subissons une concurrence déloyale. Enfin, en terminant, quand je suis arrivé au ministère des Transports, j'ai constaté que nous n'avions à peu près pas d'effectifs ni au service aérien, ni au service maritime. Je demanderai justement des effectifs suffisants pour élaborer une véritable politique maritime pour être capable de faire des propositions au gouvernement d'Ottawa, de présenter d'excellents dossiers et de démontrer que nous sommes défavorisés dans ce secteur comme dans d'autres.

**Le Président:** Le député de Nicolet-Yamaska.

**M. Goulet:** Une question supplémentaire, M. le Président. Je suis extrêmement heureux de constater que le ministre assure à cette Chambre qu'il continuera de faire pression auprès des autorités du CP afin qu'elles révisent leur position—d'après le ministre, elle n'est pas encore prise, mais, apparemment, elle se prendrait prochainement—et, de ce fait, qu'on conserve à la région de Québec les quelque 300 emplois directement attachés à ce terminus.

Le ministre a dit que nous étions défavorisés du côté tarifaire. J'aimerais savoir du ministre si c'est vrai que le transport d'un container de Québec à Montréal coûte plus cher, sinon à peu près le même prix que le transport d'un container à partir de Saint-Jean au Nouveau-Brunswick jusqu'à Montréal ou à Boston.

Deuxièmement, dans un autre ordre d'idées, j'aimerais savoir du ministre des Transports si des demandes officielles, des pressions officielles ont

été faites à son ministère par le caucus régional du Parti québécois, caucus formé des députés représentant dans cette Assemblée la plupart des comtés de la région de Québec.

**Une Voix:** Sauf Lévis.

**M. Lessard:** A la dernière question, le président du caucus, le député de Vanier, a assisté à la rencontre que nous avons eue le 20 octobre dernier avec les représentants des différents organismes. En ce qui concerne les chiffres que vous donnez, malheureusement—je vous en remercie, vous m'aviez averti que vous deviez poser cette question hier et j'avais des renseignements sur les chiffres—ils correspondent à peu près à la réalité et démontrent justement que nous sommes passablement défavorisés. Il ne faudrait pas, non plus, qu'entre les ports du Québec il y ait une concurrence déloyale. Il ne faudrait pas, non plus, que la compagnie CP Navigation utilise le prétexte de déménager vers Montréal pour ensuite faire un choix vers Halifax. Quant à nous, je le dis et je le répète, comme je l'ai indiqué à la compagnie Cast, nous allons utiliser, que ce soit pour Montréal ou pour Québec, tous les moyens économiques que nous avons à notre disposition.

Le gouvernement du Québec, quand même, a du transport à faire, que ce soit dans le secteur de l'amiante ou que ce soit dans le secteur des liquides ou autres. Le gouvernement du Québec donne quand même des contrats importants. Nous allons utiliser toute cette pression économique pour que les ports du Québec ne soient pas défavorisés au profit des ports des Maritimes, malgré que nous soyons défavorisés en ce qui concerne les politiques tarifaires des chemins de fer nationaux.

**M. Russell:** M. le Président...

**Le Président:** M. le député de Brome-Missisquoi.

**M. Russell:** ... une question au ministre des Transports, celui qui, tout à l'heure, a affirmé qu'il utilisera tout le poids économique du Québec pour assurer qu'il n'y ait pas de discrimination en ce qui concerne les ports de Québec. Est-ce qu'il pourrait nous donner la même assurance qu'il utilisera le poids économique pour régler la discrimination qui se fait entre Dorval et Mirabel et tout le transport dans cette région?

**M. Lessard:** Bien là, voici, j'aimerais, M. le Président, avoir des explications. Est-ce que vous voulez dire que nous devrions prendre une décision pour rentabiliser Mirabel, parce qu'il y a un éléphant blanc que le gouvernement fédéral nous a construit? Vous savez, les Olympiques, ça n'existe pas seulement au Québec, ça existe aussi au fédéral. Maintenant, un éléphant blanc peut être aussi rentabilisé, je pense. Si nous prenons des mesures, en collaboration avec le gouvernement fédéral, il peut devenir l'aéroport véritablement nord-américain qui serait le plus important.

L'autre jour j'étais, par exemple, à Détroit, et cela a pris pratiquement une demi-heure, presque trois quarts d'heure avant d'atterrir. Il y a un achalandage extraordinaire.

**M. Russell:** M. le Président...

**Le Président:** M. le député de Brome-Missisquoi.

**M. Russell:** ... je ne voudrais pas insister pour donner des précisions au ministre. Cela prendrait peut-être un peu de temps. Mais lorsqu'on est ministre des Transports d'une province comme celle du Québec, on doit posséder tous les détails en ce qui concerne la discrimination, le micmac, le mélange qui existent actuellement à Mirabel et à Dorval. Depuis que cet aéroport a été construit, on voit cela dans les journaux à pleines pages, mais de l'action, on n'en voit pas. C'est ça que je me demande, si le ministre est au point d'utiliser le poids économique qu'il possède, les armes qu'il possède pour essayer de régler les problèmes du transport...

**M. O'Neill:** C'est du fédéral.

**M. Guay:** C'est du fédéral.

**M. Russell:** ... en poussant sur le fédéral. Ne mettons pas ça sur le fédéral. C'est autant notre responsabilité.

**M. O'Neill:** C'est le fédéral.

**M. Lessard:** M. le Président, je comprends la question. C'est que les compagnies internationales ont décidé de laisser de côté ou de ne pas utiliser Mirabel. C'est peut-être à ça que vous faites allusion. Mais, M. le Président, encore une fois, le gouvernement du Québec n'a pas énormément de contrôle, comme poids économique, auprès des grandes compagnies internationales de transport. La seule chose possible que nous pouvons faire, nous autres — et nous tendons la main depuis quelques mois au gouvernement fédéral — la seule chose possible que nous pouvons faire, actuellement, c'est de prouver à ces compagnies, en nous associant pour améliorer l'infrastructure de Mirabel, prouver à ces compagnies que Mirabel peut être rentable pour ces compagnies. Je ne peux pas, je pense bien, comme ministre des Transports, forcer ces compagnies, parce que je n'ai véritablement pas de poids économique auprès des grandes compagnies internationales. Mais le gouvernement fédéral, lui, peut avoir du poids économique, par exemple. Le gouvernement fédéral, lui, a décidé d'installer cet aéroport, et le gouvernement fédéral devrait, en collaboration avec le gouvernement du Québec, prendre les moyens nécessaires pour faire en sorte que Mirabel devienne véritablement un aéroport international et un aéroport — il y a des décisions politiques aussi à prendre vis-à-vis de Dorval à ce sujet — qui pourrait, peut-être dans dix ans, quinze ans, devenir l'aéroport nord-américain le plus important.

Quant à nous, nous avons un comité de constitué à ce sujet et nous sommes prêts à collaborer. Ce sera, d'ailleurs, un des sujets qui seront discutés lors d'une prochaine rencontre avec le ministre des Transports à Ottawa.

**M. Russell:** Je veux simplement dire au ministre ceci: A ma connaissance, il possède les mêmes armes pour régler le problème de Mirabel que celles qu'il possède pour régler les problèmes du port de Québec et du port de Montréal.

**Le Président:** M. le leader parlementaire de l'Opposition officielle.

**M. Lessard:** Je n'ai pas de grands contrats avec les compagnies internationales de transport aérien.

#### Programmes de stimulation de l'économie et de soutien de l'emploi

**M. Lavoie:** M. le Président, j'aurais une question au ministre d'Etat au développement social. Je me réfère aux programmes de stimulation de l'économie et de soutien de l'emploi. Lors de l'étude des crédits supplémentaires, avant-hier, nous avons remarqué une somme de \$2 millions, qui était mentionnée dans ce document d'ailleurs, en vue de l'établissement d'un programme expérimental de création d'emplois communautaires.

Je cite, pour la bonne compréhension de ma question, M. le Président, les phrases suivantes qui sont dans ce document de relance économique, de stimulation économique: "La création d'emplois dans des entreprises collectives. Devant cette situation, le gouvernement du Québec entend donc profiter de ce programme de stimulation de l'économie et de soutien de l'emploi pour mettre à l'essai un programme expérimental donnant aux populations locales les moyens de créer des entreprises collectives propres à canaliser l'esprit d'initiative et les ressources du milieu, puis, par voie de conséquence, de créer un certain nombre d'emplois". A la page suivante on dit: "Le gouvernement a voulu débarrasser ce programme des contraintes et des carcans que constituent les traditionnels critères d'admissibilité. On cherchera donc surtout à encourager l'initiative du milieu", etc. Cela veut dire qu'il s'agit d'un programme de \$2 millions, d'ici le 31 mars, qui est complètement laissé à la discrétion du ministre, un peu comme les projets d'initiatives locales et d'autres tentatives à d'autres niveaux de gouvernement. Ma première question est la suivante. On voit à la fin qu'il y a un investissement prévu de \$15 millions. Cela veut-il dire qu'il y a \$2 millions présentement jusqu'au 31 mars et que les \$13 millions sont prévus pour le prochain budget, pour compléter le total de \$15 millions? Est-ce que cela a une relation avec les CLSC, entre autres, dans les différents milieux? J'aimerais que le ministre fasse part à l'Assemblée des négociations en cours et dise s'il y a eu des programmes d'acceptés. Peut-il faire le point sur la situation en date de ce jour?

**Le Président:** M. le ministre.

**M. Marois:** A la première question posée par le député, la réponse est oui, c'est exact, il y a \$13 millions qui portent sur la prochaine année financière. Pour répondre à la deuxième et à la troisième question, s'il y a des liens avec les CLSC, s'il y a eu des négociations, je pense que je dois très brièvement expliquer, parce qu'il s'agit d'un programme expérimental et modeste de \$2 millions dans un premier temps, les objectifs et le sens premier du programme en question.

Ce qu'on recherche, c'est essentiellement de donner l'occasion d'étudier la possibilité de développer de petites entreprises, particulièrement à ceux de nos citoyens qui sont aptes au travail mais qui vivent de l'aide sociale ou qui sont des chômeurs susceptibles, dans les semaines ou les mois à venir, de vivre de l'aide sociale. Ils examineront, en liaison avec des groupes du milieu, que ce soient des caisses populaires, des caisses d'économie, les possibilités, en mettant ensemble les ressources humaines organisationnelles d'un milieu donné. Ils auront aussi à leur disposition l'ensemble des différents programmes gouvernementaux qui existent, que ce soient des programmes québécois ou des programmes fédéraux. Ils examineront, en liaison très étroite avec les équipes de fonctionnaires du gouvernement qui sont dans les commissions administratives régionales, la possibilité de développer de petites entreprises, permettant à ces gens de retourner au travail au lieu de vivre de l'aide sociale, d'apporter de cette façon leur contribution au développement d'un coin du Québec, que ce soit un coin très local ou régional, et de retrouver aussi une dignité.

Le programme est expérimental, en ce sens qu'on voudrait mesurer ou tâter modestement à partir d'une expérience comme celle-là, et selon les divers types de projets qui nous seront soumis, quelles sont les meilleures conditions favorisant précisément cette réinsertion au travail de gens qui sont aptes au travail, qui veulent très souvent retourner au travail, mais qui n'en ont pas l'occasion.

Nous voulons donc développer avec eux, à l'aide d'une contribution du milieu, de l'emploi qui ne soit pas comme la neige, quand arrive le printemps, qui fond, mais qui soit de l'emploi durable. Pour terminer, il n'y a pas présentement de projet comme tel d'accepté, pas encore.

**Le Président:** M. le leader parlementaire de l'Opposition officielle.

**M. Lavoie:** Sans qu'il y ait des projets acceptés dans le moment, est-ce qu'il y a des négociations actuellement pour certains projets? J'aimerais que le ministre soit un peu plus explicite dans les exemples. Est-ce que cela peut être des programmes d'animation, d'enquête, de consultation, d'étude socio-économique ou est-ce que cela peut être une possibilité d'animation dans un...? Est-ce qu'il y a des exemples jusqu'à maintenant, est-ce qu'il y a des cas en négociation?

**M. Marois:** M. le Président, il n'y a pas, comme je l'ai dit, encore présentement de projet d'accepté. J'ai bien tenté de faire ressortir que le point de jonction, le point d'entrée, le premier lieu d'examen des projets est au niveau des commissions administratives régionales. Dans chacune de ces commissions le président ou un fonctionnaire désigné dans chacune des régions du Québec reçoit les projets du milieu. Il y a un certain nombre de critères de base. En ce sens, je rejoins des mots qu'a utilisés le député en formulant sa première question lorsqu'il a parlé de totale discrétion du ministre. Il y a quand même un certain nombre de critères, de balises de base. Il ne s'agit pas de faire n'importe quoi n'importe comment. Pas du tout.

Un de ces critères, bien sûr, est celui que j'ai évoqué, la possibilité que le projet permette de façon raisonnable et suffisante de créer de l'emploi durable avec une majorité d'assistés sociaux ou de chômeurs. Donc, voilà un premier critère.

Un deuxième, qui est forcément en relation immédiate, c'est celui d'une entreprise qui soit, elle aussi, durable, donc qu'on puisse voir, à la présentation de bilans pro forma, à l'examen du dossier, qu'il y a une chance raisonnable, comme on le fait pour n'importe quel projet, n'importe quelle entreprise, d'avoir une entreprise qui a des chances de devenir durable, de s'autosuffire, de se développer au bout d'une période de deux ans ou en tout cas de laisser des traces suffisantes de permanence.

Partant de là, il ne s'agit pas bien sûr de projets qui seraient l'équivalent, comme on les connaît, de certains projets PIL, ou Canada au travail, qui sont très souvent des projets de services. Un bon nombre d'entre eux — là il ne me vient pas d'exemple spontanément en tête — bien sûr, même la plupart d'entre eux n'offrent pas cette caractéristique nous permettant d'envisager la possibilité de développer une entreprise durable. Donc, il ne s'agit pas du tout de cela. Il ne s'agit pas de services de type communautaire comme, par exemple, ce qui existe dans certains coins, qui se développe, qui est excellent par ailleurs, mais il s'agit carrément d'autre chose que ce qu'on appelle les popotes roulantes pour des personnes âgées dans certains coins du Québec, par exemple. Il ne s'agit pas de cela du tout. Il s'agit de tenter de voir quelles sont les possibilités — en jonction avec le milieu, les équipes de fonctionnaires sur une base régionale et locale — de développer de petites entreprises durables. Dès que...

**M. Gratton:** M. le Président...

**Le Président:** Une dernière question additionnelle, M. le leader parlementaire de l'Opposition officielle, après quoi M. le ministre de l'Éducation a exprimé le désir de répondre à une question qui a été formulée par Mme le député de L'Acadie. Une dernière question, M. le leader parlementaire de l'Opposition officielle.

**M. Levesque (Bonaventure):** Je crois, M. le

Président, qu'on devrait donner préférence au leader de l'Opposition officielle vu que c'est son anniversaire de naissance.

**M. Lavoie:** Je vous remercie. M. le Président...

**M. Levesque (Bonaventure):** On veut lui souhaiter bonne fête.

**Des Voix:** Quel âge?

**M. Lavoie:** Je pourrai prendre, à votre santé, une bière qui porte ce chiffre.

**M. Levesque (Bonaventure):** Un demi-siècle.

**M. Lavoie:** Une dernière question au ministre. Est-ce que je comprends bien que ce programme se dirige uniquement et restrictivement dans le domaine de l'industrie ou des produits manufacturiers, de la production et non pas des services? Deuxièmement, pour notre bonne compréhension, si nous avons des demandes en tant que députés, tant du côté ministériel que de l'Opposition, je crois qu'il serait tout à fait normal que le ministre dépose devant cette Assemblée les critères et les normes d'admissibilité qu'il a établies pour que ces organismes puissent se qualifier?

**M. Marois:** Quant à la première question, M. le Président, je dirai simplement ceci, tout en souhaitant un joyeux anniversaire au député...

**M. Levesque (Bonaventure):** Très bien.

**M. Marois:** ... il y a toujours cette possibilité du côté des services dans la mesure — c'est là un des critères de base — où, s'il s'agit d'une entreprise de services, elle peut offrir des chances raisonnables et suffisantes d'un effet durable. Quant à la deuxième partie de votre question sur les critères ma réponse est oui, je pourrais déposer certainement les documents dans les meilleurs délais.

**M. Lavoie:** J'espère qu'il n'y a pas de danger, dans les questions de services, lorsqu'on envisage de créer des entreprises collectives propres à canaliser l'esprit d'initiative et les ressources du milieu et, par voie de conséquence, de créer un certain nombre d'emplois, que l'aventure référendaire soit mêlée à cela. Il y a quand même des montants; de \$15 millions votés.

**M. Marois:** Ah non! M. le Président, là je ne peux vraiment pas accepter cette espèce d'insinuation que le député vient de faire à partir d'un projet comme celui-ci. Au Québec, on est rendu qu'on dépense des sommes qui vont friser bientôt les \$800 millions en aide sociale. Il est grand temps qu'on commence, au Québec, à tenter de développer des possibilités nouvelles pour permettre aux citoyens québécois, aux hommes et aux femmes qui sont aptes au travail, de retrouver des occasions durables d'emploi; qu'on mette l'imagination au pouvoir et qu'on donne une chance au milieu, à la base dans les localités, dans

les régions, en jonction avec le gouvernement et la fonction publique de mettre au point des entreprises. Il est grand temps aussi qu'on commence à songer aux plus petits et aux plus démunis. Il n'y a pas que des ITT au Québec; il y a du monde en vie et il y en a des petits. Je n'accepterai pas des insinuations comme celle-là.

**M. Pagé:** Une autre affaire de réglée. Une autre affaire de réglée. Une question principale, M. le Président.

**Le Président:** M. le ministre de l'Éducation.

**M. Pagé:** M. le Président, est-ce que la période des questions est terminée?

**Le Président:** Oui. M. le ministre de l'Éducation va répondre à une question, ce qui terminera la période des questions.

M. le député de Portneuf

#### Francophones inscrits à l'école anglaise

**M. Morin (Sauvé):** M. le Président, mercredi dernier, Mme le député de L'Acadie m'a demandé si je pouvais informer la Chambre du nombre d'enfants francophones qui se trouvent à l'école anglaise par l'application de la législation linguistique.

Bien que je ne possède pas encore la réponse complète, j'ai pensé qu'il était opportun de mettre les députés au courant des éléments que j'ai pu réunir à ce sujet. Par la suite, je compléterai les renseignements au fur et à mesure que je les obtiendrai.

Pour l'année 1976-1977, le nombre total d'élèves francophones désirant s'inscrire à l'école anglaise et auxquels on a imposé les tests de connaissance suffisante de l'anglais, a été de 2186. Parmi ceux-ci, 1299 ont échoué aux tests, tandis que 887 élèves francophones se sont vu reconnaître le droit d'entrer à l'école anglaise sous l'empire de la loi 22. Plus précisément, 412 ont réussi les tests en obtenant 60% et plus, tandis que 475 ont obtenu entre 45% et 60% et ont été admis, soit directement par les commissions scolaires, soit à la suite d'un appel au ministre, mon prédécesseur.

Pour me résumer, M. le Président, en vertu de la loi 22, 887 élèves de langue française ont eu accès à l'école anglaise, l'an dernier. Pour les deux années précédentes, nous ne possédons pas encore de chiffres précis, mais il doit s'agir d'un nombre comparable, sinon, même supérieur. Si Mme le député le désire, je tenterai de faire établir le nombre exact depuis l'entrée en vigueur de la loi 22.

**Le Président:** Mme le député de L'Acadie.

**Mme Lavoie-Roux:** Je remercie le ministre de l'Éducation pour une partie de sa réponse. Est-ce qu'on peut espérer qu'on aura également le nombre d'enfants francophones cette année qui sont

allés à l'école anglaise à la suite de l'application des dispositions de la loi 101?

**M. Morin (Sauvé):** Comme je l'ai indiqué, M. le Président, aussitôt que les renseignements me parviendront, je les transmettrai à la Chambre.

**Le Président:** Question additionnelle.  
M. le député de Mégantic-Compton.

**M. Grenier:** Je voudrais demander au ministre si ce serait possible également, dans sa réponse, de nous fournir le nombre d'enfants, en province, non pas à Montréal, de familles anglophones qui auraient droit, selon la loi 101, à l'école anglaise, et qui en sont privés?

**M. Morin (Sauvé):** M. le Président, je prends avis de la question.

**Le Président:** Fin de la période de questions.  
Motions non annoncées.  
Avis à la Chambre.  
M. le leader parlementaire du gouvernement.

#### Première question avec débat

**M. Burns:** C'est vrai, M. le Président, vous m'avez surpris, mais vous avez bien raison.

Effectivement on a changé la place de ces choses. M. le Président, je rappelle à l'Assemblée nationale que, demain, il y aura grande première — je ne sais pas s'il y aura salle comble et si ce sera à guichet fermé — à la salle 81-A. Il s'agira de la première question avec débat. Dans un coin nous aurons le député de L'Acadie, et le ministre de l'Éducation.

**Mme Lavoie-Roux:** C'est notre semaine.

**M. Burns:** Pardon?

**Mme Lavoie-Roux:** J'ai dit que c'était notre semaine.

#### Motion pour faire siéger la commission du travail

**M. Burns:** Oui, c'est votre semaine vraiment. Demain, à la salle 81-A, il y aura ce débat en vertu de nos nouveaux règlements sessionnels. Quant à cet après-midi, M. le Président, je fais motion pour qu'immédiatement, au salon rouge, la commission du travail, de la main d'œuvre et de l'immigration se réunisse pour poursuivre l'étude article par article du projet de loi no 45. J'en fais motion.

**Le Président:** Cette motion est-elle adoptée?

**M. Burns:** Immédiatement. Vote enregistré?

**M. Lavoie:** Vote enregistré, M. Bellemare?

**M. Bellemare:** Oui, d'accord.

**Le Président:** Qu'on appelle les députés.

#### Vote sur la motion

**Le Vice-Président:** Est mise aux voix la motion de M. le leader parlementaire du gouvernement, à savoir qu'au salon rouge se réunissent immédiatement les membres de la commission du travail, de la main-d'œuvre et de l'immigration pour étudier, article par article, le projet de loi no 45 présenté par le ministre du Travail. Cette motion sera-t-elle adoptée?

Que celles et ceux qui sont en faveur de cette motion veuillent bien se lever, s'il vous plaît!

**Le Secrétaire adjoint:** MM. Lévesque (Taillon), Burns, Mme Cuerrier, MM. Laurin, Morin (Sauvé), Marois, Landry, Léonard, Couture, Tremblay, Berubé, Johnson, O'Neill, Mme Ouellette, MM. de Belleval, Joron, Mme Payette, MM. Lessard, Proulx, Tardif, Garon, Chevrette, Michaud, Paquette, Vaillancourt (Jonquière), Marcoux, Alfred, Vaugeois, Martel, Fallu, Mme Leblanc, MM. Grégoire, Bertrand, Laplante, Bisailon, de Bellefeuille, Guay, Gendron, Mercier, Laberge, Marquis, Lacoste, Ouellette, Clair, Gosselin, Lefebvre, Lavigne, Dussault, Charbonneau, Beauséjour, Baril, Boucher, Gravel, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Gagnon, Jolivet, Lavoie, Vaillancourt (Orford), Forget, Garneau, Mailloux, Goldbloom, Larivière, Saindon, Saint-Germain, Mme Lavoie-Roux, MM. Raynauld, Lamontagne, Giasson, Caron, O'Gallagher, Picotte, Marchand, Gratton, Pagé, Verreault, Bellemare, Grenier, Russell, Goulet, Fontaine, Brochu, Dubois, Cordeau, Roy.

**Le Vice-Président:** Contre? Abstentions?

**Le Secrétaire:** Pour: 85 — Contre: 0 — Abstentions: 0

**Le Vice-Président:** La motion est adoptée.

M. le leader parlementaire du gouvernement.

**M. Burns:** M. le Président, donc, cette commission peut siéger immédiatement au salon rouge. Je tiens, pour le moment, à mentionner qu'il y aura, à 18 heures, sanction de projets de loi chez le lieutenant-gouverneur. Il y a un certain nombre de projets de loi qui seront sanctionnés dont, évidemment, le budget supplémentaire et possiblement, si la Chambre y consent, un projet dont nous pourrions peut-être disposer immédiatement qui apparaît à l'article 18). Je vous demanderais, M. le Président, tout de suite d'appeler l'article 18) de notre feuilleton d'aujourd'hui.

#### Prise en considération du rapport sur la loi no 66

**Le Vice-Président:** A la suggestion de M. le leader parlementaire du gouvernement, je demande que cette Assemblée prenne en considération le rapport de la commission permanente des affaires municipales et de l'environnement qui a étudié le projet de loi no 66, Loi concernant l'acquisition de certains immeubles par la Société d'habitation du Québec. M. le député de Beauhar-

nois nous a présenté ce rapport. Ce rapport sera-t-il agréé?

**M. Goldbloom:** Agréé, M. le Président.

**M. Burns:** Je pense qu'il n'y a pas d'amendements qui ont été soumis à ce rapport. Il devrait peut-être être adopté immédiatement. D'accord? M. le Président, si j'avais le consentement de la Chambre — c'est ce pourquoi je faisais référence à la sanction de Son Excellence le lieutenant-gouverneur — je demanderais de passer immédiatement à la troisième lecture du projet de loi no 66. Je signale simplement que, selon une série d'ententes qui ont eu lieu entre les parties concernées et le ministre, ainsi qu'à la suite de toutes les discussions qui ont eu lieu à la commission des affaires municipales, il semble qu'il serait urgent que ce projet de loi soit adopté avant le 1er décembre. Je demande le consentement de la Chambre pour passer à la troisième lecture de ce projet de loi immédiatement.

**Le Vice-Président:** Le consentement est-il accordé?

**M. Lavoie:** Consentement accordé, M. le Président.

**Le Vice-Président:** M. le leader parlementaire du gouvernement, est-ce que je peux avoir une motion formelle?

**M. Burns:** M. le Président, je pense que le ministre des Affaires municipales s'apprête à vous faire la proposition de troisième lecture.

**Le Vice-Président:** M. le ministre des Affaires municipales.

### Troisième lecture

**M. Tardif:** M. le Président, il est proposé la troisième lecture du projet de loi no 66.

**Le Vice-Président:** Est-ce que cette motion sera adoptée?

**M. Goldbloom:** Sur division, M. le Président.

**Le Vice-Président:** Motion adoptée sur division.

M. le leader parlementaire du gouvernement.

### Projet de loi no 24

#### Deuxième lecture

**M. Burns:** M. le Président, j'appellerais maintenant, avec votre permission, l'article 9, c'est-à-dire le projet de loi no 24, Loi sur la protection de la jeunesse, inscrit au nom du ministre d'Etat au développement social.

**Le Vice-Président:** Est-ce que je comprends, M. le leader parlementaire du gouvernement non

pas que j'invite mais que je permets à M. le ministre...

**M. Burns:** Vous comprenez très bien.

**Le Vice-Président:** ... d'Etat au développement social de présenter sa motion de deuxième lecture du projet de loi no 24 intitulé: Loi sur la protection de la jeunesse.

M. le ministre.

### M. Pierre Marois

**M. Marois:** M. le Président, l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance de ce projet de loi et il en recommande l'étude à la Chambre.

Vous me permettez, tout d'abord, pour entrer le plus rapidement possible dans le cœur de la discussion portant sur ce projet de loi 24 sur la protection de la jeunesse, peut-être de tenter — parce que cela peut nous replacer dans une perspective — de répondre à la question de savoir pourquoi une loi, qui date de 1950, n'a pas été modifiée fondamentalement depuis. Je crois que la raison principale réside dans le fait que toute réforme de cette loi a toujours été bloquée par l'opposition de deux approches fondamentalement différentes et qu'on n'a jamais réussi à concilier dans le passé. C'est-à-dire, d'une part, une approche très judiciaire, respectueuse des droits, mais qui risque d'être très traumatisante et même inutilement traumatisante, surtout quand elle n'est pas nécessaire et, d'autre part, une autre approche, l'approche sociale qui, à prime abord, est plus humaine, mais qui comporte le danger d'un certain arbitrage social aussi néfaste, finalement, que l'arbitrage judiciaire comme, par exemple, limiter inutilement l'exercice, par l'enfant, de ses droits ou prolonger indûment un hébergement, sous prétexte de vouloir son bien.

Cette opposition entre deux approches en était venue à se répercuter à tous les niveaux, à partir de la cour jusqu'au sommet des pyramides hiérarchiques. Ceux qui en souffraient, au bout de la ligne, c'étaient, forcément, les enfants. Ces tensions se doublaient — je pense qu'il faut le dire tel que c'est — d'un conflit de pouvoirs, chacune des deux structures, la judiciaire, d'un côté, et la sociale, de l'autre, voulant garder le contrôle sur la plus grande partie du processus.

Je pense que c'est principalement la volonté politique et la volonté de collaboration de mes deux collègues des Affaires sociales et de la Justice qui nous auront permis, au-delà de ces divergences des oppositions traditionnelles, d'atteindre, pour la première fois, un consensus véritable entre les ministères et un consensus qui soit d'abord centré sur les intérêts des enfants.

Si on regarde un peu en arrière, le projet de loi 24, comme je l'ai mentionné, vient remplacer une vieille loi qui date de 1950. Cette loi, qui a été adoptée il y a 27 ans, tirait ses origines de la Loi des écoles de protection, de 1941. Cette loi ne tenait absolument pas compte de plusieurs développements qui se sont produits depuis.

Plus particulièrement, les agences sociales étaient peu nombreuses à l'époque, l'intervention sociale auprès des jeunes n'en était qu'à ses premiers balbutiements. Entre autres, aussi, le développement des méthodes de réadaptation a connu, depuis ce temps, un développement absolument accéléré. Les lacunes de cette vieille loi sont devenues de plus en plus évidentes avec le temps et les pressions qui ont été exercées par les organismes intéressés à la cause des jeunes sont devenues de plus en plus fortes, et avec raison, sur les gouvernements pour réformer la loi et en faire un instrument d'intervention plus moderne. Je crois qu'il faut reconnaître l'oeuvre de pionniers qu'ont accomplie à ce niveau, des organismes comme la Ligue des droits de l'homme et d'autres groupes qui s'y sont associés pour sensibiliser l'opinion publique à la nécessité absolue de cette réforme.

C'est encore une fois la preuve — je le signale en passant — de l'importance du regroupement des citoyens intéressés surtout pour amorcer le changement social. Si on regarde du côté d'une histoire plus récente, celle-là, il importe peut-être de rappeler que c'est le quatrième projet de loi sur cette question en six ans au Québec. En novembre 1972, il y avait eu dépôt, à l'Assemblée nationale, du projet de loi no 65. L'accueil, on va tous l'admettre, a été à l'époque plutôt négatif tant dans la presse qu'en commission parlementaire. Le projet proposait une réforme administrative: création d'un service de protection de la jeunesse au ministère de la Justice, service lui-même rattaché à la Direction générale de la probation et des institutions de détention. Au fond, une approche administrative pour régler un problème social. On faisait des intervenants sociaux de simples exécutants du pouvoir judiciaire. La Ligue des droits de l'homme, pour sa part, qualifiait le projet, à cette époque, de "honte pour le Québec". Qu'est-ce qu'on reprochait principalement au projet de loi? D'abord, d'accorder la préséance à l'intervention judiciaire sur une intervention sociale. Deuxièmement, de ne pas reconnaître suffisamment les droits des enfants et, troisièmement, de ne pas prévoir des mécanismes qui soient efficaces de coordination entre la Justice et les Affaires sociales.

Le projet de loi n'avait pas encore franchi la deuxième lecture lorsque l'Assemblée nationale fut dissoute en septembre 1973. Le ministre de la Justice de l'époque, M. Jérôme Choquette, peut-être parce qu'il trouvait que les réformes en profondeur annoncées par le ministre des Affaires sociales de l'époque prenaient trop de temps pour aboutir, a donc pris l'initiative de présenter lui-même une loi d'exception pour régler un problème qui était urgent, celui des enfants maltraités. La loi concernant les enfants soumis à de mauvais traitements a été effectivement adoptée en décembre 1974. Les deux innovations majeures de cette loi étaient les suivantes: D'abord, la loi créait l'obligation pour toute personne, même liée par le secret professionnel, de déclarer les cas d'enfants maltraités. Deuxièmement, elle créait un comité pour la protection de la jeunesse qui était

chargé d'analyser tous les cas d'abus physiques à l'égard des enfants et d'intervenir pour protéger ces derniers.

Depuis sa création, le comité a fait plus que largement la preuve de son utilité. Pour faire suite aux revendications des différents groupes intéressés, qui avaient reproché au gouvernement de ne pas suffisamment les consulter dans la rédaction du projet de loi, le ministère des Affaires sociales, le ministre, en juin 1975, a déposé pour fins de discussion en commission parlementaire un avant-projet de loi renouvelé sur la protection de la jeunesse. Cet avant-projet de loi marquait une amélioration qui était certainement réelle par rapport au projet de 1972 mais, malgré ces progrès, deux choses essentiellement étaient reprochées à cette réforme.

D'abord, il faut aller assez loin dans le sens de la protection des droits des enfants. Notamment, on n'interdisait pas l'incarcération dans les prisons pour adultes, on n'ouvrait pas les tribunaux au public pour que la lumière soit faite sur les injustices criantes auxquelles la Cour du bien-être social donnait parfois lieu. Deuxième reproche, on créait à nouveau une nouvelle superstructure qui risquait elle aussi, comme trop souvent cela se passe, de se bureaucratiser et d'être décrochée d'une réalité qui est essentiellement, d'abord et avant tout, une réalité humaine.

Le projet que nous avons trouvé en arrivant au pouvoir le 15 novembre était une adaptation de l'avant-projet de loi discuté récemment en commission parlementaire. Il ne résolvait pas, cependant, cette question fondamentale à savoir qui, finalement, des Affaires sociales ou de la Justice, serait responsable de l'application de la loi. On a donc travaillé à la refonte d'un projet de loi qui, comme je l'ai évoqué, est le quatrième sur le sujet en six ans. C'est donc à la fois du déjà vu, à certains égards, puisque cela fait si longtemps qu'on en parle et, en même temps, du jamais vu puisque le présent projet propose certaines perspectives qui n'avaient pas été abordées jusqu'à aujourd'hui.

Je crois qu'il importe aussi de signaler qu'il n'y a pas eu que des projets de loi. Il y a eu aussi de nombreux documents qui ont été rendus publics, des études. En 1974, l'Office de révision du Code civil a publié deux rapports sur (a) famille et, en 1975, le même office de révision a publié un troisième rapport portant sur le tribunal de la famille. En 1975, le ministre de la Justice de l'époque a publié un livre blanc intitulé: La justice contemporaine, qui traite entre autres de la protection de la jeunesse. En 1976, il y a eu le rapport du comité Batshaw qui analysait toute la situation des centres d'accueil pour les jeunes. En novembre 1976, il y a eu la publication d'un livre blanc sur l'adoption.

Mais pour bien saisir à quels besoins, je crois, non seulement on veut mais on doit répondre, il me semble qu'il est important de mieux préciser, peut-être de mieux délimiter ce qu'on peut appeler la clientèle qui est visée par le présent projet de loi 24.

Il y a, à chaque année, un grand nombre de

jeunes qui tombent sous l'emprise de la loi actuelle. D'abord, les jeunes délinquants. Même si la Loi sur les jeunes délinquants est fédérale, son application est du ressort provincial. A chaque année, il y a 25 000 jeunes, d'après les chiffres dont on dispose, qui sont arrêtés par les différents corps policiers au Québec pour avoir commis un délit quelconque vis-à-vis des lois ou des règlements qui sont en vigueur au Québec. Là-dessus il y a 8000 jeunes à peu près qui font l'objet d'une condamnation par la Cour du bien-être social.

Il y a également les enfants maltraités. L'actuel comité pour la protection de la jeunesse reçoit à chaque année plus de 2000 plaintes relativement à des enfants qui sont maltraités. Les estimations les plus conservatrices veulent que le nombre réel d'enfants maltraités soit au moins le double, c'est-à-dire qu'un nombre égal de cas ne seraient pas déclarés.

Il y a, troisièmement, les enfants en besoin de protection, c'est-à-dire les enfants dont la famille, de façon temporaire ou permanente, n'est plus en mesure d'assumer la charge, ce qui comprend environ 30 000 enfants placés en foyers nourriciers ou en centres d'accueil. De ce nombre 2000 sont des orphelins, 2500 sont délaissés ou abandonnés par leurs parents. S'y ajoutent les cas des enfants dont les parents sont jugés inadéquats pour toutes sortes de raisons, qui sont en nombre, si vous voulez, difficiles à évaluer, mais on peut facilement et spontanément, sans se tromper, facilement affirmer qu'il y en a quelques milliers.

Il y a enfin les enfants qui doivent être temporairement retirés de leur milieu familial parce que les parents ne sont plus en mesure temporairement de faire face aux exigences d'une situation. La loi vise donc directement, au premier chef, de 30 000 à 40 000 enfants qui doivent chaque année passer devant la Cour du bien-être social, mais la loi vise beaucoup plus que cela. D'abord, elle assure des droits à tous les enfants, qu'ils aient ou non à passer devant la cour. Ensuite, le nombre des enfants inadaptés, le nombre des jeunes délinquants tend à s'accroître chaque année. Donc, deuxièmement, il y a le nombre d'enfants inadaptés qui augmente régulièrement.

Malgré qu'il soit difficile de quantifier une réalité comme celle-là, tous les experts s'accordent pour dire que, dans un type de société comme la nôtre, le nombre d'enfants inadaptés psychologiquement et socialement tend à s'accroître. C'est ce que des groupes aussi sérieux que le Conseil québécois pour l'enfance exceptionnelle nous ont confirmé devant la commission parlementaire. C'est une espèce de paradoxe tragique des sociétés dites modernes que des problèmes comme ceux-là augmentent concrètement en intensité à mesure que la natalité décroît et que le niveau de vie tend, lui, à augmenter.

Cela illustre peut-être à quel point de nombreuses familles et un nombre croissant de jeunes ont besoin de soutien et d'aide pour atteindre leur plein épanouissement.

Il y a, enfin, le nombre d'enfants délinquants qui est aussi potentiellement élevé. Les statistiques d'arrestations des jeunes ne traduisent que

la délinquance officielle, c'est-à-dire celle où des jeunes se font "prendre", forcément. Même s'il ne faut pas s'alarmer outre mesure de ces chiffres, puisque les récidivistes sont très peu nombreux, il n'en reste pas moins que cela démontre éloquentement la nécessité d'une approche tout à fait nouvelle des problèmes de délinquance juvénile. Cette approche doit être plus prudente et faire la part entre les cas où la gravité de la situation ne justifie pas une intervention judiciaire et les cas où elle pourrait, au contraire, être bénéfique aux jeunes.

De là les prémisses de fond de la réforme. La définition de cette nouvelle approche repose sur un certain nombre de postulats fondamentaux sur lesquels je voudrais m'arrêter quelques minutes. D'abord, la déjudiciarisation. Compte tenu de l'importance de la dimension sociale des problèmes des jeunes et de la très grande difficulté souvent à faire la distinction entre les cas où il faut protéger la société contre certains jeunes, qui est de l'intervention judiciaire, et ceux où il faut plutôt protéger le jeune contre lui-même, ce qui est du domaine de l'intervention sociale et aider celui-ci à se réhabiliter, il faut être, je crois, très prudent dans l'utilisation de l'intervention judiciaire et la réserver pour les cas où elle est indispensable.

Or, l'intervention judiciaire n'est vraiment nécessaire que, d'abord, lorsqu'il faut statuer sur les droits des enfants lorsque ceux-ci sont lésés et, deuxièmement, lorsqu'il faut limiter l'usage de ses droits au jeune pour protéger la société. Il faut donc faire en sorte que l'intervention judiciaire soit réduite au minimum lorsqu'elle n'est pas indispensable. C'est ce qu'on appelle la déjudiciarisation.

Le deuxième postulat, c'est une articulation qui soit plus fonctionnelle et plus opérationnelle entre les deux fameux réseaux de la justice et des affaires sociales. Cet ajustement de l'intervention sociale et de l'intervention judiciaire, l'une par rapport à l'autre, n'a jamais jusqu'ici été clairement établi. Cet ambiguïté est forcément source de nombreux conflits entre les tenants des deux approches. Il faut donc établir clairement les devoirs et responsabilités de chacun.

Le troisième postulat, c'est celui qui vise essentiellement à limiter le développement bureaucratique de l'Etat. Si les structures actuellement en place ne sont pas en mesure de jouer adéquatement leur rôle, il faut créer dans la loi les conditions qui vont leur permettre de le faire, plutôt que de chercher à solutionner le problème en créant une nouvelle structure qui risque elle-même de devenir une source de conflits.

Il a donc fallu préciser dans la loi les devoirs et les responsabilités de chacun. Notamment, nous avons voulu définir le plus clairement possible les coordonnées des intervenants sociaux pour qu'ils jouent leur rôle et cessent, comme c'est souvent le cas actuellement, de s'en remettre à d'autres lorsqu'ils ont des problèmes, par exemple de référer le cas au juge lorsque le travailleur social n'est pas sûr de l'autorité qu'il a.

Un des paris fondamentaux de cette réforme, c'est qu'il est possible d'amener tous les interve-



nants auprès du jeune dont la sécurité ou le développement sont compromis à jouer pleinement leur rôle en collaboration et en coordination avec les autres. Cela, je suis obligé d'admettre que c'est tout un défi.

Le quatrième postulat, c'est qu'il s'agit d'une loi d'exception plutôt qu'une charte. Puisqu'il faut réduire au maximum le recours au pouvoir judiciaire et qu'une intervention d'autorité n'est justifiée que lorsqu'elle est autrement inévitable, la Loi sur la protection de la jeunesse doit demeurer une loi d'exception qui ne s'applique que lorsque les lois générales, par exemple le chapitre 48 sur la santé et les services sociaux, ou la loi sur l'éducation, ne suffisent pas à protéger les droits des jeunes et à assumer des conditions adéquates pour leur développement harmonieux.

Plusieurs groupes ont déjà déclaré par le passé que la Loi sur la protection de la jeunesse devrait être une charte des droits des enfants. Une telle charte, à notre avis, n'est pas nécessaire dans la mesure cependant où les enfants jouissent des droits accordés par la Charte des droits et libertés de la personne et dans la mesure où le projet de loi 24, devenant la Loi sur la protection de la jeunesse, prévoirait les éléments additionnels de reconnaissance des droits fondamentaux pour les jeunes.

De là les points saillants du projet de loi no 24.

D'abord, l'enfant comme sujet de droit. Le projet de loi no 24 reconnaît à l'enfant un certain nombre de droits fondamentaux: le droit de rester dans son milieu familial ou, à défaut, celui d'être placé dans les conditions qui s'en rapprochent le plus; le droit d'être informé sur tout ce qui le concerne; le droit d'être consulté avant d'être placé à un endroit ou d'être déplacé; le droit de communiquer en toute confidentialité avec ses parents, ses frères, ses soeurs; le droit d'être informé des règlements d'un établissement avant qu'on lui applique des mesures disciplinaires; le droit de ne plus être hébergé dans un centre de détention pour adultes; le droit d'aller en appel; empêcher qu'un jeune de moins de quatorze ans puisse être traduit devant le tribunal sauf dans des cas d'exception. En bas de quatorze ans, aucun jeune ne pourra plus être déferé au tribunal pour une infraction, sauf si les parents ou l'enfant le veulent. Pour cela, j'y reviendrai plus loin. Quand il a plus de quatorze ans, le jeune se voit accorder certains droits comme celui d'être consulté, d'accepter ou de refuser des mesures volontaires, de refuser de se soumettre à une évaluation et le reste.

Le deuxième point clé est celui du rôle accru pour le comité de protection de la jeunesse. Depuis qu'il a été créé en 1975, le comité de protection de la jeunesse a fait largement la preuve de l'utilité et de l'efficacité d'une structure qui soit souple, légère pour défendre les droits des enfants. Ce comité s'est occupé — je rappelle qu'il n'a été créé qu'en 1975 — de plus de 4000 cas, depuis sa création, avec un personnel d'une quarantaine de personnes. Le comité n'était responsable, jusqu'ici, forcément, que des cas d'enfants maltraités. Nous voulons étendre le rôle du comité

pour qu'il puisse désormais intervenir dans tous les cas où sa présence peut être nécessaire pour protéger les droits des enfants. En fait, nous voulons même en faire un véritable ombudsman des droits des enfants. Le comité disposera à cet égard de tous les pouvoirs nécessaires pour pouvoir jouer son rôle. Il aura accès à tous les lieux nécessaires. Il pourra obtenir les dossiers nécessaires. Il pourra intervenir à toutes les étapes du processus.

Pour éviter que ce même comité ne devienne lui-même une grosse structure, ce sont désormais les directeurs de la protection de la jeunesse dans les centres de services sociaux qui seront responsables, en première ligne, des cas d'enfants maltraités. A cause de l'importance sociale particulière de cette question, le comité devra, cependant, être avisé de l'existence de chacun des cas.

Le comité en question continuera à relever du ministre de la Justice, ce qui lui permettra d'être plus autonome et aussi plus critique à l'égard du réseau des affaires sociales qui se voit désormais confier des responsabilités énormes.

Le comité aura un rôle particulier qu'il faut souligner en termes d'information, de prévention et de lien — c'est un élément nouveau — avec les organismes communautaires. Entre autres, d'abord, il devra mettre sur pied des programmes d'information auprès des jeunes, des parents et des professionnels qui seront appelés à intervenir. Deuxièmement, il devra pousser pour que des programmes de prévention soient développés de façon concrète. Troisièmement, de par la nature de sa fonction, il aura à jouer un rôle primordial de contact avec les groupes communautaires, les groupes du milieu à qui il pourra, éventuellement, déléguer une partie de ses pouvoirs. Bref, le comité aura un rôle de charnière extrêmement important à jouer pour assurer le bon fonctionnement de la loi, à la fois pouvant intervenir au niveau de chacun des cas, mais aussi en pouvant intervenir plus globalement auprès des ministères concernés par son pouvoir de recommandation.

Autre élément clé, c'est la création du poste du directeur de la protection de la jeunesse. Tout ne va pas nécessairement bien — c'est mon avis — dans les CSS, comme on le dit, en matière de protection de la jeunesse. Ce qui est en cause, ce n'est pas la bonne volonté, mais surtout le fait que les devoirs et les responsabilités des CSS, les Centres de services sociaux, n'ont jamais été clarifiés. Le projet de loi fournit une telle clarification des rôles, pouvoirs et devoirs des Centres de services sociaux en créant, dans chacun d'eux, le poste de directeur de la protection de la jeunesse. Ce directeur sera responsable, en première ligne, de tous les cas d'enfants dont la sécurité ou le développement sont mis en danger et de tous les cas où des jeunes sont soupçonnés d'infraction à des lois ou règlements en vigueur au Québec.

**M. Grenier:** Est-ce que je pourrais poser une question? Vous me le permettrez après, si vous aimez mieux. Est-ce que vous avez bien dit CSS ou CLSC?

**M. Marois:** J'ai dit: CSS, centres de services sociaux.

**M. Grenier:** Pour les placements, c'est bien vis-à-vis des placements que vous voyez le problème que vous soulevez?

**M. Marois:** Qui est le point d'entrée.

**M. Grenier:** D'accord!

**M. Marois:** Pour l'instant, je parle du rôle d'un nouveau directeur de la protection de la jeunesse qui est rattaché aux CSS, d'accord?

Autre point important, c'est cette notion d'enfants, tel que le prévoit le projet de loi, dont la sécurité ou le développement sont mis en danger, qui va être une notion — même avec certains amendements à la lumière des commentaires qui nous ont été faits — la plus large possible. On pourrait la cerner autour des éléments suivants. Ces enfants sont les orphelins ou les enfants abandonnés, ceux dont le développement mental est menacé par la négligence ou l'isolement, ceux qui sont privés de conditions matérielles adéquates, ceux qui sont gardés par une personne qui représente un danger pour l'enfant, ceux qui ne vont plus à l'école, ceux qui sont soumis à des abus sexuels ou autres, ceux qui manifestent des troubles de comportement sérieux et qu'on doit aider, ceux, enfin, qui sont induits à mendier ou à faire un travail au-dessus de leurs forces.

Dans ces cas, le directeur de la protection de la jeunesse dispose des pouvoirs suivants. Il peut prendre des mesures d'urgence comme, par exemple, retirer l'enfant du milieu où il se trouve. Dans ce cas, dans le cas où il prend des mesures d'urgence, il doit en aviser le tribunal dans les 24 heures; la mesure d'urgence ne peut excéder cinq jours sans avoir été entérinée par le tribunal. Il peut aussi, le directeur, convenir de mesures volontaires avec les parents et les enfants comme, par exemple, que les parents modifient leur comportement, qu'ils acceptent de se soumettre à un contrôle régulier, que les services nécessaires soient donnés à l'enfant, que certaines personnes s'abstiennent d'entrer en contact avec l'enfant, que l'enfant soit placé ou qu'il rende, par exemple, de menus services à la collectivité. Il y a toute une série de possibilités.

Ces mesures volontaires, le Comité de la protection de la jeunesse a fait amplement par son travail la preuve de leur efficacité dans le cas des enfants — et il s'agissait bien du cas des enfants — maltraités. Moins de 5%, en fait, des cas traités par le comité ont été déferés au tribunal et, parmi les cas qui ont été touchés par le comité, il n'y a eu aucune condamnation criminelle. Donc, je crois que le comité en question en fait amplement la preuve de l'efficacité de ces mesures volontaires dans le cas des enfants maltraités, et cela constitue, je crois, une innovation inhérente au projet de loi 24.

Dans les cas où le directeur de la protection de la jeunesse ne s'entend pas avec les parents ou les enfants sur des mesures volontaires, il peut re-

courir au tribunal pour que celui-ci les impose ou prenne toute autre mesure appropriée.

Dans les cas de ce qu'on appelle les jeunes délinquants, tous les cas doivent être d'abord déferés au directeur de la protection de la jeunesse, qui prend la décision transitoire nécessaire: un hébergement sécuritaire ou autres mesures. Le directeur de la protection de la jeunesse met en branle un mécanisme d'orientation dont la fonction est de décider si le cas doit vraiment être déferé au tribunal, ou si une autre solution ne serait pas préférable. Cette décision d'orientation doit être prise conjointement par le directeur de la protection de la jeunesse, ou son délégué, et par un représentant du ministre de la Justice, que ce soit un avocat, un juge ou un autre, à cause des implications légales. Quand ils ne s'entendent pas, les deux, ils doivent faire appel à un représentant du Comité de la protection de la jeunesse, qui va intervenir pour agir comme arbitre.

Dans notre esprit, nous avons voulu que le directeur de la protection de la jeunesse puisse jouer son rôle avec beaucoup de souplesse et qu'il puisse mettre à contribution, au maximum, les ressources du milieu, soit en déléguant son autorité, soit en mettant à contribution les ressources d'autres établissements, comme les centres d'accueil, ou même les CLSC, ou autres organismes du milieu. Il faut être bien clair quant au fait que le directeur de la protection de la jeunesse ne doit pas s'enfermer dans un fonctionnement bureaucratique trop rigide qui le coupe de la réalité des enfants dont il a à s'occuper.

Autre élément clé et nouveau du projet de loi, c'est la création du tribunal de la jeunesse, qui va venir remplacer la Cour de bien-être social. C'est un aspect tout à fait nouveau, dans la réforme de la protection de la jeunesse, qui n'était pas là avant. Les principaux éléments en sont les suivants: le droit pour le jeune, d'abord, d'être assisté par un avocat, l'obligation, pour le juge, de faire nommer un avocat pour défendre les intérêts de l'enfant lorsqu'il constate que ses intérêts ne coïncident pas avec ceux de ses parents.

Les audiences seront plus ouvertes. Ceci afin d'éviter qu'une administration trop hermétique de la justice ne finisse par se faire au détriment des enfants. Il faut ouvrir l'administration de la justice dans une certaine mesure. Des amendements au projet de loi que j'expliquerai un peu plus loin viendront baliser cette ouverture. Les jugements de la cour devront être écrits et motivés, ce qui ne se fait pas actuellement, aussi incroyable que cela puisse paraître, mais c'est un fait. Cette façon de faire devrait progressivement entraîner l'élaboration — et ce n'est pas un détail — d'une jurisprudence qui soit propre aux problèmes des jeunes et contribuer à une administration plus uniforme de la loi.

Le jeune, ses parents, son avocat pourront avoir accès au dossier de la cour. Les dossiers de la cour devront cependant être détruits quand le jeune aura 18 ans ou au plus tard à 21 ans, dans les quelques cas frontières où le jeune continue à relever de la juridiction de la cour après 18 ans. Par exemple, pour des infractions commises avant

18 ans. Enfin, il y aura désormais un droit d'appel en Cour supérieure d'une décision du tribunal de la jeunesse. On pourra également faire appel à la Cour d'appel mais uniquement pour des points de droit. Avec ce droit d'appel et le droit d'être représenté par avocat, le jeune se voit donc reconnaître sensiblement les mêmes droits que les adultes.

En somme, il s'agit plus que d'un changement de nom de tribunal. C'est un changement d'approche qui vise à améliorer le fonctionnement de cette instance judiciaire tout en conservant ce qu'elle a déjà de meilleur.

Un autre élément qui m'apparaît important, c'est la plus grande souplesse possible pour favoriser la meilleure utilisation des ressources du milieu. Nous avons essayé de rendre les structures moins rigides partout où cela n'était pas indispensable pour garantir les droits des enfants. Ceci avait pour but d'abord de favoriser le fonctionnement le plus souple possible des structures et d'éviter une bureaucratisation qui soit inutile.

Par exemple, le directeur de la protection de la jeunesse pourra déléguer la grande autorité dont il est investi à des employés de son propre service, mais aussi à des centres d'accueil, à des CLSC ou même à des organismes du milieu. Par exemple, le représentant du ministère de la Justice pour les comités d'orientation n'est pas spécifiquement défini, de telle sorte que le ministre pourra y déléguer qui il veut.

Le deuxième but, c'est de favoriser l'utilisation maximale des ressources existantes dans le milieu sans pour autant les enfermer dans un carcan administratif trop rigide. C'est un élément important qui nous a été largement signalé en commission parlementaire, dont on entend parler tellement souvent et qu'on réussit si difficilement à insérer dans nos textes de loi à partir d'une approche qui, trop souvent, ne fait référence qu'à un schéma de pensée très structurel et de type lourd et bureaucratique.

On a essayé, donc, d'y introduire cette notion de souplesse, mais balisée pour ne pas, par ailleurs, que cela s'en aille dans toutes les directions. Ce qui signifierait, par exemple, que le directeur de la protection de la jeunesse pourra référer les jeunes à tout organisme du milieu qui aura fait ses preuves. Par exemple, certains groupes dans le West Island, notamment — le député du coin en avait fait mention à la commission parlementaire — réclamaient la mise en place auprès de la cour de comités de citoyens chargés d'aider le jeune. Sans pour autant imposer des modèles semblables partout de façon uniforme, il reste que de telles expériences demeurent possibles par le pouvoir du Comité de la protection de la jeunesse de recommander la présence de certaines personnes dans l'enceinte de la cour, par la reconnaissance que ces groupes peuvent obtenir du directeur de la protection de la jeunesse pour s'occuper des enfants.

Je crois qu'il faut mentionner à ce niveau la responsabilité particulière du Comité de la protection de la jeunesse dans cette implication du milieu puisqu'il doit nommément encourager la participation et susciter la mise en place de pro-

grammes de prévention. Des amendements seront apportés au projet de loi.

Je voudrais glisser, très rapidement, un mot des travaux de la commission parlementaire avant d'aborder la question des amendements qui seront soumis. Je crois qu'on sera tous — tous ceux qui étaient là en tout cas à la commission parlementaire — d'accord pour admettre l'accueil très favorable que le projet de loi a reçu dans le grand public en général.

L'appui était, me semble-t-il, aussi unanime de la part des groupes qui ont été entendus en commission parlementaire, malgré des divergences qui ne portaient pas sur des questions vraiment fondamentales.

Quand on réussit à mettre d'accord des groupes aussi différents que le Barreau, la Commission des services juridiques, les agences sociales et les groupes communautaires, je pense que ce n'est pas un détail et il me semble que c'est un point qui mérite d'être retenu.

J'ai aussi tenu — je tiens à le redire à l'Assemblée nationale — à souligner le travail passablement remarquable que les députés, les parlementaires, les membres de la commission ont accompli pour approfondir ce projet de loi finalement assez complexe. Je sais que ce n'est pas tous les jours qu'on le constate en politique, dans la vie des parlementaires, mais ça arrive parfois et j'ai tenu à le souligner; des hommes ayant des divergences de vues, parfois fondamentales, sur des options politiques sont capables, parfois, de retrouver le meilleur d'eux-mêmes pour essayer de bâtir une loi qui réponde le mieux possible aux besoins de groupes, quand même, importants de la société qui sont les jeunes. Je crois que la preuve a été faite qu'il est parfois possible, dans certaines conditions, de travailler ensemble de façon efficace.

Un bon nombre d'amendements seront apportés; en fait, vraisemblablement environ 70 amendements dont, bien sûr, bon nombre d'entre eux sont techniques et de concordance. Mais ça manifeste essentiellement ce que j'avais eu l'occasion de signaler lors de l'ouverture des travaux de la commission parlementaire: autant nous entendions être fermes sur les principes du projet de loi, autant nous étions ouverts et accueillants pour recevoir tout commentaire, toute recommandation, toute suggestion susceptibles de bonifier ce projet de loi.

Les amendements majeurs seraient, rapidement — ils ne sont pas nécessairement d'égale importance; donc, je vais principalement m'attacher aux plus importants d'entre eux, en tout cas à mes yeux — d'abord, une définition plus explicite de ce qu'est un organisme du milieu, si on veut précisément concrétiser le pouvoir de délégation du directeur de la protection de la jeunesse à ces organismes et le pouvoir de recourir à ces ressources.

Deuxièmement, on va ajouter un droit à l'enfant, soit celui de recevoir des services de santé et des services sociaux. L'inclusion, dans la présente loi, de ce droit qui est, par ailleurs, déjà présent dans le chapitre 48, permettra explicitement au

Comité — et c'est pour cela qu'on va l'inclure — de la protection de la jeunesse d'agir dans les cas où ce droit n'est pas réalisé.

Pour faire suite aux nombreuses représentations des groupes à ce propos, nous allons ajouter l'obligation pour les CSS, les centres de services sociaux, de consulter ce qu'on appelle le CRSSS de leur région, les centres d'accueil visés par l'application de la loi, donc, forcément, les centres d'accueil pour jeunes mésadaptés, ainsi que les représentants d'organismes pour la nomination du directeur de la protection de la jeunesse. Il est certain que cela va à l'encontre de ce qui est prévu dans le chapitre 48 pour la nomination des cadres des CSS, mais, à mon avis, ça se justifie pleinement à partir de deux considérations. La première, le directeur de la protection de la jeunesse va recevoir ses pouvoirs en vertu du projet de loi 24 et non du chapitre 48. C'est donc dans le projet de loi 24 qu'il faut prévoir les conditions indispensables à son bon fonctionnement. Deuxièmement, il est essentiel, pour le succès de son action, que le directeur de la protection de la jeunesse gagne la confiance et la crédibilité de ceux avec qui il va avoir à travailler et cela commence forcément au moment de sa nomination.

D'autres amendements porteront sur les pouvoirs du directeur de la protection de la jeunesse et du Comité de la protection de la jeunesse. On a reproché au projet de loi d'accorder des pouvoirs — certains ont même dit abusifs — presque judiciaires au directeur de la protection de la jeunesse et même au Comité de la protection de la jeunesse. Les pouvoirs de commissaires enquêteurs qu'on prévoyait leur donner seront remplacés, si les amendements sont reçus, par des pouvoirs sensiblement pareils à ceux dont le Comité de la protection de la jeunesse jouit déjà, c'est-à-dire l'immunité pour eux, leurs délégués ou leurs employés, quand ils agissent de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions. Deuxièmement, le pouvoir d'utiliser tous les recours judiciaires qu'ils jugent opportuns, le pouvoir d'entrer dans tous les lieux physiques pour s'enquérir d'une situation.

En ce qui regarde la détention, nous allons ajouter l'impossibilité de détenir un jeune dans un poste de police.

En ce qui regarde l'obligation, pour les établissements, de recevoir les enfants qui leur sont confiés par le directeur, après avoir examiné toutes les possibilités, pour ne laisser au directeur de la protection de la jeunesse qu'un pouvoir exceptionnel qui ne s'appliquerait que lorsque les mécanismes habituels ne jouent pas, nous en sommes venus à la conclusion qu'il n'était pas possible de fonctionner autrement que de la façon dont le projet de loi le prévoit déjà. On ne peut, en effet, indiquer dans une loi qu'on suit les dispositions d'une autre loi quand ça va bien, et qu'on change de loi quand ça va mal. Il est bien clair dans notre esprit que ce pouvoir du directeur de la protection de la jeunesse, d'obliger un établissement à recevoir un enfant, demeure un pouvoir exceptionnel et que, de façon courante, les mécanismes de coordination déjà mis en place par le ministère

des Affaires sociales au niveau régional vont forcément continuer à s'appliquer.

En ce qui concerne la tutelle, des modifications sont nécessaires au projet de loi pour assurer la concordance avec les dernières modifications qui ont été apportées au Code civil. En ce qui concerne l'abolition du huis clos, la formule que nous avons incluse dans le projet était une proposition sujette à discussion, comme je l'ai déjà mentionné. Le consensus qui s'est, me semble-t-il, dégagé en commission parlementaire était à l'effet que la formule des audiences publiques allait trop loin mais qu'il fallait assouplir considérablement la règle du huis clos. A cet effet, la formule à laquelle nous sommes finalement arrivés repose sur les éléments suivants. La règle est le huis clos, sauf pour les personnes suivantes: les membres du comité de protection de la jeunesse ou toute autre personne que le comité autorise. Ceci permet effectivement la présence d'organismes, de citoyens auprès de la cour; deuxièmement, les journalistes. Dans leur cas, pour les exclure, le tribunal devra motiver sa décision.

L'appel d'une décision du tribunal de la jeunesse va demeurer, tel que je l'ai mentionné, mais il ne se fera plus, comme c'était prévu au projet de loi no 24, par ce qu'on appelle un procès de novo, ou nouveau procès. Il paraît préférable d'en venir à cette conclusion pour le motif suivant, essentiellement, c'est d'éviter un traumatisme additionnel ou supplémentaire à l'enfant.

Il est à noter, cependant, qu'on permettra forcément au juge de l'instance d'appel d'entendre des témoins s'il le juge nécessaire, ceci afin de tenir compte de tout fait nouveau. Il faut reconnaître que l'idée des assesseurs, même si tous reconnaissent que le principe en était bon, n'a pas obtenu beaucoup de succès. C'est, à tout le moins, ce qu'on a entendu dire, en commission parlementaire. On a fait remarquer, à ce propos, qu'il y avait déjà suffisamment de garanties pour qu'on tienne compte de la dimension sociale des problèmes ailleurs dans le projet, que cela risquait d'alourdir le processus, qu'on aurait plutôt avantage à investir les sommes d'argent nécessaires dans l'amélioration des services et la prévention.

Parmi les autres modifications apportées, il en est trois surtout qui sont mentionnées. D'abord, le renforcement de l'obligation à la confidentialité partout où cela est nécessaire; deuxièmement, la spécification qu'aucune personne qui agit au niveau du mécanisme d'orientation ne pourra, par la suite, exercer des fonctions judiciaires au moment du procès, que ce soit des juges, des procureurs, des avocats; troisièmement, l'interdiction, dans les cas de délinquance, d'apporter en preuve au procès les déclarations obtenues par le directeur de la protection de la jeunesse, le comité de protection de la jeunesse ou le représentant du ministère de la Justice et ce, bien sûr, afin d'assurer un procès équitable. Ceci, cependant, ne s'applique pas au cas de protection puisque ces déclarations sont souvent les seules preuves qu'on puisse apporter au tribunal.

Forcément, il restera à mettre en oeuvre la loi. A cet égard, le ministère des Affaires sociales a

déjà commencé à s'y préparer de façon concrète avec le ministère de la Justice par une mission d'implantation qui regroupe tous les principaux intervenants, que ce soient les gens de la Justice, les CSS, les centres d'accueil; ce groupe est déjà à l'oeuvre. Il va falloir aussi, forcément, raffermir le fonctionnement des centres d'accueil. Il va falloir faire preuve d'imagination et d'ouverture d'esprit pour mettre en oeuvre des programmes de prévention. Il va falloir accentuer la désinstitutionnalisation en favorisant le placement en famille d'accueil plutôt qu'en centre d'accueil, lorsque c'est possible. Surtout, il va falloir prendre les moyens requis pour aider les familles lorsqu'elles font face à des problèmes, plutôt que de systématiquement sortir les enfants des familles. On a beaucoup de chemin à faire dans cette direction. Il y a déjà des éléments qui sont là, qui sont en route, mais je crois qu'il y en a d'autres qu'il va falloir instituer progressivement.

Il va falloir aussi développer de plus en plus la confiance en cette capacité du milieu de se prendre en charge et cesser de vouloir rapatrier dans le secteur public ce que les groupes communautaires du milieu sont souvent plus en mesure de faire, mais de ne pas mesquiner pour intervenir en termes de soutien et d'appui. Il va falloir progressivement élaborer, forcément, ce qu'on peut appeler une politique, une véritable politique de la famille.

Du côté de la justice, il reste à compléter le projet de loi 24 par d'autres mesures législatives comme, par exemple, développer les mesures pour faciliter l'adoption, continuer les représentations auprès du gouvernement fédéral en ce qui concerne le projet de loi sur les jeunes contrevenants, continuer à préparer la réforme judiciaire plus large. En ce qui concerne le Comité de la protection de la jeunesse, ce comité voit son rôle modifié de façon substantielle. De nombreux changements devront être apportés. Le comité a, entre autres, une responsabilité fondamentale sur laquelle, je dois le dire, nous fondons beaucoup d'espoirs et c'est celle de servir de charnière pour introduire une plus grande participation du milieu et même servir de bougie d'allumage pour que des programmes de prévention soient mis sur pied.

Je voudrais prendre quelques instants pour parler, parce que c'est inhérent au projet de loi, des relations fédérales-provinciales. Alors que le projet de loi 24 au Québec vient remplacer une loi qui date de 1950, la loi fédérale actuelle, de son côté, date de 1929. Peut-être parfois, cela prend plus de temps d'un côté pour y arriver. Il y a eu toute une série de positions successives mais qui ont varié du côté du gouvernement fédéral. En fait, pour être juste, je dois dire qu'en 1973 le gouvernement fédéral a mis en marche son processus. Il a ensuite mis sur pied un comité conjoint du travail avec les provinces. Le Québec a effectivement participé à ce comité qui a tenu six réunions de 1974 à 1976. En 1975, le fédéral publiait le rapport du comité du Solliciteur général sur les jeunes qui ont des démêlés avec la justice. Ce rapport reprenait, grosso modo, les recommandations du comité de travail fédéral-provincial.

En mars 1977, le fédéral publiait un avant-projet de loi sur les jeunes contrevenants. Or ce texte marque un recul très net par rapport au texte de 1975 et notamment sur la procédure de déferé et le rôle de la police. En juin 1977, lors de la conférence fédérale-provinciale des ministres de la Justice à Ottawa, le Québec a largement exposé son point de vue. Il est évident, me semble-t-il, que la position du gouvernement fédéral s'est considérablement durcie, depuis 1975, à l'égard des représentations du Québec.

En fait, parmi les revendications du Québec, deux seulement ont reçu un accueil favorable; ce sont d'abord de limiter l'application de la loi fédérale aux seules lois qui relèvent du fédéral et non plus, comme c'était le cas jusqu'à maintenant, de couvrir les violations aux lois et règlements qui sont de ressort provincial. Deuxièmement, de reconnaître le principe que les différentes sections de la loi fédérale doivent être mises en pratique par l'autorité provinciale compétente, de déterminer dans le cas de leur juridiction propre, qu'elle sera cette autorité compétente, ce qui n'est au fond que normal puisque l'administration de la justice relève des provinces.

Mais les points de divergences fondamentaux sont plus nombreux. L'âge minimal en est un. Le fédéral tient mordicus à douze ans, alors que nous, du côté du Québec, nous maintenons ferme l'âge minimal de 14 ans, comme d'ailleurs ce qui existe dans la plupart, me semble-t-il, des pays civilisés d'Occident. Si d'autres provinces préfèrent, elles, l'âge minimal à douze ans, le Québec a proposé qu'on laisse ce choix aux provinces, ce que le fédéral a refusé.

Deuxième point de divergence: le droit de détention par la police sans que le jeune puisse contacter un avocat. Le Québec est fondamentalement et formellement opposé à cette mesure qui nous semble rétrograde et qui peut ouvrir la porte à tous les abus. Là-dessus, d'ailleurs, la position du fédéral marque un recul par rapport à la position de 1975. Des malins, peut-être, et uniquement des malins, j'en suis sûr, verraient peut-être là l'influence d'un certain corps policier sur le Solliciteur général durant la période de 1975 à 1977, mais sûrement uniquement des malins.

Troisième point de divergence: les prises d'empreintes et de photos par la police dès l'arrestation d'un jeune, documents qui seront d'ailleurs gardés par la suite, entre autres, par la GRC qui contrôle le fichier canadien. Cela, à notre point de vue, est inadmissible et va à l'encontre de toute la philosophie de déjudiciarisation. On aura beau vouloir déjudiciariser et détruire les dossiers des jeunes à 18 ans, cela ne donnera qu'une partie de l'effet recherché si parallèlement la police peut continuer à garder ces dossiers.

Quatrième point de divergence: le projet de loi fédéral contient aussi une mesure fort discutable, me semble-t-il, et qui se lit comme suit: Aucune procédure en vertu de la présente loi ne sera annulée si on a omis de se conformer aux dispositions ci-dessus. Cette disposition risque d'invalider toute intention réelle de déjudiciarisation puisqu'elle permettra d'avoir accès directement à

la cour sans avoir à passer par le processus de déjudiciarisation, que le fédéral reconnaît, par ailleurs. Il me semble qu'il y a là une contradiction, que le fédéral se contredit lui-même.

Autre point: la procédure de déferé proposée par le Solliciteur général pour envoyer un jeune vers les cours d'adultes n'offre pas toutes les garanties de respect des droits des enfants que le Québec a voulu mettre dans sa loi. Entre autres, le fédéral ne prévoit pas l'assistance d'un avocat. Il y a aussi toute la question du financement des services aux jeunes. Cette question est discutée depuis déjà plusieurs années, mais aucun arrangement satisfaisant n'est intervenu jusqu'à maintenant.

Il est évident que le fédéral se sert de son pouvoir de dépenser pour faire pression sur le Québec, peut-être afin de l'amener à adopter son point de vue, mais il nous semble que le débat devrait se situer à un tout autre niveau.

Bien sûr, le peu de souplesse, et même de compréhension, je dirais, du fédéral ne va pas sans poser un certain nombre de problèmes. Le Solliciteur général a déjà reconnu que le Québec pourra mettre en oeuvre les dispositions de sa propre loi par mesures administratives auprès des corps policiers et de l'administration judiciaire, et ce sur deux points notamment, soit d'une part l'interdiction de détenir un jeune dans un poste de police ou dans une prison, et d'autre part le respect absolu du processus de déjudiciarisation.

Si le solliciteur reconnaît et encourage même le Québec à mettre sa loi en application par mesures administratives, pourquoi donc est-ce qu'il n'en reconnaît pas le principe en même temps dans la loi? On peut se demander ce qui se cache derrière un refus comme celui-là. Une telle attitude du fédéral, en tout cas, ne peut que créer des ennuis. Finalement, ce sont les jeunes qui devront faire les frais de l'attitude intransigeante du gouvernement fédéral. Nous sommes, cependant, déterminés à ne pas céder et à mettre en application notre propre loi à partir des principes que j'ai évoqués et des ajustements, le cas requis, sur le plan administratif, qui pourront s'imposer.

Toutes les mesures en ce sens ont été prises et seront prises pour qu'elles puissent être étanches et ne pas prêter à quelque contestation constitutionnelle que ce soit.

En conclusion, je voudrais simplement dire ceci. Il me semble que le projet de loi 24, amendé et devenant loi, sera une loi plus humaine et certainement plus progressiste. Elle repose sur le postulat fondamental qu'il est possible d'amener une collaboration fructueuse des intervenants, qu'il s'agisse des policiers, des centres de services sociaux, des juges et des procureurs, des établissements du réseau des affaires sociales, des centres d'accueil, les CLSC, des organismes du milieu. Il est certain que cela suppose des ajustements de comportement, d'attitude et même de mentalité.

C'est donc un défi que tous ces gens devront relever, et ce dans l'intérêt fondamental des jeunes Québécois et des jeunes Québécoises, que cette loi vise avant tout à aider. C'est pourquoi, M.

le Président, je demande donc à cette Assemblée d'adopter ce projet de loi en deuxième lecture.

**Le Président suppléant (M. Boucher):** M. le député de Saint-Laurent.

#### **M. Claude Forget**

**M. Forget:** M. le Président, mes remarques seront très brèves, parce qu'il est bien évident, sur ce sujet, qu'il y a fort peu de place, à ce moment, du moins c'est mon avis, pour des débats qui placeraient en opposition des points de vue divergents de la part de formations politiques qui se retrouvent à l'Assemblée nationale, du moins qui mettraient en opposition le parti ministériel et celui que je représente. Ceci pour une raison très simple, c'est que ce projet de loi, dans sa presque totalité, représente en quelque sorte une oeuvre collective, la suite normale et naturelle d'un effort entrepris, comme vient de le dire le ministre d'Etat au développement social, depuis plusieurs années et qui fort heureusement — il nous a été donné de le constater lors de la commission parlementaire — semble faire, dans une très large mesure, le consensus de tous ceux qui s'intéressent à la protection de la jeunesse.

J'ai des raisons personnelles de ne pas vouloir débattre longuement ce projet puisque j'ai été associé, à cause des circonstances que l'on sait, à une longue partie de ce cheminement dans le temps. J'ai contribué à faire évoluer ce dossier — je le dis sans fausse modestie — avec le sentiment que c'était peut-être là la chose la plus importante parmi toutes les responsabilités que j'avais à l'époque.

D'ailleurs, il me sera peut-être permis de le dire, je n'avais qu'un seul regret véritable au moment d'abandonner ces fonctions que j'avais jusqu'à l'an dernier, c'était la crainte que ces efforts, puisqu'il n'était pas permis de supposer quoi que ce soit quant à la continuité possible de cette tentative de rénovation de nos lois dans le domaine, ne soient complètement futiles, répudiés par les événements ultérieurs.

C'est avec un grand soulagement et avec beaucoup de satisfaction que j'ai vu qu'effectivement il n'en n'était rien pour l'essentiel quant à l'esprit de ce projet et à sa structure même. Je me retrouve devant un texte qui m'était devenu très familier. Il reprend mot à mot près de 90% à 95% des dispositions qui se trouvaient dans le projet tel que je l'ai laissé.

Je dis ceci sans vouloir nécessairement priver le ministre actuel et ses collaborateurs du crédit qu'ils ont d'avoir parcouru, à leur tour, le même cheminement et d'avoir assumé la responsabilité des mêmes solutions. Je le dis parce que je crois qu'il est nécessaire que j'explique un peu mon attitude et aussi parce que j'éprouve envers cette question plus que les sentiments habituels d'une espèce de paternité officielle; effectivement, j'y ai travaillé personnellement pendant des week-ends, etc., de façon fort détaillée et personnelle. J'ai donc travaillé plus qu'il n'est coutumier de le faire pour un ministre à l'élaboration de cette voie nou-

velle qui n'est pas une invention complètement originale puisque d'autres juridictions, d'autres pays, d'autres provinces même nous avaient, dans une certaine mesure — quoique pas totalement, sur aucun point — tracé la voie.

L'esprit qui anime cette rénovation de notre législation sur la protection de la jeunesse peut se résumer à un certain nombre de principes fondamentaux qu'on y retrouve, affirmés de façon plus claire, plus explicite, plus articulée, je crois, que dans aucune législation comparable qu'il m'ait été donné de consulter.

En premier lieu, il y a cette question de la déjudiciarisation de la protection de la jeunesse qui est un aspect extrêmement important de tout le processus, puisqu'il s'agit, dans un très grand nombre de cas, malgré tout, du premier contact d'un adolescent avec la société organisée, avec tout l'appareil judiciaire, l'appareil des services publics, toute cette société. Le jeune, très souvent, est mis en contact avec cette structure pour des raisons qui n'ont rien à voir avec la criminalité, qui n'ont rien à voir avec des problèmes sérieux, dans le fond, pour la moindre bagatelle, souvent.

J'ai vu des jeunes être traduits presque automatiquement devant la Cour de bien-être social pour avoir commis un acte à peine répréhensible, une distraction, des choses de ce genre qui, chez un adulte, seraient considérées comme un billet pour stationnement illégal, quelque chose qui, en somme, ne tire pas à grandes conséquences, mais qui, parce qu'il s'agit d'un jeune, parce qu'il s'agit d'un mineur, est susceptible de prendre une dimension absolument incroyable chez lui et chez sa famille. Je l'ai observé chez des proches, même chez des enfants d'amis, etc. Même s'ils étaient des gens qui sont dans des milieux où, ordinairement, ces choses n'effraient pas, parce qu'il s'agit de jeunes, parce qu'il s'agit d'enfants, parce qu'on veut éviter que ces choses prennent des dimensions déraisonnables, ils étaient littéralement jetés dans une panique par l'enclenchement d'un processus inexorable, d'un processus policier, d'un processus judiciaire complètement disproportionné avec ce dont il s'agit.

Et comment dire, dans les cas plus graves, jusqu'à quel point cet enclenchement automatique des processus judiciaires peut être préjudiciable à une heureuse issue de ces problèmes que presque tous les jeunes connaissent? On dit qu'il n'y a probablement aucun adolescent qui n'a pas commis une incartade quelconque qui l'aurait, si on l'avait pris, conduit devant un tribunal de la jeunesse. C'est peut-être vrai, M. le Président. Qui n'a pas cassé une vitre ou fait quelque chose du genre dans sa jeunesse et selon les circonstances, selon, peut-être, les milieux sociaux? Il arrive que certains jeunes débouchent sur un processus qui peut être assez effrayant alors que d'autres y échappent par chance.

Donc, cette déjudiciarisation, elle est très importante, il faut — on l'a dit souvent — un "intake" qui permette de juger de la gravité réelle, les possibilités d'autres voies, de bifurquer et d'éviter des expériences désagréables qui, peut-être, ne seraient que cela. On parle peut-être de façon un

peu trop facile dans un langage psychanalytique, de traumatisme, etc. — je crois qu'il ne faut pas exagérer — mais, malgré tout, d'une expérience qui n'a pas besoin d'être vécue, à moins qu'elle ne soit nécessaire, et Dieu sait qu'elle n'est souvent pas nécessaire, dans le fond.

Une deuxième caractéristique de ce projet de loi, c'est l'affirmation opérationnelle de droits de l'enfant. Il y a, dans ce texte de loi, un certain nombre de garanties qui s'ajoutent, bien sûr, aux garanties de la Charte des droits et libertés de la personne mais qui sont beaucoup plus spécifiques, beaucoup plus appropriées au caractère et aux problèmes auxquels font face les enfants et qu'il a été possible de formuler de manière à ce qu'elles aient un sens concret, et cela, c'est très important. Beaucoup de mémoires, beaucoup de représentations ont été faites sur ces questions des droits de l'enfant mais, très souvent, ces représentations étaient exprimées dans un style, à un niveau de généralités et d'abstractions, qui les rendaient, dans le fond, très peu différentes de vœux pieux, de souhaits philosophiques.

Mais, au-delà de cette expression d'intentions, il a été possible de rédiger des textes qui ont un sens concret dans la vie des enfants qui viennent en contact avec des organismes de protection. Bien sûr, comme nous l'avons vu lors des audiences de la commission parlementaire qui a étudié ce projet de loi, il est encore possible de faire faire quelques pas sur cette voie à ce projet de loi. Il est possible d'imaginer une ou deux dispositions additionnelles qui viendraient peut-être mieux circonscrire le comportement de certains organismes officiels vis-à-vis du jeune et qui appartiennent à la catégorie des droits de l'enfant. C'est un exercice auquel nous nous livrerons sans aucun doute au moment de l'étude article par article. Qu'il suffise pour l'instant de le mentionner.

Il y a une autre caractéristique dans ce projet de loi qui consiste dans rénumération exhaustive et détaillée des circonstances qui constituent pour l'enfant un danger à sa santé, sa sécurité et son développement. Alors là, nous touchons un aspect extrêmement important, à mon avis, non seulement de la protection de l'enfant, mais peut-être surtout du comportement à l'égard de l'enfant, à l'égard des problèmes de l'enfant, du comportement des organismes, des services sociaux, des organismes officiels qui n'ont jamais eu auparavant de garde-fous, de barrières, d'indicateurs précis dans leur action et qui, à cause de l'absence de tels indicateurs, de tels garde-fous, se sont parfois livrés à des gestes qu'on pourrait qualifier d'arbitraires.

En effet, on disait dans les textes anciens que tout devait être fait dans l'intérêt supérieur de l'enfant, que l'enfant avait droit à la protection si on jugeait que dans le fond il avait droit à la protection, etc. C'était aussi vague que cela, en pratique. On ouvrait la porte à un très grand arbitraire de la part des organismes d'intervention, arbitraire qui pouvait parfois être excessif, qui pouvait parfois donner à des gens que l'on pourrait qualifier d'être un peu trop zélés toute l'autorité de la loi pour intervenir dans la vie privée des familles et

dans l'éducation des enfants qui, au fond, n'étaient pas en danger, n'étaient pas menacées, alors qu'en d'autres endroits une interprétation trop restrictive des responsabilités sociales des organismes de protection de l'enfance permettait à des gens de fermer les yeux sur des abus qui étaient pourtant flagrants aux yeux d'autres personnes.

Il n'est pas facile de circonscrire des concepts comme ceux de la protection de l'enfance. Il n'est pas facile de décrire les circonstances qui nous font croire que la sécurité et le développement d'un enfant sont en danger. Cependant, c'est un défi qui a été relevé, apparemment avec succès, puisque, dans la dernière série de mémoires qui a été reçue et dont nous avons pris connaissance, il est fort clair, fort évident que ce concept d'une explication, d'une description détaillée des circonstances donnant ouverture à ces problèmes a été généralement accepté et je dirais même, dans certains cas, accepté avec enthousiasme. Dans la mesure où il y a eu des problèmes, ces problèmes découlent de tel ou tel article, de tel ou tel paragraphe dans cette description détaillée, mais personne ne met plus en doute la nécessité de bien s'entendre dans une loi sur les causes qui doivent donner ouverture à l'intervention de la loi dans la vie des familles et dans l'évolution de l'éducation des enfants.

Ceci, je pense, est un très grand progrès puisque cela établit le principe que cette intervention doit être considérée comme une exception, que dans le cours normal des choses, à moins de pouvoir prouver l'existence d'une cause donnant explicitement dans la loi ouverture à une intervention, il faudra se fier en totalité à la collaboration volontaire des familles. Cela n'a pas été le cas dans le passé, M. le Président, je puis vous l'assurer. Il y a eu de trop nombreux cas qui ont été, à l'époque, portés à ma connaissance, de familles qui étaient littéralement prises d'assaut par des bonnes volontés un peu trop zélées et qui ne trouvaient dans aucun texte de loi la possibilité de s'en protéger, de s'en défendre.

Il y a également — et c'est sur cela que je terminerai cette énumération des caractéristiques les plus significatives de ce projet de loi — un développement extrêmement significatif qui s'est révélé au cours de cette longue évolution vers de nouveaux concepts dans la protection de la jeunesse; cette nouvelle caractéristique, c'est l'insistance, elle aussi unanimement acceptée maintenant et unanimement approuvée par tous les organismes que nous avons entendus, de la nécessité de trouver dans la loi, une façon de rendre personnelle, de personnaliser — si on peut employer cette expression — le lien de responsabilité entre un adulte qui prend charge au nom de la société d'un enfant dont la sécurité et le développement sont menacés et cet enfant lui-même.

Pour illustrer le chemin parcouru, je crois qu'il est nécessaire de faire allusion à ce qu'on retrouve dans la loi — encore en vigueur — de protection de la jeunesse, de même que d'autres lois, d'inspiration ancienne, dans le domaine de la protection

de la jeunesse et des affaires sociales. En vertu de ces anciennes lois, c'est le ministre lui-même qui était responsable de la protection de la jeunesse, c'est le ministre lui-même qui était tuteur d'office des enfants qui, pour une raison ou pour une autre, devaient bénéficier de la tutelle. C'est le ministre qui s'occupait de ceci ou de cela. Il est bien évident que, lorsqu'une loi parle des responsabilités du ministre, ce n'est que par une espèce d'hyperbole. Il ne s'agit pas du tout de la description d'une réalité, c'est une impossibilité, dans les faits, que le ministre fasse quoi que ce soit de ce genre, c'est par toute une organisation centralisée à Québec que ces responsabilités doivent être assumées. Il est malheureux, mais il était peut-être inévitable, dans la société beaucoup plus simple, beaucoup moins compliquée, beaucoup moins structurée d'il y a 30 ans, qu'on place des responsabilités, ainsi nommément, sur un ministre d'agir dans des causes particulières, mais cela a suscité le développement d'une mentalité bureaucratique, d'un monde un peu kafkaesque dans lequel l'individu est pris en charge par un organisme anonyme et où personne, dans cette immense structure, ne se sent effectivement responsable face à un individu qu'on veut pourtant aider et dont la raison d'être de toute la loi est de lui apporter assistance.

Dans cette loi, il y a clairement affirmée la notion que la responsabilité impartie non pas au ministre, mais à quelqu'un qui est, malgré tout, immensément plus près des problèmes que le ministre, c'est-à-dire, dans chacune des régions du Québec, le directeur de protection de la jeunesse, une première affirmation de cette notion, mais, en outre, la notion que cette responsabilité du directeur sera déléguée à un individu en chair et en os qui, lui, sera en contact direct avec l'enfant et qui devra assumer cette responsabilité de façon personnelle et de façon continue. Je crois que cette personnalisation de la relation entre l'enfant et son protecteur, c'est la réalisation, en même temps, d'un des objectifs de la réforme effectuée dans les affaires sociales et de la proclamation d'un principe que l'on retrouve à l'article 2 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et où on dit clairement, parmi les grands objectifs de cette loi, qu'il s'agit, d'abord et avant tout, de trouver les moyens de rendre des services de qualité, des services personnalisés et continus.

Enfin, M. le Président — et je terminerai là-dessus — il y a, bien sûr, un certain nombre d'innovations attribuables au ministre qui s'est fait le parrain de ce projet de loi, dans ce texte sur lequel nous nous prononçons en deuxième lecture.

Je peux dire que la totalité ou presque des modifications introduites par le gouvernement actuel dans cette loi, par rapport au texte qu'il a trouvé l'automne dernier, se situe dans cette interrelation entre le système judiciaire et le réseau des affaires sociales, entre les officiers de justice et les agents de services sociaux. Il y a là, bien sûr, comme le parrain de cette loi l'a souligné, le problème difficile de concilier les perspectives et les responsabilités qui appartiennent en propre au



monde de la justice et les responsabilités qui appartiennent en propre au monde des services sociaux.

Cependant, dans cette mise en rapport d'un réseau avec l'autre, d'un système de pensée ou d'un point de vue avec l'autre, il y a des choix qui ont été faits qui sont loin d'avoir rencontré parmi les commentateurs et les groupes qui se sont présentés en commission parlementaire le même degré d'unanimité que l'ensemble des autres dispositions de la loi. Je pense, en particulier, à deux mesures. Il y a celle relative au huis clos des délibérations de ce tribunal qu'on appelle maintenant le Tribunal de la jeunesse; je pense également à la question des assesseurs qui sont désignés, en vertu de la loi, pour se joindre au juge, président du Tribunal de la jeunesse, pour rendre des décisions dans les matières de leur compétence.

Le projet que nous avons devant nous exclut le huis clos, c'est-à-dire qu'il traite les délibérations du Tribunal de la jeunesse de la même façon que les délibérations de tous les autres tribunaux civils. Cette façon de procéder n'est clairement pas celle que nous avions retenue. Nous avions prévu que les débats se fassent à huis clos, mais que toutes les personnes accréditées par la commission de la protection de la jeunesse, notamment des journalistes, pouvaient assister aux délibérations du Tribunal de la jeunesse. Dans les cas où c'étaient des journalistes qui faisaient un rapport publiquement, mais aussi dans le cas de toute personne, ils devaient respecter le caractère confidentiel des informations qu'ils y entendaient. En particulier, ils devaient taire l'identité de la personne faisant l'objet du procès.

C'est une solution sur laquelle j'inviterais le gouvernement à se pencher à nouveau parce qu'il est évident, à mes yeux du moins, à la suite d'innombrables discussions sur ce sujet avec tous les groupes intéressés à la protection de la jeunesse, qu'il est intolérable d'envisager, pas tellement à Montréal ou à Québec puisque l'anonymat des grandes villes est, en soi, une protection pour les intéressés dans un très grand nombre de cas, mais très certainement dans les petits centres, en dehors de Québec et de Montréal, qu'on va déballer sur la scène publique, aux yeux de tout le monde, les conflits matrimoniaux et les difficultés entre parents et enfants qui doivent être débattus devant le juge si des décisions responsables doivent être prises par le tribunal. Il est inimaginable qu'on décrive par le menu, en public, tous les témoignages, toutes les expertises sur le quotient intellectuel de l'enfant, sur sa capacité de se comporter normalement en société, etc., et qu'on dise, dans le même souffle, qu'on veut favoriser les chances de réadaptation et de réinsertion sociale de l'enfant. C'est un point sur lequel plusieurs des mémoires se sont exprimés pour recommander que le gouvernement retourne à la version qui était la nôtre dans le texte que nous avons préparé avant novembre dernier, de manière que cette protection minimale soit assurée à l'enfant et à sa famille sans toutefois barrer complètement la porte du tribunal à des gens qui ont des raisons d'y être et

qui sont prêts à assumer des obligations quant au caractère confidentiel de ce qu'ils y entendent.

Pour ce qui est des assesseurs, M. le Président, il s'agit là d'une recette que l'on applique au mauvais endroit. J'ai été celui qui, dans une autre loi et pour d'autres fins, a institué dans nos tribunaux administratifs la formule des assesseurs, puisque la Commission des affaires sociales, qui fut créée en 1975, est le seul tribunal administratif au Québec qui comporte des assesseurs. Ce n'est donc certainement pas par antipathie envers la formule que je me prononce contre son application dans ce cas. Effectivement, la Commission des affaires sociales, la formule des assesseurs, a été une formule très heureuse, parce qu'elle permet de concilier la nécessité de trouver un juge qui soit formé dans les techniques judiciaires pour vraiment présider de façon normale aux délibérations et la nécessité également d'avoir dans des assesseurs accès à une expertise au sein même du tribunal, expertise qui ne serait pas disponible de la même façon et aux mêmes conditions par des experts engagés par une ou l'autre des parties.

Mais, dans le cas du Tribunal de la jeunesse, c'est une formule qui me semble superflue et même malheureuse parce qu'elle va alourdir un processus que l'on veut justement alléger le plus possible. On veut diminuer l'importance de la cour, en adjoignant à la cour, mais avant qu'elle n'intervienne, toutes sortes de services sociaux de consultation, d'aide, d'évaluation psychologique ou autres, mais il est important que cette expertise soit disponible en dehors de la salle d'audience, avant que l'enfant ne soit en cour plutôt que l'être au sein du tribunal lui-même. C'est donner au tribunal, au moment où l'on veut diminuer son importance, un rôle accru et c'est à mon avis une chose qui n'est pas nécessaire, si tout le reste est mis en place tel que je viens de le décrire.

Enfin, M. le Président, il y a deux autres questions sur lesquelles je n'insisterai pas beaucoup. Il s'agit de l'âge minimal à 14 ans. Le ministre d'État a beaucoup insisté sur cette notion et, à moins qu'il cherche là-dedans une raison fort émotive de s'opposer à une position du gouvernement fédéral, je ne crois pas que l'on puisse faire une règle absolue de la question des 14 ans. Il est clair, et ceci est de plus en plus vrai, que la nature de la société où l'on vit change, et que le caractère de la délinquance se modifie et surtout que les comportements délinquants surviennent de plus en plus tôt dans la vie de certains adolescents malheureusement. Il n'est donc pas du tout clair que la limite d'âge de 14 ans soit une règle universellement applicable.

Il est clair que cela devrait être la règle normale, une règle qui soit habituellement suivie, qu'avant 14 ans il n'est pas question de mettre en branle quelque mécanisme judiciaire, quelque mécanisme de responsabilité criminelle que ce soit, mais il y a malgré tout, à ce niveau, au niveau inférieur, à la limite inférieure d'âge, comme à la limite supérieure d'âge, par la voie du déferé qui est possible dans ce cas, il y a à la limite d'âge inférieure des cas exceptionnels certes, mais,

malgré tout, des cas qui existent bel et bien, où il peut être opportun, où il peut être inévitable d'invoquer la responsabilité criminelle.

Il y a déjà à cet âge des cas de récidive d'actes graves et c'est peut-être placer les institutions sociales, les services sociaux, dans une position extrêmement inconfortable, extrêmement difficile, c'est les taxer à la limite que de leur demander d'assumer des responsabilités vis-à-vis de ces enfants.

Une quatrième et dernière remarque vise les comités locaux d'orientation. Cette structure qui existait dans le projet, le dernier projet, l'ultime projet, non pas l'avant-projet publié en 1975, mais qui continuait de me paraître utile, n'est pas véritablement supprimée dans le projet de loi, le nom seul est enlevé, mais la réalité d'un comité local d'orientation demeure dans bien des articles.

Je m'interroge personnellement, sans vouloir me faire l'avocat... à savoir si, en voulant placer sous le chapeau ou sous le parapluie du directeur des services sociaux, du directeur de la protection de la jeunesse dans les centres de services sociaux toutes les responsabilités que la loi attribuait aux comités locaux d'orientation, on ne les place pas dans une situation difficile, en quelque sorte de conflit, j'ose à peine dire de conflit d'intérêts à cause des connotations du terme, étant juges et parties dans l'orientation qu'on doit faire assumer à un jeune entre la voie judiciaire et la voie de la réadaptation sociale. Le centre de services sociaux est malgré tout juge et partie dans cette version de la loi. Il se peut que la participation d'un délégué du ministre de la Justice suffise à rétablir l'équilibre des considérations, mais il faut bien avouer que nous partons d'une situation de fait où bien des gens se posent des questions quant à la capacité des services sociaux d'assumer complètement toute la responsabilité qui leur est propre. Combien plus de questions et d'interrogations soulève ce défi qui leur est lancé d'agir en plus comme arbitres entre eux-mêmes et le système judiciaire.

Je ne fais que poser la question parce que je ne crois pas que personne ait actuellement la réponse à cette question. Ce qu'il est important de souligner, c'est que le gouvernement, par une telle attitude, fait un peu un saut dans l'inconnu, qu'il prend un pari quant à la capacité des centres de services sociaux, des directeurs de la protection de la jeunesse d'assumer sans reproches graves une telle responsabilité. L'avenir seul pourra nous dire si ce pari est justifié.

J'ai quelques doutes personnellement. Le danger que l'on court, ce n'est pas seulement que l'on porte un jugement défavorable sur les centres de services sociaux, c'est qu'on porte un jugement défavorable sur la loi ou l'esprit même qui a présidé à l'élaboration de la loi. Ceci serait fort dommageable puisque ce serait un effet fort disproportionné à la cause qui l'aurait provoqué.

M. le Président, je sais qu'une commission parlementaire a siégé pour entendre les différents groupes et leur permettre de se prononcer sur ce projet de loi. Je sais aussi qu'il n'est pas coutumier pour la profession judiciaire de s'exprimer

dans des commissions parlementaires. Il y a même une tradition à l'effet contraire.

Je serais, cependant, fort intéressé de savoir si effectivement il y a eu des consultations avec les membres d'organismes judiciaires, s'il y a eu des mémoires qui ont été préparés par les membres de la Cour du bien-être social. Advenant le cas où mes interrogations pourraient être l'objet de réponses affirmatives, je serais évidemment extrêmement intéressé à ce que les membres de l'Opposition, au moins les porte-parole des partis d'Opposition, puissent avoir communication, de la part du ministre, de ces mémoires.

Je vous remercie, M. le Président. Je remercie les membres de l'Assemblée de leur patience. Il est évident, d'après les remarques que j'ai faites, que nous voterons, en deuxième lecture, pour l'adoption de ce projet de loi.

**Le Président suppléant (M. Boucher):** M. le député de Mégantic-Compton.

#### M. Fernand Grenier

**M. Grenier:** M. le Président, je voudrais vous signaler que je prends la parole au nom de notre parti. Il me fait plaisir, en tant que membre de la commission des affaires sociales, de livrer ce point de vue qui est celui de l'Union Nationale.

Tout d'abord, je veux manifester mon accord avec le ministre d'Etat au développement social pour qui l'attitude des membres de la commission a été toujours responsable et positive. Au lieu de l'esprit de confrontation et de politisation qui a si souvent dominé d'autres commissions parlementaires, il y avait un désir réel de tous les membres de la commission pour que ce débat apporte aux Québécois une loi claire et humaine pour la protection de la jeunesse, qui satisfera aux besoins vitaux des citoyens en matière de protection de la jeunesse.

Je voudrais aussi souligner l'intérêt manifesté par tous les ministres impliqués dans le présent dossier, le ministre d'Etat au développement social, le ministre des Affaires sociales et le ministre de la Justice, qui ont accepté en parfaits démocrates de parler des différents éléments discutables dans le projet de loi de la protection de la jeunesse, afin d'en faire un document législatif aussi parfait que possible.

J'aurais aimé que le député de Saint-Laurent puisse continuer d'être avec nous puisque je voudrais également souligner le rôle positif du député de Saint-Laurent, ex-ministre des Affaires sociales, qui, par la création de la commission Batshaw et de l'avant-projet de la loi par le livre blanc sur la protection de la jeunesse a contribué à rendre possible cette réforme. Avant de discuter en détail le projet de loi, nous devons faire un inventaire de ce qu'est la situation, ce qu'elle pourrait être et de quelle façon elle pourrait être changée. C'est l'objectif de la loi 24 qu'il nous faudra considérer tout au long de nos discussions. Le projet de loi, tel que présenté, risque, au lieu d'améliorer la situation, de la compliquer et de la rendre peut-être plus bureaucratique.

Selon les crédits alloués au programme de la protection de la jeunesse dans le budget 1977/78, le ministère des Affaires sociales dépensera environ \$306 millions. Par contre, les prévisions estiment qu'entre 17 000 et 20 000 enfants recevront des services en vertu de ce programme. Je dis "services" et non pas "bénéfices" parce que tel est le cas. De toute façon, je reviendrai sur ce sujet un peu plus loin.

Les services rendus équivalent donc à un coût approximatif d'environ \$16 500 par enfant. Ceci représente une augmentation sensible par rapport aux \$10 000 dont parle le rapport Batshaw.\* Mais si on dit que les besoins sociaux ne s'évaluent pas en termes de dollars, on peut affirmer qu'il s'est dépensé beaucoup d'argent pour la protection de la jeunesse. Une des raisons pour expliquer le coût élevé de ce service et le bas niveau des services offerts réside dans le fait qu'un pourcentage élevé de notre jeunesse est gardé en institution. Par exemple, il en coûte \$54 000 par année pour garder un enfant dans une institution comme le centre Berthelet, ce qui représente plus de \$1000 par semaine par enfant.

Les statistiques que nous avons consultées démontrent que le Québec a plus d'enfants en institution que toute autre province ou État en Amérique du Nord, soit approximativement 17 000. Ajoutez à ceci l'emprisonnement de 71 mineurs, au cours des six premiers mois de l'année 1977, plus de 47 sur la liste d'attente pour détention fermée, 350 qui attendent pour être placés en maison de réadaptation. Avouons que ces statistiques sont effrayantes.

Il faut également remarquer que sur un budget total de \$306 millions, seulement \$556 400 servent à financer les programmes communautaires qui s'appliquent à régler les problèmes là où ils se situent. J'espère que le principe mis de l'avant par le bill 24, à l'effet de maintenir les enfants dans leur famille et dans leur environnement naturel, sera respecté et reconnu de façon à corriger une situation vraiment déficiente.

Il faut nous demander pourquoi le problème a atteint d'aussi importantes proportions. Dans son rapport, le docteur Batshaw souligne l'augmentation croissante du nombre de familles monoparentales comme étant l'un des facteurs, ainsi que le système d'éducation et, enfin, l'augmentation des crimes commis par des enfants mineurs. J'aimerais en ajouter un quatrième qui serait la dépersonnalisation et la déshumanisation du système établi par le projet de loi 65, qui est nettement trop centralisé et bureaucratique. Ainsi, l'action communautaire qui devrait répondre aux besoins en cette matière est très difficile. C'est pourquoi les services s'en trouvent dépersonnalisés et, donc, moins efficaces. Le système appliqué, indépendamment du ministère des Affaires sociales, par la communauté juive, en cette matière, est un exemple d'administration d'un système de protection de la jeunesse axé sur des interventions interpersonnelles qui donne des résultats excellents.

Soit dit en passant, ce système limite au maximum l'interventionnisme qui est une chose fort appréciée. D'ailleurs le concept des CLSC prétend

satisfaire les besoins de participations communautaires, mais il est très mal conçu et extrêmement dispendieux.

Présentement, nous avons 82 CLSC de créés en un budget de \$35 millions, dont 15 seulement offrent des services. Le projet de loi 65 présente un organigramme et une bureaucratie de services consultatifs et néglige l'aspect réel des besoins sociaux des citoyens. Il est donc évident qu'une sérieuse intervention gouvernementale est requise pour satisfaire les besoins en matière de la protection de la jeunesse.

Cette mesure devra d'abord assurer la protection et la réintégration des gens dans leur milieu de vie et dans leur famille, plus précisément chaque fois que leur sécurité et leur développement sont menacés ou qu'ils ont commis des gestes contraires à toute loi ou règlement en vigueur dans la province de Québec.

C'est pour cela, d'ailleurs, que le projet de loi propose la création du Comité de la protection de la jeunesse dont la responsabilité est de protéger les droits des enfants, et j'espère que ce sera en accord avec le quatrième article du projet de loi qui propose que cela se fasse en laissant l'enfant dans son milieu naturel. D'autre part, le projet de loi propose la création de postes de directeurs de la protection de la jeunesse à qui on donne le pouvoir de statuer sur des cas-problèmes avant que ces cas ne soient amenés devant les tribunaux.

Il nous semble, cependant, que nous sommes ici en face d'une des plus sérieuses faiblesses du projet de loi. On veut, par cette loi, permettre aux travailleurs sociaux d'intervenir dans un cas de délinquance avant les instances judiciaires, mais il faut quand même que cette loi garde un minimum d'intervention légale. Le rôle du directeur et de ses délégués leur permettra d'intervenir de façon légale dans les différents cas. Il doit être capable de déterminer si un enfant est en danger et le prendre en charge, si tel est le cas. Il a également le pouvoir de garder un enfant sous surveillance dans les cas d'urgence, mais il a alors la responsabilité de déférer ce cas au Tribunal de la jeunesse chaque fois que sa proposition de mesures volontaires est refusée. Par contre, il doit discuter de ces mesures avec les parties concernées et leur laisser, au moins, 48 heures de réflexion.

De plus, le directeur de la protection de la jeunesse doit maintenir une surveillance sur chaque enfant à qui on permet de rester dans son milieu de vie naturel, et la révision du statut de l'enfant doit être faite même dans les cas où il y eut une adoption légale. J'ai peur qu'on en vienne à reprocher aux directeurs ce que l'on reproche aux tribunaux, soit de disposer d'un patient plutôt que de le traiter et, ensuite, d'exercer une surveillance trop étroite des sujets visés. A mon avis, il est essentiel de limiter les interventions directes et d'accélérer le processus de réintégration.

Le rapport Batshaw insiste sur la participation de la communauté dans la réintégration sociale et non seulement sur le placement de l'enfant. Par exemple, il faut assurer l'intégration à l'école, au marché du travail, en lui offrant un service d'orien-

tation valable. On pourrait s'inspirer davantage, au niveau de l'intégration sociale, de l'exemple offert par le Bureau de consultation-jeunesse.

Il est du devoir du directeur de s'assurer que les organismes communautaires jouent pleinement le rôle qui leur est assigné et, surtout, qu'ils disposent des moyens pour le réaliser pleinement. Lorsque c'est possible, l'enfant devrait être placé dans des communautés qui ont des maisons d'hébergement et des foyers de groupe. Ceci augmente les chances de succès de la réintégration sociale en réduisant les effets du changement d'environnement. C'est l'aspect individuel et humanitaire de ce processus qui accélère la réintégration sociale.

L'idéal est que l'enfant soit gardé chez lui, avec l'appui d'un service d'aide communautaire. Le rapport Batshaw démontre que seulement 17 des 70 institutions visitées avaient des programmes valables de réintégration sociale. Remarquez que j'ai volontairement omis de mentionner l'utilisation des CLSC, l'état embryonnaire, dans certains cas, et le programme de certains CLSC est fort coûteux, comme on le sait, et parfois beaucoup trop bureaucratique.

Là où c'est possible, des services d'aide volontaire devraient être utilisés afin de suppléer au travail fait dans les milieux par les CLSC. Nous reconnaissons aussi que les pouvoirs du directeur de la protection de la jeunesse devraient être restreints à ceux nécessaires à la poursuite de son mandat.

Je voudrais maintenant reprendre les principaux principes contenus dans le projet de loi et réitérer les principales réserves que nous avons entretenues lors de l'audition des mémoires et vis-à-vis desquels nous espérons que le comité ministériel posera des gestes qui modifieront sensiblement le projet de loi. Sur le principe essentiel du projet de loi qui vise à assurer la protection et la réinsertion familiale et sociale de tout enfant dont la sécurité ou le développement sont compromis, nous sommes tout à fait d'accord avec la nouvelle loi. Cependant, pour assurer la meilleure application possible du projet de loi, le législateur a prévu la mise sur pied du Comité de la protection de la jeunesse et il a également créé à chaque centre de services sociaux la fonction de directeur de protection de la jeunesse.

Au niveau des pouvoirs attribués à ces deux nouvelles institutions et plus particulièrement aux directeurs, nous avons de très sérieuses réserves. En effet, il est très paradoxal, dans un projet de loi où un des principaux objectifs est la déjudiciarisation, d'attribuer des pouvoirs de commissaire-enquêteur aux principaux intervenants. Il nous semble que cette mesure ne fait que transférer le pouvoir judiciaire, et, malgré l'accent qui est porté sur les mesures volontaires, nous sommes inquiets parce que les pouvoirs judiciaires seront dorénavant entre les mains d'individus qui ne sont pas des gens de formation juridique, ce qui pourrait entraîner des abus de pouvoir regrettables.

Nous espérons que les recommandations du Barreau relativement à l'obligation que l'on veut

inclure dans la loi d'informer l'enfant de son droit à la dissidence, de son droit à consulter un avocat, seront sérieusement considérées par le ministre. Quand nous appuyons ces recommandations, ce n'est pas que nous sommes contre la déjudiciarisation, mais plutôt contre le fait de transférer des pouvoirs judiciaires à des gens qui ne sont pas formés pour utiliser de tels pouvoirs. Si l'on veut vraiment humaniser et déjudiciariser l'intervention auprès de la jeunesse, il faut, de toute évidence, que l'on crée un réseau qui sera orienté davantage vers la participation du milieu naturel de l'enfant et sa réadaptation sociale.

Pour ce faire, il apparaît nécessaire de décentraliser l'intervention auprès des jeunes. Il faut nous assurer que la loi donnera aux organismes communautaires des cadres d'opération qui permettront à l'enfant de rester le plus possible dans son milieu naturel. Des personnes intervenant en commission parlementaire au nom d'organismes d'action sociale ont posé une question bien pertinente, à savoir quel aspect de la loi va primer, l'aspect juridique, qui s'exprimera par les pouvoirs immenses du directeur, ou l'aspect social, qui ne pourra être appliqué que selon la série de mesures volontaires. Il faudrait donc considérer les recommandations suivantes: Que la nomination du directeur passe par le milieu naturel où vivent les jeunes; Que les pouvoirs du directeur soient beaucoup moins étendus et que l'on prévoie un mécanisme de contrôle qui pourra être exercé surtout par la communauté concernée ou ses représentants.

Quant à l'aspect purement judiciaire du projet de loi, il ne nous semble pas qu'il soit nécessaire de reprendre ici toutes les réserves contenues dans le mémoire du Barreau du Québec. Le ministre a manifesté, lors des auditions, une ouverture d'esprit qui devrait faire en sorte que les principales lacunes, d'ordre technique surtout, soient corrigées avant l'étude du projet de loi article par article. Ainsi, il faudra permettre l'accessibilité au tribunal à toute personne qui se croit lésée par le choix de mesures volontaires décidées par le directeur.

Nous espérons également que les audiences du Tribunal de la jeunesse ne soient pas publiques afin de protéger l'enfant et de faciliter, éventuellement, son intégration à la société adulte.

En somme, Mme le Président, le principe fondamental contenu dans ce projet de loi ne peut être rejeté en aucune façon et c'est pourquoi nous allons voter pour ce projet de loi en deuxième lecture. Nous espérons, cependant, que des amendements viendront assurer son application concrète, de même qu'ils atténueront le pouvoir du directeur de la protection de la jeunesse. Je vous remercie.

**Mme le Vice-Président:** Le ministre exercera-t-il son droit de réplique?

**M. Giasson:** Mme le Président...

**Mme le Vice-Président:** M. le député de Montmagny-L'Islet.

**M. Giasson:** ... je voudrais indiquer, au départ, tout comme ceux qui sont intervenus avant moi, que j'accepte avec beaucoup de plaisir que nous procédions à l'étude d'une loi sur la protection de la jeunesse au Québec.

C'est le ministre lui-même qui, lors de son discours de deuxième lecture, a mentionné que beaucoup d'années se sont écoulées au Québec avant que le législateur en arrive à une législation et je ne dirais pas à une volonté, parce qu'il y a eu des volontés avant novembre 1977, mais à un consensus véritable sur ce que devrait être la protection de la jeunesse au Québec. On a fort bien indiqué que, traditionnellement, il s'était posé un problème sérieux à une réforme dans ce secteur, puisqu'il y avait toujours deux intervenants qui avaient une conception ou, une vision personnelle de ce que devait être la protection de la jeunesse. Vous aviez le monde judiciaire ou l'appareil de la justice qui se voyait, depuis toujours, des droits quasi sacrés dans ce secteur. La philosophie que, sans doute, ces gens avaient — pas tant le ministre de la Justice que tout l'appareil judiciaire et tous les fonctionnaires à l'intérieur du ministère de la Justice — c'était que le droit, comme tel, était certainement l'outil ou l'approche qui devait être sauvegardée et privilégiée dans ce travail de protection et d'aide qu'on voulait apporter à la jeunesse. Il y avait également, avec le développement au cours des récentes années de pensées nouvelles, des gens qui voyaient la dimension beaucoup plus humaine et les conséquences qu'avaient sur la société québécoise de demain des manquements flagrants qui existaient dans les différentes formes de protection et dans les mesures qu'on mettait en place.

Il est bien évident, Mme le Président, qu'à l'examen de la Loi sur la protection de la jeunesse, nous découvrirons rapidement, si nous avons examiné la société québécoise, que les dispositifs nouveaux que nous apportera cette loi vont contribuer, beaucoup plus que dans le passé, à changer la vie de plusieurs Québécois qui n'avaient pas eu ces possibilités d'une approche beaucoup plus humaine dans le passé. Cela va changer la conduite de leur vie. J'ai déjà cette conviction profonde qu'une bonne application de la loi que nous avons devant nous, surtout par un sens de responsabilités très grand et très aigu de l'équipe nouvelle, à toutes fins utiles, qui aura à appliquer la loi et à la rendre véritablement opérationnelle, va faire en sorte que beaucoup de nos jeunes Québécois vont pouvoir trouver un cheminement dans la conduite de leur vie qui va être totalement différent de ce que ce cheminement aurait été si nous n'avions pas apporté à la population québécoise et à cet élément de la population qui est la jeunesse des moyens nouveaux, des formules nouvelles qui vont véritablement aider la jeunesse du milieu.

Cette réforme a été difficile, on nous l'a indiqué, à cause de deux approches qui étaient assez différentes les unes des autres. Mais il semble bien qu'à l'intérieur de l'équipe gouvernementale on a eu cette capacité, cette largeur de vue — cette capacité venait sans doute d'un désir de vouloir pro-

céder le plus tôt possible — de former une espèce de consensus ou d'entente tacite entre les différents intervenants qui y voyaient un rôle personnel à jouer pour nous servir cette loi et tenter d'y apporter les réformes nécessaires que beaucoup de gens, que beaucoup d'intervenants désiraient depuis quelques années.

Evidemment, une telle loi crée des postes nouveaux, des responsabilités nouvelles. C'est peut-être un défi que ces gens, qui seront mis en charge de responsabilités nouvelles, auront à relever. C'est pourquoi on a inclus dans la sélection des personnes, je pense, entre autres, à ce que j'appellerais, dans chacune des régions du Québec, le protecteur de la jeunesse au Québec, c'est-à-dire le directeur du comité de protection que nous allons retrouver à l'intérieur de nos centres de services sociaux. Ces gens auront une responsabilité très grande parce que, au-delà de la formation sociale qui est la leur, ils devront être en mesure d'avoir une approche plus élargie vis-à-vis de ce qui était le concept judiciaire à l'intérieur de la protection de la jeunesse; je pense surtout lorsqu'ils auront à traiter des cas de délinquance qui, traditionnellement, étaient traités par l'apanage du pouvoir juridique. Ces gens devront posséder une largeur de vues et certaines connaissances additionnelles à celles qu'on attend habituellement d'un travailleur social.

L'idée du ministre de ne pas limiter le choix de ces personnes, qui seront les directeurs du comité de protection, selon les schèmes traditionnels, c'est-à-dire permettre à d'autres réseaux d'intervenir ou d'avoir un droit de regard ou de consultation pour le choix des personnes me paraît très juste. Nous avons, de cette manière, beaucoup plus de chance de faire des sélections plus judicieuses et plus à point pour permettre l'application de la loi dans toutes les régions du Québec.

Le ministre nous a indiqué également des perceptions un peu différentes pour nous, du Québec, de celles des gens d'un autre palier de gouvernement. Je ne voudrais certainement pas le chicaner là-dessus, c'est là une question d'appréciation. Tout de même, je comprends l'opinion du ministre. Lorsqu'on a eu la possibilité de voir les lois qui existent dans d'autres provinces et particulièrement dans d'autres pays du monde, il est facile de constater qu'il ne s'agit pas de quelque chose de neuf pour le Québec quant à la question de l'âge qu'on veut établir dans notre loi. Il s'agit, somme toute, de pratiques courantes dans d'autres pays. J'accepte assez bien les choix que le ministre d'Etat au développement social a faits de ce côté.

Je ne veux pas prolonger davantage. Comme mes collègues de l'Opposition officielle, je serai en faveur de cette loi.

**Mme le Vice-Président:** M. le ministre d'Etat au développement social.

**M. Pierre Marois**

**M. Marois:** A la suite des différentes interventions — je n'ai pas l'intention de prolonger davan-

tage le débat—il me semble ressortir essentiellement trois choses: d'abord, une volonté qui s'est encore affirmée autour d'un grand consensus de franchir les étapes pour donner aux jeunes Québécois et aux jeunes Québécoises un instrument qui réponde vraiment à leurs besoins d'aujourd'hui dans la mesure où c'est humainement possible.

Deuxièmement, il me semble ressortir également, des différentes interventions, que nous pourrions certainement, ensemble, à partir des amendements que je compte présenter et que j'ai annoncés, au moins dans leurs grandes lignes, au moment où on arrivera à l'examen article par article du projet de loi, le bonifier encore davantage. Troisièmement, cela ne fait que me confirmer l'urgence de franchir les étapes. C'est pourquoi je me permets d'inviter cette Chambre à adopter immédiatement ce projet de loi en deuxième lecture.

**Mme le Vice-Président:** Cette motion de deuxième lecture du projet de loi no 24, Loi sur la protection de la jeunesse, du ministre d'Etat au développement social sera-t-elle adoptée?

**M. Alfred:** Adopté.

**Mme le Vice-Président:** Adopté.

**Le Secrétaire adjoint:** Deuxième lecture de ce projet de loi.

#### Motion de renvoi à la commission élue

**M. Lessard:** Mme le Président, je propose que ce projet de loi soit déféré en commission parlementaire conjointe des affaires sociales et de la justice.

**Mme le Vice-Président:** Cette motion est-elle adoptée? Adopté.

**Une Voix:** Le cinquième leader.

**M. Lessard:** C'est un leader parlementaire improvisé. Alors, Mme le Président...

**Mme le Vice-Président:** Quel article allez-vous appeler, M. le leader parlementaire?

**M. Lessard:** Oui, Mme le Président, est-ce que vous pourriez appeler l'article 10, s'il vous plaît?

#### Projet de loi no 75

##### Deuxième lecture

**Mme le Vice-Président:** Certainement, M. le leader. M. le ministre des Transports propose la deuxième lecture du projet de loi no 75, Loi modifiant le Code de la route.

M. le ministre.

#### M. Lucien Lessard

**M. Lessard:** Mme le Président, je dois d'abord souligner au début qu'il ne s'agit pas d'un projet

de loi qui serait la trouvaille du siècle. Il s'agit d'un projet de loi assez mineur, quoique important puisque nous le présentons ici à l'Assemblée nationale, et qui ne touche pas l'ensemble du Code de la route.

En effet, Mme le Président, il s'agissait, avant la fin de décembre, de présenter quelques amendements mineurs qu'il était absolument nécessaire d'adopter avant la fin de cette session. Il est certain que la grande réforme que j'ai annoncée lorsque j'ai parlé sur le projet de loi de l'assurance automobile, la grande réforme du Code de la route viendra au cours de la prochaine session. C'est donc vous souligner, Mme le Président, que si les députés de l'Opposition veulent me dire qu'il s'agit là d'un projet de loi mineur, d'un projet de loi qui change quelques éléments du Code de la route, d'un projet de loi qui n'assure pas en fait ce qu'avait promis le ministre, à savoir une véritable réforme du Code de la route en relation avec l'assurance automobile, je devrai leur dire que l'Opposition a raison. Ce sera au cours de la prochaine session que nous pourrions présenter cette véritable réforme qui ne pouvait pas se préparer à l'intérieur du temps disponible et, étant donné la somme des projets de loi que nous avons à adopter à l'Assemblée nationale avant l'ajournement de cette session, qu'il n'aurait pas été possible de toute façon de faire adopter.

C'est pourquoi c'est la première étape des modifications. Il s'agit de modifications mineures et de modifications techniques que je tenterai d'expliquer, Mme le Président. D'abord ce projet de loi comprend une nouvelle définition du "véhicule de ferme", du "véhicule de commerce" et du mot "agriculteur". Ces nouvelles définitions sont beaucoup plus restrictives. Elles remplacent celles qui sont actuellement contenues dans le Code de la route et qui sont désuètes. La notion de cultivateur dans la définition de "véhicule de ferme" était devenue trop imprécise et permettait à des personnes qui n'étaient pas des agriculteurs de se prévaloir de tarifs spéciaux ou de se prévaloir du titre d'agriculteurs alors qu'elles n'en étaient pas.

Dorénavant, c'est la notion d'agriculteur telle que définie dans le projet de loi no 75 qui prévaudra, soit la définition suivante: "Une personne qui est propriétaire ou locataire d'une ferme et dont l'agriculture est la principale occupation..." La distinction entre une personne physique ou morale a été volontairement omise pour permettre aux groupements coopératifs ou autres associations du même type de se prévaloir des mêmes taux préférentiels. Il est évidemment difficile de chiffrer l'économie engendrée par ces nouvelles définitions, mais elle témoigne du souci du gouvernement d'administrer avec efficacité les finances publiques.

Pour ce qui est de la nouvelle définition de "véhicule de commerce", les avantages sont d'un autre ordre. En effet, étant donné que la définition de "véhicule de commerce" est plus restrictive, moins de gens pourront se qualifier sous cette rubrique, et comme les propriétaires de véhicules de promenade sont tenus d'attacher leur ceinture de sécurité alors que les propriétaires de véhicules de

commerce sont dispensés de cette obligation, il en résultera un net avantage au niveau de la sécurité routière.

Il y a actuellement environ 200 000 personnes enregistrées F au Québec, dont beaucoup pour la seule et unique raison de ne pas avoir à porter la ceinture de sécurité.

Un autre élément de ce projet de loi c'est d'établir la plaque d'immatriculation unique pour l'année qui vient, l'année 1978/79. Il est important, Mme le Président, de préciser que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra toujours prescrire qu'un véhicule soit muni de deux plaques d'immatriculation. Cependant, la plaque unique devrait être de mise pour tous les véhicules de promenade. Cette décision a tout d'abord été prise pour des motifs d'économie. En effet, le ministère économisera à peu près \$1 million en raison du nombre réduit de plaques d'immatriculation à fabriquer. D'autre part, il y a aussi une question d'entreposage, que ce soit au bureau d'émission des plaques privé ou encore au bureau des caisses populaires. Il est certain que cela réduit de 50% le coût de l'entreposage.

Cette décision aussi, Mme le Président, a été prise en collaboration avec le ministre de la Justice. Il est certain que je ne pouvais prendre cette décision sans avoir au préalable consulté le ministre de la Justice, qui lui a consulté la Sûreté du Québec pour savoir si la plaque avant était utile pour l'arrestation d'un criminel ou de quelqu'un qui devait être arrêté pour infraction au Code de la route ou au Code criminel. La réponse que nous avons reçue de la Sûreté du Québec a été qu'elle était entièrement d'accord que nous nous limitions à une seule plaque d'immatriculation, soit la plaque arrière.

Cette décision, ainsi que celle d'adopter une plaque d'immatriculation semi-permanente, soit une plaque de quatre ans, ont permis l'achat d'une plaque d'immatriculation réfléchissante, non pas pour l'année 1978/79, mais pour l'année 1979/80. Une plaque unique annuelle non réfléchissante aurait coûté environ \$5 millions au ministère des Transports, alors que la plaque semi-permanente reviendra à environ \$3 350 000.

Nous avons fait effectuer des tests par le laboratoire central du ministère sur les deux types de plaques réfléchissantes existant sur le marché, soit celle à fond réfléchissant, pellicule réfléchissante, et celle à chiffres réfléchissants, microbille de verre. Malgré un coût supérieur, soit \$2,6 millions par rapport à \$1 350 000, les avantages de la plaque à fond réfléchissant sont incontestables par rapport à ceux de la plaque à chiffres réfléchissants.

Les tests démontrent, en effet, que la plaque — et je pense que c'est très important dans le cas de la sécurité — à fond réfléchissant peut être vue de 1150 pieds à 2400 pieds, selon la visibilité, alors que cette distance n'est que de 740 pieds pour celle à chiffres réfléchissants, et de seulement 315 pieds pour une plaque ordinaire, c'est-à-dire que la plaque existante ne peut être vue qu'à 315 pieds, alors que la plaque réfléchissante

que nous utiliserons pourra être vue de 1150 à 2400 pieds. Je dois même dire, Mme le Président, comme élément qui m'a fait accepter la plaque réfléchissante, que j'ai eu l'occasion de visionner un film et même de constater que la plaque que nous utiliserons en 1979/80 sera plus visible que les feux clignotants d'une automobile. Nous verrons d'abord la plaque réfléchissante avant de voir les feux clignotants, ce qui veut dire, Mme le Président...

**M. Verreault:** On va voir juste la plaque.

**M. Lessard:** Cela se peut. Je l'ai vu. Si les députés veulent visionner ce film, je suis disposé à le leur présenter. J'ai eu la même réaction que vous lorsqu'on m'a donné cela avant de visionner le film. J'ai eu exactement la même réaction: Cela ne se peut pas, mais cela se peut, puisque les expériences l'ont démontré. Ce qui veut dire, par exemple, qu'une automobile qui sera stationnée le long de la route et qui n'aura pas ses feux clignotants allumés pourra au moins être identifiée grâce à la plaque réfléchissante.

Aux distances que j'énumérais tout à l'heure, soit entre 1150 et 2400 pieds, un automobiliste circulant à 60 milles à l'heure aura le temps de freiner et d'éviter un accident. Pour ce qui est du facteur de visibilité, facteur très important pour la police, une plaque à fond réfléchissant peut être lue à 105 pieds alors qu'une plaque ordinaire ne peut être lue qu'à 75 pieds. Il faut noter de plus que 42 Etats américains utilisent des plaques à fond réfléchissant de même que quatre provinces canadiennes.

Il y a également un volet intéressant à la décision prise par le gouvernement de négliger la pose d'une seule plaque d'immatriculation, volet qui peut causer des problèmes, mais volet, cependant, dont on doit tenir compte, c'est celui de la création d'un marché intéressant pour l'entreprise privée qui va vendre des plaques décoratives aux automobilistes. Nous avons pris, comme je l'indiquais tout à l'heure, un risque calculé en libérant soudainement le devant des automobiles, car nous aurions pu ne pas le faire. Vingt-deux Etats américains fonctionnent avec une plaque unique, mais en fait, la plaque avant est déterminée par l'Etat, soit la façon dont la plaque sera utilisée. Par exemple, cela peut être des noms d'individus. Ils doivent payer pour inscrire le nom de leur femme, de leur maîtresse, de leur enfant ou autre.

**M. Marchand:** Le drapeau du Canada.

**M. Lessard:** C'est nouveau au Canada. Nous avons décidé de faire confiance aux fabricants et aux automobilistes afin qu'ils restent dans la limite du bon goût dans le choix de leurs plaques décoratives et, là-dessus, nous seront très fermes, qu'ils respectent les dispositions du projet de loi qui veulent que la plaque décorative ne puissent être confondue de quelque façon que ce soit avec une véritable plaque d'immatriculation. Je profite de l'occasion qui m'est donnée pour préciser les

critères—c'est très important, car on a déjà mis des plaques sur le marché — qui serviront à l'application de cette règle et éviter ainsi aux automobilistes fautifs de mauvaises aventures.

Je voudrais donner les directives sur lesquelles nous nous baserons pour déterminer si les plaques avant sont acceptables ou non. Le paragraphe 3 de l'article 28 du Code de la route amendé par la loi 75 mentionne ceci: "Aucune autre plaque qui peut être confondue de quelque façon que ce soit avec une plaque d'immatriculation ne peut être fixée à l'avant ou à l'arrière d'un véhicule automobile. Le critère retenu par le législateur est la confusion possible de la plaque décorative avec une plaque d'immatriculation". Comme, nulle part dans la loi, les termes "plaques d'immatriculation" ne sont définis, nous devons nous référer aux règles communes d'interprétation et, dans ce cas, nous rabattre sur le sens ordinaire de ces mots. Le dictionnaire Larousse définit ainsi la plaque d'immatriculation: "Plaque de métal portant le numéro d'immatriculation d'un véhicule". Cette définition semble donc autoriser toute plaque décorative à la condition qu'elle ne porte pas de numéro d'immatriculation d'un véhicule.

En conséquence, il apparaît que les éléments secondaires d'une plaque d'immatriculation comme, en particulier, la couleur, la devise du Québec, le mot "Québec", l'année en cours ou d'autres peuvent apparaître sur une plaque décorative sans créer de confusion avec la plaque d'immatriculation délivrée par le bureau. Par ailleurs, le Code criminel interdit l'affichage de slogans haineux ou obscènes à la vue du public.

Nous pouvons donc conclure que la plaque décorative, qu'elle soit de bon ou de mauvais goût, peut contenir toutes sortes d'éléments, sauf un numéro qui pourrait être pris pour un numéro d'immatriculation ou, encore, ne doit pas, non plus, comprendre des choses qu'il serait interdit d'afficher, étant donné qu'il s'agirait de slogans haineux ou obscènes.

**Une Voix:** Le PLQ.

**M. Lessard:** Un autre volet de ce projet de loi, c'est de convertir en kilomètres le millage, en fait, le long des routes. En effet, il s'agit d'assurer la conversion des limites de vitesse en système métrique et de fixer, en fait, ces limites de vitesse. En même temps, vous constaterez qu'en ce qui concerne les autoroutes, cette limite de vitesse est diminuée, soit à 62 milles à l'heure alors que nous conservons les mêmes limites pour les autres routes.

En effet, sur les autoroutes, les vitesses maximale et minimale seront de 100 kilomètres à l'heure, soit 62 milles à l'heure, et de 60 kilomètres à l'heure, soit 30 milles à l'heure. Actuellement, elles sont de 70 milles à l'heure et de 40 milles à l'heure. Sur les routes principales, la vitesse maximale permise sera de 90 kilomètres à l'heure, soit 56 milles à l'heure et, sur les routes secondaires, 80 kilomètres à l'heure ou 50 milles à l'heure. Sur les chemins de gravier, en dehors des villes et

des villages, la limite de vitesse sera de 70 kilomètres à l'heure, soit 46 milles à l'heure et, sur les chemins de terre, 60 kilomètres à l'heure, ce qui veut dire 38 milles à l'heure. Dans les villes et villages, la vitesse maximale permise sera de 50 kilomètres à l'heure ou 31 milles à l'heure.

Ces nouvelles dispositions législatives — qui ont en fait été décidées en relation, aussi, avec le gouvernement canadien — abaissant la limite maximale de vitesse sur les autoroutes du Québec devraient avoir un effet bénéfique sur la consommation d'essence des Québécois et, surtout, devraient contribuer à diminuer le nombre d'accidents.

Il faut aussi souligner que même à 100 kilomètres à l'heure, nous sommes déjà, sur les autoroutes, au-delà de toutes les provinces canadiennes qui sont à 55 milles à l'heure — que je n'ai pas traduits en kilomètres — et au-delà, en fait, de ce qui existe aux États-Unis, soit 55 milles à l'heure. L'ensemble de ces décisions forme un important volet de la campagne du ministère des Transports visant à réduire de 15% le nombre des victimes d'accidents par rapport aux chiffres de l'an dernier.

La politique du ministère avait, d'ailleurs, été énoncée dans le mini-livre bleu du ministère des Transports sur la sécurité routière annexé au livre bleu sur l'assurance automobile. Un de ces volets était la mise sur pied d'une campagne de publicité intensive sur différents aspects de la sécurité routière, échelonnée sur un an, soit \$1 million de plus que le montant qui avait été prévu, soit \$300 000.

Un autre volet qui, en fait, devra être présenté lors de la prochaine session serait la possibilité — je dis bien — de la suspension automatique pour une période de trois ans du permis de conduire d'une personne trouvée coupable d'une infraction au Code criminel, comme ivresse au volant, refus de subir le test d'ivressomètre, délit de fuite, etc. Mais il faut quand même penser qu'il y a des gens qui conduisent, qui ont besoin de conduire dans leur travail, et il faut tenir compte de ces gens qui ont besoin, en fait, de leur permis sur le lieu de travail.

Nous avons l'intention de tenir compte de ces personnes qui ont besoin de leur automobile pour travailler en présentant un amendement qui permettrait à un juge, si la preuve était faite devant lui qu'une personne a besoin de son automobile pour travailler, d'émettre un permis de conduire restreint à cette fin seulement.

Cependant, si suite à un tel jugement le directeur émet ce permis, la suspension prévue sera prolongée de six mois, soit la suspension pour utiliser son permis de conduire pour des fins personnelles. J'ajouterai, Mme le Président, que, si une personne est arrêtée alors qu'elle conduit son automobile personnelle pour des fins personnelles sans en avoir l'autorisation, à ce moment son permis sera automatiquement suspendu.

Mais, avant, Mme le Président, d'appliquer ces mesures, nous avons l'intention d'avoir une campagne de publicité pour vraiment faire connaître aux automobilistes l'ensemble de la loi afin qu'ils



sachent véritablement ce à quoi ils doivent s'attendre. Enfin, le dernier élément de ce projet de loi a pour but de désigner des mandataires pour effectuer l'immatriculation pour le compte du Bureau des véhicules automobiles. Cela fait depuis 1918 qu'il y a des émetteurs pour le compte du Bureau des véhicules automobiles. Pourtant leur nomination n'était faite en vertu d'aucun texte de loi. Tout se faisait en vertu de la coutume et il était temps, à mon sens, d'officialiser le tout.

Le gouvernement du Québec a conclu récemment une entente avec la Fédération de Québec des caisses populaires Desjardins et la fédération de Montréal pour permettre à ces organismes de vendre des plaques d'immatriculation. Une telle démarche aura l'avantage d'augmenter sensiblement le nombre de points de vente et de rapprocher ce service de la population. Si ma mémoire est bonne, je pense, Mme le Président, que nous avons environ 250 bureaux privés d'émission des plaques d'immatriculation. Nous sommes assurés actuellement d'avoir au moins 600 caisses populaires qui vont accepter de faire l'émission des plaques d'immatriculation et je suis convaincu que, d'ici quelques mois, une grande partie des caisses populaires acceptera d'émettre les plaques d'immatriculation.

Cela permettra aussi, par ailleurs, d'éliminer les longues files d'attente que nous connaissons toujours à la fin du mois de février. Certains vont me dire qu'il va y avoir un problème d'horaire. Les gens vont d'abord devoir s'habituer, mais aussi nous nous sommes entendus avec un certain nombre de vendeurs d'automobiles, un certain nombre de garages pour que, selon, en fait, le nombre de ventes et ils pourront se regrouper s'ils ne vendent pas assez d'automobiles — ils puissent gratuitement faire l'émission des plaques d'immatriculation et cela sept jours par semaine.

De plus, les caisses populaires, de par leur configuration même, assureront une plus grande sécurité aux certificats d'immatriculation, aux plaques et aux sommes qui leurs sont confiées. En effet, Mme le Président, chaque année on assistait à des vols assez considérables, particulièrement dans la région de Montréal, de plaques d'immatriculation dans les bureaux d'émission privés. Il y aura certainement une meilleure sécurité dans les caisses populaires et, en même temps, ceci nous permettra d'avoir un système beaucoup plus mécanique, si vous voulez, puisqu'on sait que les caisses populaires ont passablement mécanisé leur système.

Voilà, Mme le Président, les quelques éléments de ce projet de loi qui nous apparaissent nécessaires. Comme je l'indiquais tout à l'heure, il ne s'agit pas de la trouvaille du siècle, il s'agit simplement de rendre plus conforme à la loi un certain nombre de clauses, et il s'agit de reconnaître des ententes que nous avons eues avec les caisses populaires et, en même temps, de corriger un certain nombre de choses qui devaient être corrigées, qui étaient désuètes.

En ce qui concerne la véritable modification du Code de la route, vous devrez attendre, Mme le

Président, à la prochaine session afin que je puisse vous la présenter.

**M. Marchand:** Mme le Président, avant que...

**Mme le Vice-Président:** M. le député de Laurier, sur une question de règlement?

**M. Marchand:** ... le député qui va parler sur la loi fasse son intervention, est-ce que le ministre me permettrait une question auparavant?

**M. Lessard:** Oui.

**M. Marchand:** Lorsque vous avez parlé des plaques...

**Mme le Vice-Président:** Comme il reste encore du temps à l'intervention de M. le ministre, et que M. le ministre le permet, allez-y, M. le député de Laurier.

**M. Marchand:** Je vous remercie. Lorsque vous avez parlé des plaques automobiles — de la plaque avant — qui seraient vendues sur différents marchés, je voulais vous poser une question, mais je n'ai pas osé vous interrompre.

Je voulais vous demander si, dans cela, vous avez pensé aux automobiles antiques qui deviennent de plus en plus nombreuses sur nos routes, qui font des expositions un peu partout, qui sont obligées de voyager et qui ont la plaque originale de cette automobile; par exemple, si c'est une 1934 — disons la plaque du Dodge 1934 — avec immatriculation. Est-ce que vous avez considéré qu'il y aurait une permission spéciale dans le cas des automobiles antiques?

**M. Lessard:** Mme le Président, je dois vous avouer que la question est sérieuse, vous avez raison, nous n'avons pas considéré ce cas. On le considérera et j'espère que, lorsque nous serons en commission parlementaire — si le député veut bien être là — on pourra regarder cela parce que je pense bien que cela entre un peu dans la caractéristique de l'automobile.

**M. Marchand:** Je vous remercie.

**Mme le Vice-Président:** M. le député de Charlevoix.

**M. Raymond Mailloux**

**M. Mailloux:** Mme le Président, ce n'est pas mon intention, durant cette courte intervention, de chicaner le ministre des Transports sur la loi 75, présentée devant cette Chambre. J'ai déjà affirmé que, chaque fois que le ministère des Transports ferait le nécessaire ou l'impossible pour améliorer les mesures de sécurité et autres lois qui auraient tendance à faire disparaître le triste championnat que nous avons, j'accepterais, au nom du Parti libéral, de l'appuyer.

Comme le disait, tantôt, le ministre des Transports, il est indiscutable que c'est loin d'être la ré-

forme en profondeur que nous espérons du Code de la route. Cela viendra, j'imagine, au moment où l'ensemble des études sera terminé. Je veux croire que, en raison du dépôt de la loi 67, le ministre des Transports fera le nécessaire pour que, avant la période de l'été prochain, on puisse discuter, en cette Chambre, des amendements majeurs au Code de la route.

Mme le Président, au nom du Parti libéral, nous appuierons fortement la mesure qui est devant cette Chambre. J'ai une certaine réticence à l'esprit dont je voudrais faire part à l'ensemble de mes collègues. Je ne voudrais pas que mes propos portent principalement sur des modifications mineures, des modifications de concordance ou des modifications nécessaires avant que l'année financière ou l'émission de l'immatriculation de 1978 commence.

Je pense que le ministre des Transports, par un des articles du projet de loi, permet aux caisses populaires d'être mandatées pour la prochaine immatriculation de l'année 1978. Il pourra me répondre tantôt. J'imagine que, si les bureaux à commission privée disparaissent, les bureaux gouvernementaux, un peu partout dans le Québec, continuent eux, si je comprends bien, d'émettre des plaques d'immatriculation douze mois par année.

Tantôt, le ministre a parlé de certaines additions aux pénalités qui, dans certains cas, pourront être données aux récidivistes qui, par ivresse au volant, conduite dangereuse, commettent des infractions au Code criminel. J'appuie le ministre dans toute tentative qu'il fera pour renforcer les peines pour les contrevenants. Il y a quand même une réserve dans mon esprit à ce sujet; il a dit, tantôt, étant donné que certains pères de famille, que certaines personnes ont besoin de gagner leur vie, qu'il voulait vérifier avec ses officiers et avec le ministère de la Justice si certains adoucissements ne devraient pas être apportés. Je dis, comme député de Charlevoix, que quand une personne a besoin d'un permis de conduire pour gagner sa vie, que ce soit sur un camion, que ce soit au volant d'un taxi ou que ce soit à l'aide de n'importe quel véhicule circulant sur les routes du Québec, elle doit être suffisamment consciente pour savoir que si elle prend de la boisson, s'il y a une récidive, s'il y a des infractions concernant la limite de vitesse qui se répètent sans cesse, au bout de la course, c'est son gagne-pain qui peut être mis en danger.

Personne, dans la société, ne devrait accepter d'avoir une tolérance quelconque pour quelqu'un qui sacrifie un moyen de gagner sa vie. Qu'on sache que, quand on conduit sur les routes, on a une responsabilité! C'est un privilège, ce n'est pas un droit. Que ces gens en subissent les contre-coups. J'espère que le ministre des Transports, avec son collègue de la Justice, fera le nécessaire pour que tous les gens soient sur le même pied, qu'ils gagnent leur vie avec un véhicule automobile ou qu'ils le fassent autrement.

Il est bien normal que le ministre, au moment où le système métrique est mis en place, fasse le nécessaire pour que la conversion puisse se faire

du système actuel au système métrique. Ai-je bien compris le ministre quand il a dit qu'il n'y aurait qu'une seule signalisation sur les routes? Il faudrait que le ministre m'écoute un moment, on parle de la conversion du système métrique. Il y a eu, pour un certain temps, deux systèmes d'affichage, en milles et en kilomètres. Si ce n'est pas ce que veut faire le ministère des Transports, j'invite le ministre à laisser, pour un certain temps — c'est peut-être ce qu'il a décidé de faire — les deux systèmes affichés pour quelques années. Les odomètres des véhicules que la plupart emploient sont également au millage. Quantité de gens pourraient être pris si on n'indiquait qu'en kilomètres la vitesse permise. Ils seraient pris en défaut alors que lui-même, comme moi, n'est pas capable, dans un court moment, de voir si le kilométrage indiqué correspond au millage qu'il y a sur son odomètre. Pour la meilleure compréhension du public, parce que les gens de ma génération, avant de se convertir eux-mêmes au système métrique, en ont pour un certain temps, avant que dans leur pensée immédiatement le changement se fasse, j'espère qu'on continuera à indiquer les deux possibilités sur chacune des routes.

Ce sur quoi je voudrais attirer l'attention du ministre, c'est sur le point suivant.

On indique dans le projet de loi que, sur l'ensemble des autoroutes du Québec, la vitesse sera réduite à 100 km/h, soit 62,5 milles à l'heure, sur la Transcanadienne, toutes les autoroutes du Québec, chose que je n'avais pas acceptée lors du dépôt du projet de loi 13 en 1976. Voici la raison. Tantôt le ministre a dit que c'était la dernière province canadienne qui imposait aux autoroutes une limite de vitesse plus restrictive, soit 62,5 milles alors que l'Ontario est à 55, la plupart des provinces canadiennes à 55, les États américains à 55. J'ai déjà dit en cette Chambre que je savais qu'aux États-Unis, quand on a d'abord réduit à 55 milles, c'était imposé par le gouvernement fédéral aux États américains. S'ils ne réduisaient pas à 55, il n'y avait aucune subvention du gouvernement fédéral américain aux États. Pour économiser quoi? Le carburant.

C'était pour une économie de carburant, car on faisait face à une crise profonde à ce moment-là. Il y a eu un double résultat. C'est que dans la première année où on a réduit à 55 milles sur l'ensemble des autoroutes américaines, il y a eu 55 000 blessés de moins et 11 000 morts de moins. Cela a été évidemment très bien perçu par les citoyens américains.

Voici ce sur quoi j'attire l'attention du ministre des Transports. Si je demeurais en Ontario, si je demeurais aux États-Unis, ou ailleurs dans le Canada, et étais respectueux tout autant que ces gens-là des lois de la circulation, je dirais au ministre qu'il impose cela immédiatement sur (a) Transcanadienne, sur toutes les autoroutes du Québec, à 60 milles à l'heure. Aucune objection quelconque.

J'ai toujours pensé, en réduisant les limites de vitesse sur les routes secondaires dans le bill 13, qu'on devrait s'adresser à l'intelligence des gens

pour changer la mentalité latine que l'on connaît dans le Québec. Cela a été assez bien perçu pour les routes secondaires, car ce sont des routes qui ne sont pas à sécurité maximale. J'écoute parfois parler mes collègues qui viennent de la région de Montréal. Ils se font transporter, par l'ensemble des chauffeurs des ministres qui sont ici, à 90, 100 milles à l'heure. Ils ne sont pas pires que d'autres conducteurs, mais pas mieux non plus.

Quand on voyage sur une autoroute et qu'on respecte la limite de 70 milles à l'heure, maximum, cela donne quoi comme résultat? Et cela donnait quoi dans le passé? Les statistiques qu'a le ministre entre les mains, pour la circulation de transit dans le Québec, si on élimine les véhicules en circulation à l'intérieur des villes comme Montréal, Québec ou ailleurs, montrent qu'on peut dire que l'ensemble des autoroutes absorbe journalièrement environ 75% du volume de circulation qu'on connaît dans le Québec sur les 44 000 milles de route.

75% du trafic se retrouvent là et, à un moment donné se répartissent sur des routes secondaires. Alors qu'il absorbe 75% du trafic lourd, il n'est responsable que pour 2,9% de toutes les mortalités et les blessures du Québec en 1974, que pour 3,1% en 1975 et la même chose en 1976. Cela veut dire que 75% du trafic, si on observe la limite permise, cela donne à peu près aucun accident dans le Québec. Qu'est-ce qu'on rencontre d'accidents sur la Transcanadienne, dans le bout de Charny, Lévis, ce coin, l'hiver? Lors de certains carambolages, vous allez voir quelques mortalités et quelques accidents.

Vous allez voir un ivrogne qui va être responsable d'un accident sur la Transcanadienne. Si la personne respecte la limite de 70 milles à l'heure, il n'y aura presque jamais d'accidents. Quand je dis au ministre d'être prudent avant de réduire cela à 62,5, si je savais que son collègue de la Justice est en mesure de mettre 500 policiers de plus pour faire respecter la limite de 62,5, je dirais oui immédiatement; dépêchons-nous, il y a une économie de carburant de 15% environ à 60 ou 65 milles à l'heure, et on va peut-être sauver les 3% qu'on perd, malgré que ce soit insignifiant par rapport à l'ensemble des morts et des blessures sur les routes du Québec.

Mais ce n'est pas la réalité. Alors que les accidents arrivent de minuit à 4 heures du matin, les policiers sont de moins en moins nombreux, surtout depuis leurs revendications pour circuler deux à la fois dans chaque véhicule. Il y en a la moitié moins. C'est bien rare qu'on voie un officier sur la Transcanadienne qui va vous doubler ou qui va faire certaines observations. C'est très rare. Je ne les blâme pas. Ce n'est pas là qu'il y a des accidents. C'est dans les comtés ruraux, sur les routes secondaires à deux voies, où les gens ont à se rencontrer.

Pourquoi amener une mesure législative restrictive qui ne sera respectée par personne à mon sens? Cela me surprend que les collègues du ministre des Transports de la région de Montréal aient accepté unanimement de voir la vitesse sur la Transcanadienne et les autoroutes réduite à

62,5. Si on veut me donner l'assurance que tous ces collègues veulent la respecter, alors qu'on le fasse maintenant.

Par contre, Mme le Président, si tout le monde dans la province est en infraction tantôt sur la Transcanadienne, l'autoroute des Laurentides ou ailleurs, pourquoi réduire à 62,5? Ce sont des routes à sécurité maximale. Je pense que le nécessaire a été fait sur ces routes pour que la sécurité

Quand on regarde l'ensemble des chiffres, quand je vois qu'il y a 4460 accidents mortels ou autres sur la Transcanadienne ou sur toutes les autoroutes du Québec dans une année, sur 158 000 accidents alors qu'elles absorbent 75% du volume de trafic, ce n'est pas là qu'on doit mettre l'impact, la surveillance, qu'on doit davantage mettre de restrictions. Le ministère des Transports, s'il veut que les coûts de l'assurance automobile baissent — ce que je mets peut-être en doute — comme on le voit dans le premier paragraphe du document qu'a déposé aujourd'hui le ministre des Consommateurs, c'est après dix ans qu'on connaîtra les coûts de l'assurance automobile, suivant l'impact des accidents, blessures corporelles, dommages matériels et autres, et toutes les rentes qu'on devra payer ou les frais d'invalidité. J'ai l'impression, Mme le Président, que vous regardez l'heure?

**Mme le Vice-Président:** Il est 18 heures, M. le député.

**M. Mailloux:** Mme le Président, j'en avais pour deux ou trois minutes...

**Mme le Vice-Président:** Votre intervention n'étant pas terminée...

**M. Mailloux:** ... à terminer. Je ne désire pas m'éterniser.

**Mme le Vice-Président:** Est-ce qu'il y a consentement à ce que M. le député de Charlevoix termine son intervention? Il en a pour deux ou trois minutes.

**M. Burns:** Mme le Président, je n'ai pas d'objection à ce que cela se fasse, sauf que je veux simplement signaler qu'à 18 heures, c'est-à-dire dès maintenant, il y a sanction de projets de loi chez Son Excellence le lieutenant-gouverneur. Un représentant de chaque parti ainsi que la présidence devront être présents. Je ne sais pas si cela va brimer les droits du député de Charlevoix que certains députés quittent l'Assemblée nationale pour aller à la sanction, mais personnellement je devrai quitter.

**Mme le Vice-Président:** M. le député de Charlevoix, nous poursuivrons le débat à 20 heures.

Les travaux de cette Assemblée sont suspendus jusqu'à 20 heures.

(Suspension de la séance à 18 heures)

**Reprise de la séance à 20 h 7**

**Mme le Président:** A l'ordre, mesdames et messieurs! Veuillez vous asseoir, s'il vous plaît! C'est la reprise du débat sur la motion de deuxième lecture du ministre des Transports proposant le projet de loi no 75, Loi modifiant le Code de la route; c'est M. le député de Charlevoix qui avait la parole.

M. le député.

**M. Mailioux:** Mme le Président, au moment de la suspension de la séance de cet après-midi, j'arrivais presque à la conclusion de mon court exposé. Par contre, vu la présence du ministre de la Justice en Chambre, il vient d'arriver, je voudrais apporter quelques commentaires supplémentaires, étant donné que les arguments que j'apportais visaient en partie son ministère. Je venais de parler de la limitation de la vitesse sur les autoroutes de la province, comme le Transcanadienne. Je disais que le gouvernement du Québec faisait peut-être fausse route en réduisant la vitesse à 62,5 milles, soit à 100 kilomètres-heure, parce que cette voie, comme les autres autoroutes du Québec, sont à sécurité maximale. J'avais dit un peu plus tôt que, sur l'ensemble des 44 000 milles de route du Québec, l'on ne retrouvait que 2,9% des accidents, en 1974, sur les autoroutes; en 1975, ce n'est que 3,1% de l'ensemble des accidents qu'on y a retrouvés également. Je mentionnais les nouvelles conditions exigées par la Sûreté du Québec lors de la rencontre à laquelle a participé le ministre de la Justice. Malgré qu'il n'y ait que 10% ou 15% de la circulation à des heures aussi tardives que quatre heures du matin, ce sont durant ces heures que les policiers exigent d'être deux; donc, la surveillance n'est pas la même. Quand il y a deux policiers par véhicule, c'est indiscutable, on peut penser qu'il n'y a que 50% des véhicules de la police sur les routes. Ce n'est peut-être pas tout à fait cela, il y en a un peu moins.

97% des accidents surviennent sur les routes secondaires du Québec, les routes qui n'ont pas la sécurité maximale que connaissent les autoroutes. Plutôt que réduire la vitesse à 62,5 milles à l'heure sur les autoroutes, on aurait dû davantage insister sur la surveillance des routes qui sont des points noirs dans le Québec, que ce soit le boulevard Talbot, que connaît bien le ministre de la Justice, que ce soit celle où je circule très souvent, que ce soient les routes des comtés de la rive sud, des comtés de la Beauce ou d'ailleurs. Ce sont les routes où, chaque fin de semaine, on retrace quantité d'accidents et dix, douze ou treize mortalités.

J'avais dit également qu'avec le tempérament latin que je reconnais à mes concitoyens du Québec, si on n'a pas été capable de respecter 70 milles à l'heure sur des routes à sécurité maximale, comment va-t-on leur faire comprendre qu'il est nécessaire de réduire à 62,5 milles à l'heure et de respecter une telle mesure? Mme le Président, je pense que c'est présumer de la bonne volonté des Québécois. Il aurait fallu une campagne de sensibilisation beaucoup plus intense parce qu'un

des buts que vise le gouvernement semble être une économie de carburant. Je pense que le ministre des Transports et le ministre délégué à l'énergie ont raison de dire qu'en circulant à des vitesses de 60 ou de 65 milles à l'heure, il y a une économie de 15% à 20% de carburant, matière qui devient de plus en plus rare. Je ne conteste pas les dires du ministre des Transports à ce sujet, mais je pense que c'est sur les routes où se produisent les accidents que le gouvernement devrait faire porter son effort.

Je disais également que devant la réforme de l'assurance automobile dont on nous a déposé les chiffres cet après-midi, il est bien beau de prétendre qu'on va être capable de couvrir les blessures corporelles à \$85, plus \$0.01 sur le gallon de carburant, plus un permis de conduire augmenté à \$13 ou \$14, mais dans les notes préliminaires du ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières, on dit que c'est seulement après quelques années qu'on pourra connaître réellement le coût de l'assurance automobile dans le Québec.

L'expérience qu'a connue la Colombie-Britannique, je l'ai dans la mémoire et je l'aurai longtemps puisque j'ai déjà dit en Chambre que des régimes étatiques, soit celui de la Saskatchewan, celui de la Colombie-Britannique... Ayant le record du monde entier comme taux d'accidents sur les routes — c'est ce qu'a le Québec actuellement, malgré la réduction de 600 pertes de vie en moins l'an passé due principalement aux mesures de sécurité qu'on avait mises en place en 1976, et malgré les 8000 ou 10 000 blessés en moins — je pense que quand on voudra connaître réellement les coûts de l'assurance automobile du projet de loi 67, il faudra attendre quelques années.

C'est prématuré de penser qu'on se limitera à \$385 millions parce qu'il y a la moitié moins de véhicules en Colombie-Britannique, la moitié moins de chauffeurs et je pense que la prime automatique qui avait été demandée à ce moment était d'environ \$100. Or on a eu un déficit de \$111 millions qu'on a refilé à l'impôt sur le revenu la première année et je me rappelle qu'une compagnie qui y était entrée à ce moment s'est retirée très vite du marché. Devant les tarifs annoncés cet après-midi, la sécurité routière prend encore plus d'importance, puisque pour douze accidents dans le Québec, il y en a quatre en Colombie-Britannique et il y en a deux en Saskatchewan. Tant et aussi longtemps qu'on n'aura pas rejoint ces provinces, qu'on n'aura pas convaincu nos gens de respecter l'ensemble du Code de la route, je pense qu'on ne réussira pas à avoir un tarif d'assurance acceptable.

L'espoir que manifeste le gouvernement en présentant le projet de loi 67, je pense qu'il ne se matérialisera pas dans les années prochaines et qu'on ira vers des déceptions amères. Je regrette, dans les années où j'ai assumé les responsabilités des Transports, de n'avoir pu convaincre le ministère de l'Éducation qu'il serait de toute première importance que non seulement au secondaire,

mais au primaire on donne des cours de conduite automobile. Connaissant le \$1 milliard que cela coûte aux Québécois, je pense que c'est au primaire qu'on devrait commencer à donner des cours et qu'on devrait en donner aussi au secondaire. J'avais cherché à convaincre le ministère de l'Éducation que, parmi les options offertes, on donne des crédits également pour une telle option. Je pense que ce serait assez bien vu de la part de la jeunesse québécoise. Si, chaque fin de semaine, on déplore que 75%, pour ne pas dire davantage, des accidents que l'on retrouve sur les routes du Québec viennent de très jeunes conducteurs qui ont moins de 25 ans, c'est dire qu'il y a des générations qui sont perdues. Il faudra dans un avenir prochain commencer à faire cette éducation non pas chez les adultes, mais chez les très jeunes.

Mme le Président, de toute façon, le gouvernement a décidé de réduire sur les autoroutes la vitesse à 62 milles à l'heure. Je le répète devant d'autres ministres qui sont ici, parce qu'on m'informe que certains de mes collègues sont passés à des vitesses inacceptables sur la Transcanadienne. Ce n'est pas le ministre qui chauffe; ce sont les conducteurs. Ils ne ménagent pas l'énergie. Je dis au ministre de l'énergie que ces conducteurs-là ne ménagent pas l'énergie. En soupant, quelqu'un me disait qu'en s'en venant sur la Transcanadienne il avait été dépassé par un véhicule qui devait circuler à plus de 100 milles à l'heure.

**Une Voix:** Le ministre de la Justice.

**M. Mailloux:** Non. On a remarqué un autre collègue, qui est près de la région du Lac-Saint-Jean aujourd'hui, qui se faisait conduire à des vitesses inacceptables. Si on veut réduire la vitesse à 62 milles à l'heure, il va falloir que l'exemple vienne d'en haut, qu'il ne vienne pas d'en bas. Il faudra que tout le monde se soumette à cela. Quelle que soit la responsabilité qu'on a dans la province, quelle que soit la charge de travail qu'on assume, si on veut que les gens respectent une loi, je pense qu'il faut donner l'exemple. Quant à moi, au nom de l'Opposition officielle, je dis: Vous avez décidé de fixer cela à 62, je vais faire en sorte de respecter cette limite et, à mon âge, on respecte davantage. J'espère que vous en ferez autant.

Mme le Président, le ministre des Transports a parlé également des plaques réfléchissantes qui feront leur arrivée sur le marché. Je le félicite d'avoir choisi cette option, puisqu'après des démonstrations qu'on m'avait faites et qu'on a faites également devant le ministre des Transports de ces plaques réfléchissantes, elles sont une indication de plus d'un véhicule en circulation qu'on voit pas mal plus tôt qu'on peut voir certaines lumières sur un véhicule.

Cela mériterait qu'on invite fortement les Québécois à se munir de cette plaque réfléchissante; ce serait de nature à éviter certains accidents malheureux.

Le dernier sujet que je voudrais traiter est le

suivant. Le projet de loi présenté en Chambre à ce moment-ci va permettre au gouvernement d'aller vers l'immatriculation des véhicules automobiles par le biais des caisses populaires, à ce qu'on nous dit. Je n'ai pas l'assurance que toutes les caisses populaires du Québec accepteront de se soumettre à la volonté gouvernementale. On a beaucoup parlé, dans les mois qui ont précédé, des bureaux à commission, des bureaux qui étaient nommés à des fins de patronage. Je suis au regret de me dire en contradiction avec un tel avancé. Peut-être que des politiciens ont voulu nommer des personnes amies dans ces bureaux à commission, mais il faudrait quand même penser que, jusqu'à il y a 15 mois, ces bureaux à commission étaient ouverts presque 24 heures par jour pour aussi peu que \$0.50. Ils ont fait un travail que jamais les bureaux du ministère n'ont été capables de faire pour le public.

Je connais des milliers, des centaines de milliers de personnes qui ont beaucoup de difficulté à laisser leur travail pour venir attendre à la file indienne dans les bureaux, comme, dans les caisses populaires, ils attendront aux mois de janvier et février. Le gouvernement trouvera qu'il n'est pas facile d'obliger les gens à faire du 9 heures à 3 heures. Si on ne donne pas des heures supplémentaires — je ne sache pas que les caisses populaires, dans leur convention de travail, aient la possibilité d'oeuvrer au-delà des heures connues au Québec — je pense qu'on connaîtra une paralysie complète au moment du "rush" — excusez l'expression — qu'on connaît en janvier et en février.

Ces bureaux à commission, qui avaient été augmentés à \$1 pour l'immatriculation il y a un an, je pense que c'était dû depuis déjà assez longtemps et c'était minime pour les services qu'ils ont rendus à la société. Ayant assumé la responsabilité de ce ministère pendant quelques années, je dois dire que, sauf une ou deux exceptions, où nous avons retracé des anomalies, en général, le public s'est toujours déclaré satisfait de ces bureaux à commission qui, probablement, disparaîtront du Québec.

C'étaient les quelques commentaires supplémentaires que je voulais apporter à mon argumentation de cet après-midi. Je répète ce que j'ai dit tantôt.

Chaque fois que le ministre des Transports, que le ministre de la Justice et que le gouvernement voudront ajouter, par la législation, des mesures plus sévères tendant à faire en sorte que les Québécois perdent le triste championnat de plus mauvais conducteurs de tous les pays industrialisés, le député de Charlevoix les appuiera à chaque fois, parce qu'il y a \$1 milliard de dommages par année, 2000 morts et 55 000 blessés; c'est pire que tout ce qu'on a vu comme guerres au Moyen-Orient ou ailleurs. Il n'y a pas un Québécois qui semble réaliser que, dans les dix dernières années, 550 000 blessés et 20 000 morts c'est beaucoup de monde qui a fait les frais de notre irresponsabilité. Je vous remercie.

**M. Goulet:** Mme le Président.

**Mme le Vice-Président:** M. le député de Belchasse.

**M. Bertrand Goulet**

**M. Goulet:** Mme le Président, au nom de l'Union Nationale et avec votre permission, je commenterai certains passages du projet de loi 75, Loi modifiant le Code de la route. Premièrement, concernant la modification des milles en kilomètres, je demanderais au ministre de bien vouloir demander au ministre de la Justice qu'il demande à la Sûreté du Québec d'être un peu indulgente concernant ce transfert des milles en kilomètres.

J'en profiterai, Mme le Président, pour souligner l'hésitation dans le transfert en kilomètres des milles. Plusieurs personnes possèdent des véhicules dont l'odomètre est en milles. Je parle des anciens véhicules automobiles, ceux des années passées, 1977 et antérieurement. Les gens auront certainement à se gratter la tête, du moins au début de l'application de cette loi, et auront probablement à apprendre de force la conversion mille-kilomètre. Nous disons, Mme le Président, que le porte-monnaie est souvent garant de la raison; or, dans ce cas, il sera certainement garant de l'apprentissage forcé.

Mme le Président, si je faisais, avec les membres de cette Chambre, un sondage pour savoir quels sont ceux qui aujourd'hui peuvent convertir rapidement les unités de longueur, je crois que nous aurions certaines surprises. Pourtant, il faut se l'avouer bien humblement, cette Chambre est soi-disant composée de l'élite de la société. Cela frise peut-être la prétention, Mme le Président, mais les faits sont là, les transferts sont encore difficiles à faire pour la plupart des Québécois.

Mais ce n'est pas grave et, avec le temps, la plupart des Québécois y parviendront. Je pense qu'ils en ont vu des pires que cela; je ne veux pas parler de la journée du 15 novembre 1976 mais les Québécois en ont vu des pires que cela. Parlons de la limite de vitesse, Mme le Président.

Il semble que le ministre aurait dû appuyer beaucoup plus sur la limite de la boisson, plutôt que sur la limite de la vitesse.

Quant à parler de la limite de vitesse, au lieu de contrôler les autoroutes on aurait dû appuyer également beaucoup plus sur les routes secondaires et à voie unique. Mais, Mme le Président, après en avoir discuté avec le ministre, je crois qu'il m'a convaincu et qu'il a raison de baisser la limite de 70 milles à 100 kilomètres, soit 62 milles à l'heure. Il me semble que le problème n'était pas là. L'ex-ministre des Transports a été assez éloquent avec ses chiffres. Si 75% de la circulation routière se font sur les autoroutes et que nous avons seulement 3% des accidents mortels qui surviennent sur ces autoroutes, quand on considère le nombre de véhicules qui y circulent, c'est très peu. Souvent ces 3% sont causés bien plus par des ivrognes ou encore par quelqu'un qui s'endort.

Tel que le mentionnait le ministre des Trans-

port, si nous donnons comme maximum 70 les gens font 80; alors en donnant comme maximum 62, on a peut-être des chances que les gens fassent 70. Sur ce côté je l'appuie. Une autre raison c'était peut-être de vouloir économiser de l'énergie. Pour avoir siégé à la commission de l'énergie, Mme le Président, encore là, je l'approuve. Cependant la différence entre 62 et 70 milles à l'heure sur les autoroutes c'est très peu.

**M. Lessard:** ... la différence.

**M. Goulet:** Un petit pourcentage. Donc, Mme le Président, l'article 5a), à peu près, n'aurait pas raison de se trouver dans ce projet de loi. Le ministre me dit que c'est là la différence. On donne des chiffres. Dans certaines études on donne des chiffres de 5%, d'autres études donnent 15%, mais 15% je trouve que c'est beaucoup.

Les raisons que le ministre a évoquées, je les admetts, et pour ces simples raisons nous voterons pour le projet de loi.

Le ministre, Mme le Président, a parlé des plaques, et il a fait envoyer une boutade en disant que l'inscription — c'est-à-dire que c'est dans le projet de loi — ne devrait pas être de type haineux ou obscène. Cela, j'en conviens, Mme le Président. Par exemple, la lettre P pourrait être mise sur la plaque avant d'une automobile, je ne vois là rien d'haineux ni d'obscène, mais en ce qui regarde la lettre Q, alors là je me demande, Mme le Président, si cela répondrait aux critères du ministre des Transports. Possiblement qu'un certain sigle du parti bien connu au Québec ne pourrait pas se trouver sur les plaques avant des véhicules automobiles. Ce n'est pas de la démagogie, mais c'était pour répondre à la boutade du ministre.

Mme le Président, un point plus sérieux dont a traité le ministre, c'est la suspension...

**Mme le Vice-Président:** A l'ordre, messieurs!

**M. Goulet:** ... des permis de conduire. Le ministre s'est attardé à nous expliquer que quelqu'un qui pourrait travailler avec son véhicule automobile n'aurait pas la même sentence. Le juge pourrait décider, si quelqu'un a besoin de son véhicule automobile, qu'au lieu d'avoir trois ans de suspension, par exemple, il pourrait avoir six mois de plus, mais garder son véhicule automobile pour travailler et être pénalisé les fins de semaine, c'est-à-dire lorsqu'il n'a pas besoin de son véhicule.

Comment faire la preuve si un type est au travail ou s'il s'en va chez lui ou s'il est en simple promenade? Comment faire la preuve si moi, comme député, je m'en vais faire une simple promenade ou si je m'en vais dans mon comté pour y travailler? Même pour un juge de bonne foi ou pour un policier qui est extrêmement de bonne foi, ce serait extrêmement difficile de faire la différence. C'est s'embarquer dans des procédures. Souvent, un oui ou un non pourrait faire la différence. Là-dessus, j'appuie le député de Charlevoix.

Celui qui gagne sa vie avec un véhicule automobile sur les routes devrait faire davantage attention et respecter les règles de la circulation. On ne devrait pas lui trouver de demi-mesures, Mme le Président. Si, pour cet homme, son véhicule ou son permis de conduire est essentiel pour pouvoir gagner sa vie, il devra davantage faire attention. C'est pour cela, Mme le Président, que je demande tout simplement au ministre de réviser ce qu'il nous a expliqué cet après-midi. Ou bien cela a été mal compris ou bien il y a autre chose dans l'affaire des six mois qui pourrait s'appliquer à quelqu'un qui travaille avec son véhicule. C'est donc dire que ce serait à la discrétion du juge d'appliquer la loi selon que quelqu'un travaille ou non avec son véhicule automobile.

Si quelqu'un commet une infraction, qu'il soit en promenade ou au travail, c'est une infraction; cela peut occasionner des accidents et c'est extrêmement dangereux. Je ne vois pas la différence entre une mortalité ou un accident causé par un conducteur qui est au travail avec son véhicule et un accident ou une mortalité causé par quelqu'un qui est en promenade. Souvent, c'est le même conducteur. Il s'agit d'heures différentes. Je ne vois pas pourquoi on devrait avoir deux poids, deux mesures.

Il y a un article qui a attiré mon attention. Cela m'a surpris. C'est l'article 8 du présent projet de loi.

Je suis d'accord. Peut-être que le ministre des Transports me dira: Toi, tu vois cela d'une position de pessimiste et, moi, je le vois d'une position d'optimiste, mais le rôle de l'Opposition, ce n'est pas de baliser le chemin au gouvernement, et c'est pourquoi j'aimerais émettre quelques commentaires sur cet article.

Je suis surpris de voir un tel article amené par un gouvernement qui s'était pourtant juré — du temps qu'il était dans l'Opposition — de fermer toute porte qui invite au patronage. Oui, patronage, ce vilain mot qu'on ne devait plus jamais entendre dans ce beau Québec, ce mot qu'on devait bannir de notre vocabulaire et que personne ne pourrait ou ne devrait plus prononcer, ou n'aurait plus raison d'employer.

Et j'ai bien dit un "si" au début, j'aimerais l'expliquer. Le ministre me dira si, oui ou non, j'avais raison. Ce n'est pas que je doute de la bonne foi du ministre des Transports, loin de là, je le connais trop bien pour cela et, honnêtement, je dois dire sincèrement qu'il a fait des efforts louables afin qu'on ne lui impute pas ce qualificatif monstrueux, soit celui de "patroneux". Le ministre des Transports a fait — dans le domaine des occasionnels et dans tout projet de loi qu'il a présenté — un effort louable, et je ne voudrais pas qu'on applique au ministre ce qualificatif.

Ce n'est pas mon intention, non plus, d'amener ici mes collègues à penser que le ministre actuel pourrait avoir des tendances semblables. Non, loin de là et loin de moi cette pensée, mais je ne comprends pas que le ministre ouvre une telle porte, je ne comprends pas pourquoi le ministre ne se protège pas plus de ce danger. L'article dit

que le ministre peut "nommer, aux conditions qu'il détermine, des mandataires afin d'effectuer l'immatriculation des véhicules automobile et toute autre opération y afférente et fixer leur rémunération.

Si ce sont toutes les caisses populaires qui le font, cela va, mais, à l'heure où on se parle, on doit en douter. Certaines caisses populaires et même un bon nombre de caisses populaires — et c'est là que je ne suis pas sur la même longueur d'ondes que le ministre — refuseront d'émettre les plaques. Si toutes les caisses populaires l'acceptent, bravo! Mais, apparemment, certaines refuseront. On ajoute ici, par cet article 8, un article qui n'apparaissait pas avant. Serait-ce qu'on voudrait rendre légal le patronage? J'espère que non! Et, encore là, je suis certain que ce n'est pas le but du ministre des Transports.

Il me semble que si on ajoute un tel article, c'est qu'on a des doutes que plusieurs caisses populaires ne voudront pas de ces bureaux d'immatriculation et qu'on devra les offrir à d'autres, et c'est là le danger, qu'on soit obligé d'offrir les bureaux d'immatriculation des véhicules automobile à d'autres que les caisses populaires. Dangereux, entendons-nous! Si ce ne l'était pas, si c'était dangereux avant pour le patronage, je ne vois pas en quoi cela peut changer à l'avenir. Le ministre pourra, à sa seule discrétion, donner à qui que ce soit le droit et le privilège d'émettre des plaques d'immatriculation moyennant rémunération. Mais quels seront, alors, les critères de sélection? Pourquoi Untel plutôt qu'Untel? Si, dans un certain village, une caisse populaire ne veut pas se prévaloir du droit d'émettre les plaques d'immatriculation d'un véhicule automobile, quels seront les critères de sélection, à ce moment-là, pour trouver quelqu'un? Et c'est là que de fortes pressions inviteront peut-être le ministre à se pencher d'un bord plutôt que d'un autre.

Et un ministre — même s'il est fait de bon bois, comme le ministre actuel des Transports — c'est comme un arbre: il viendra à pencher du côté où le vent souffle le plus fort, et c'est là que c'est dangereux.

Quels que soient les gouvernements qui ont précédé, comme ceux qui nous suivront, quels que soient les ministres qui se sont succédé, je n'ai jamais, Mme le Président, douté d'eux. Ils étaient et ils seront certainement remplis de bonnes intentions. Mais parfois la pression se fait plus forte et c'est là que cela peut plier. Le ministre actuel n'est pas à l'abri de ces pressions. Le ministre aura certainement...

**Une Voix:** Il n'est pas pesant!

**M. Lessard:** Ce n'est pas cela, l'article 8.

**M. Goulet:** Mme le Président, le ministre aura certainement à prendre des décisions concernant l'affranchissement de tel ou tel bureau d'immatriculation. Je dis encore au ministre que, si les caisses populaires n'acceptent pas d'émettre les plaques d'immatriculation, qui va les émettre? Les

particuliers, Mme le Président. Une décision qui deviendra difficile parce que le ministre pourrait être influencé, soit par un ami, un collègue, un voisin, un parent dont souvent les pressions peuvent anéantir ou diminuer l'objectivité, et c'est là le danger. Le ministre n'est pas à l'abri de ces tentations et de ces pressions. Il me semble qu'il aurait avantage à se protéger. C'est le danger que je voulais lui souligner, toujours en pensant et en étant convaincu que certaines caisses populaires n'accepteront pas d'émettre les plaques d'immatriculation. Le ministre devra aller voir certaines personnes ou avoir recours à l'entreprise privée ou une famille, comme c'était avant, ou des bureaux privés.

Je me demande comment on fera la sélection. On voulait l'éviter dans le passé et je pense, Mme le Président, que de ce côté, nous serons au même point. Mais je souhaite au ministre que toutes les caisses populaires veuillent bien émettre ces plaques d'immatriculation. Dans ce sens, on n'aura pas à faire face à certaines personnes qui pourraient faire des pressions, faire en sorte que le ministre penche pour une personne, pour un bureau plutôt qu'un autre. Voilà, Mme le Président, mes quelques commentaires. C'étaient seulement des suggestions que je voulais faire au ministre, des mises en garde. Le projet de loi, comme le dit le ministre, n'est pas un projet de loi en profondeur, ce sont certaines modifications. Nous de l'Union Nationale, nous serons extrêmement heureux de l'appuyer, quoique, pour la limite de vitesse sur les autoroutes, je vous avoue franchement que je serai le premier à trouver cela extrêmement difficile.

Mais, Mme le Président, j'essaierai de m'y soumettre et je demanderais à tous mes collègues de l'Union Nationale de faire la même chose.

**Mme le Vice-Président:** M. le député de Beauce-Sud.

**M. Fabien Roy**

**M. Roy:** Merci, Mme le Président. Je veux faire quelques observations sur ce projet de loi et j'aimerais attirer l'attention du ministre sur quelques points particuliers. Je vais faire cela le plus brièvement possible de façon à ne pas abuser du temps de l'Assemblée nationale. Inutile de vous dire que je souscris à toute mesure favorisant la sécurité routière au Québec. Toute loi dans ce sens recevra mon appui total. Cependant, dans les bonnes intentions du gouvernement, il y a peut-être des subtilités qui échappent à son attention. La sécurité routière du Québec ne peut pas être efficace s'il n'y a pas une collaboration de tous les instants de la Sûreté du Québec.

On sait que nous avons absolument besoin, c'est indispensable, d'une patrouille efficace des routes, de voir à ce que la Sûreté du Québec soit vigilante. C'est pour cette raison que j'attire un peu l'attention du ministre pour qu'il rencontre son collègue, l'honorable ministre de la Justice. Actuellement, la Sûreté du Québec est aux prises

avec certaines difficultés, certaines normes de fonctionnement, et nous assistons à une bureaucratisation à outrance.

Après avoir pris des informations, après avoir fait une brève enquête, j'ai pu constater que, pour certains types d'accidents ou pour certaines infractions, les officiers de la Sûreté du Québec ont jusqu'à dix formules différentes à remplir. Les officiers de la Sûreté du Québec m'ont informé que pour une heure de patrouille, ils ont parfois huit heures de bureau à faire. Il y a certainement une lacune de ce côté-là, extrêmement grave, extrêmement sérieuse et qui mérite que le gouvernement se penche sur cette question. Il faut aussi se rendre compte que dans les cours de justice, dans les palais de justice des différentes régions du Québec, tous les officiers de la Sûreté du Québec sont obligés d'aller plaider eux-mêmes les causes qu'ils font aux automobilistes. Il n'est pas rare de voir, dans certaines régions du Québec, près de 50% des effectifs de la Sûreté du Québec dans les palais de justice le lundi matin. Cela ne me paraît pas être le rôle, la fonction et la mission fondamentale, première des officiers de la Sûreté du Québec. Si on regarde ce qui se passe aux États-Unis, si on regarde ce qui se passe ailleurs, je pense qu'il y a là une lacune extrêmement sérieuse qui devrait faire l'objet de la part du gouvernement du Québec, de correctifs, d'études sérieuses, de façon à pouvoir libérer — je dis bien libérer — les officiers de la Sûreté du Québec pour leur permettre justement d'effectuer leur travail de patrouille.

**M. Bédard:** Mme le Président, je prends bonne note des remarques qu'a faites le député de Beauce-Sud, mais je voudrais quand même l'informer que j'ai déposé un projet de loi qui, justement, constitue des amendements au Code de procédure civile et qui permet à des policiers de se contenter de déposer un rapport plutôt que d'être...

**Mme le Vice-Président:** M. le ministre de la Justice.

**M. Bédard:** ... assignés à la cour, et c'est la même chose au niveau du pénal.

**Mme le Vice-Président:** M. le ministre de la Justice, c'est M. le député de Beauce-Sud qui avait la parole. Vous auriez dû lui demander de pouvoir l'interrompre.

**M. Bédard:** Il l'a accepté facilement. Je suis convaincu que le député de Beauce-Sud se réfère à quelque chose d'important et je voulais lui donner cette information.

**Mme le Vice-Président:** M. le député de Beauce-Sud.

**M. Roy:** Je remercie l'honorable ministre de la Justice de sa collaboration. Il peut être assuré de notre appui dans les modifications qu'il propose



au Code de procédure civile dans ce sens. Je lui avais donné, Mme le Président, la parole parce que je croyais qu'il voulait me poser une question, mais quand même je pense qu'on ne peut pas faire grief actuellement au ministre de la Justice parce qu'on travaille tous dans le même sens, dans la même direction.

Il y a un autre point sur lequel je voudrais attirer l'attention du ministre, et je m'aperçois qu'il est sorti peut-être pour quelques instants, c'est que...

**Une Voix:** Le ministre des Transports?

**M. Roy:** ... les municipalités du Québec ont également des responsabilités en matière de sécurité routière et ont un rôle à jouer. J'estime qu'il serait absolument important, voire même indispensable que le ministère des Transports collabore avec les municipalités. J'ai soulevé un point hier ou avant-hier lorsque nous avons étudié les crédits du budget supplémentaire. J'ai attiré l'attention du ministre des Finances là-dessus dans l'espoir qu'il transmette mes remarques au ministre des Transports. J'ai fait des représentations à la suite de la demande d'une municipalité. Ce n'est pas la première fois que cette situation se produit; et ce n'est pas la seule municipalité ni le seul comté du Québec à l'intérieur desquels on se retrouve avec les mêmes problèmes. Lorsque les municipalités du Québec s'adressent au ministère des Transports concernant la signalisation routière, les feux de signalisation, en particulier, qu'on doit installer à certaines intersections, c'est extrêmement difficile d'être entendu et cela prend des délais interminables pour pouvoir obtenir gain de cause, pour pouvoir obtenir satisfaction à nos demandes.

J'ai fait parvenir au ministre — j'aimerais qu'il en prenne bonne note — une requête datée du 29 juin, demandant que des feux de signalisation soient installés à une intersection de la route 271 dans un village du comté de Beauce-Sud. Ces requêtes ont été appuyées par le conseil municipal de l'endroit. Par la suite, nous avons fait parvenir au ministère des Transports, au service de la signalisation, des copies de ces résolutions et de ces demandes. Effectivement, il y avait eu plusieurs accidents, mineurs j'en conviens, mais avec des risques chaque semaine, les fins de semaine surtout, d'avoir des accidents extrêmement graves. Avant qu'arrivent des hécatombes, avant qu'on ait à déplorer des accidents mortels, avant qu'on ait à déplorer des blessures graves, nous avons insisté et nous insistons encore auprès du ministère des Transports pour qu'on procède à la mise en place des feux de signalisation. C'est pourquoi, sans malice, je veux attirer l'attention du ministre sur ce point pour qu'il en prenne note.

Voici la lettre que nous recevons du secrétaire particulier du ministre: "Il appert, d'après les relevés, que les débits de circulation au carrefour sont loin d'être suffisants pour justifier l'installation de feux de circulation conventionnels, puisque ces feux occasionneraient des délais injustifiés aux

conducteurs. L'installation d'un feu clignotant pourrait, par contre, s'avérer très utile pour attirer l'attention des conducteurs sur la proximité de l'intersection et les inviter à redoubler de prudence, contribuant ainsi à augmenter la sécurité du carrefour. L'installation de ce clignotant sera exécutée aussitôt que les crédits du ministère le permettront".

Inutile de vous dire la déception de la population, la déception des autorités municipales, sans oublier, évidemment, la déception du député. Si des efforts sont faits au niveau de la sécurité routière par les instances municipales, le ministère des Transports se doit d'être à l'écoute, se doit d'être vigilant et se doit d'être rapide dans ses réponses aux demandes, surtout lorsque ces demandes sont appuyées par une grande majorité de la population concernée.

C'est une observation que je voulais faire au ministre. Ce n'est pas la première fois que cela se produit. J'ai eu connaissance que d'autres députés, voire même mes collègues du côté ministériel, se sont plaints à quelques reprises d'une telle situation. J'invite le ministre à rencontrer les responsables de ce secteur à son ministère pour qu'ils agissent avec beaucoup plus de vigilance et avec beaucoup plus de rapidité.

Dans d'autres dispositions de ce projet de loi, on retrouve des interdictions pour les enfants circulant à bicyclette sur les chemins publics où la vitesse permise est de plus de 50 kilomètres à l'heure. Je suis bien conscient des intentions qui animent le ministre en apportant cette mesure, mais j'aimerais quand même lui faire remarquer que ce ne sont pas les enfants de Montréal qui sont concernés, ce ne sont pas les enfants de la ville de Québec qui sont concernés, ce ne sont pas les enfants des principales villes du Québec qui sont concernés, c'est la population rurale. Ceci ne pourra pas faire autrement que d'occasionner des inconvénients assez sérieux et assez graves à une partie importante de la population du Québec.

Cet article mériterait d'être revu, d'être repensé parce que je le trouve un peu délicat, pour ne pas dire discriminatoire, surtout des agriculteurs. Parfois, c'est à la demande des parents que les enfants doivent faire de petites commissions et ils seront passibles d'une amende, passibles d'une arrestation occasionnant des difficultés à leurs parents.

Quand on connaît un peu la situation dans les milieux ruraux, même si on a un souci évident de protéger la population du Québec, on ne devrait pas pénaliser indûment cette catégorie de citoyens.

Pour ce qui a trait à l'immatriculation des véhicules automobiles — je terminerai là-dessus — le ministre devrait émettre des directives et informer la population, le plus rapidement possible, sur les méthodes qu'il entend utiliser, sur la façon dont le système va fonctionner à partir du 10 janvier, puisque effectivement on pourra se procurer les plaques de 1978 à partir du 10 janvier. Il faut dire que l'an dernier, à pareille date, la population du Québec avait reçu sa carte de renouvellement de

plaques d'immatriculation. Plusieurs se plaignent de ne pas avoir encore reçu leur carte leur indiquant le coût et leur indiquant la possibilité de renouveler leurs plaques. À partir du 10 janvier, les plaques d'immatriculation vont être disponibles, mais comme c'est relié directement, non pas indirectement mais directement à la vente ou la souscription des nouvelles primes devant être payées selon le nouveau régime d'assurance automobile, je me pose de sérieuses questions.

On ne peut pas, actuellement, informer la population sur les méthodes que le gouvernement entend utiliser. Mais comment une personne qui a perdu ses plaques d'immatriculation ou une personne qui se procure pour la première fois un véhicule automobile pourra-t-elle se procurer effectivement des plaques d'immatriculation à partir du 10 janvier, alors que ces plaques d'immatriculation sont liées à la souscription de la prime d'assurance automobile à la Régie de l'assurance automobile et que cette assurance ne sera pas en vigueur avant le 1<sup>er</sup> mars?

Il y a là tout un aspect du problème et je pense que la population du Québec doit être éclairée, d'autant plus que nous ne savons pas et que la population du Québec ne sait pas encore où elle pourra effectivement se procurer ces plaques d'immatriculation. Mon collègue de Bellechasse a mentionné tout à l'heure qu'il était loin d'être assuré que toutes les caisses populaires, et le député de Charlevoix a cité quelques exemples également, que les caisses populaires aient toutes accepté de vendre les plaques d'immatriculation.

Or, dans une région donnée, dans la région de Saint-Hyacinthe — j'ai les rapports de l'Union régionale, ces statistiques, ces chiffres sont très récents — sur 75 caisses, il n'y a que vingt caisses qui ont répondu affirmativement. Ce qui veut dire que 55 caisses ont répondu négativement, c'est-à-dire qu'elles n'ont pas l'intention d'offrir ce service au public. Bien sûr, dans la région de Saint-Hyacinthe, l'Union régionale de Saint-Hyacinthe et à Granby...

**M. Lessard:** Est-ce que le député me permettrait une question? Est-ce que le député pourrait me dire combien il y avait de bureaux d'émission de plaques d'immatriculation privés dans la région de Saint-Hyacinthe?

**M. Roy:** Mme le Président, l'Union régionale de Saint-Hyacinthe comprend également la ville de Granby, comprend également la ville de Sorel et comprend plusieurs autres localités, parce que, quand on parle de l'Union régionale de Saint-Hyacinthe, on ne parle pas de l'Union régionale de la ville de Saint-Hyacinthe.

**M. Lessard:** Combien y avait-il de bureaux?

**M. Roy:** Aucune des sept caisses populaires de Granby n'a accepté de vendre le régime d'assurance automobile, aucune des quatre caisses populaires de Saint-Hyacinthe n'a accepté de vendre les plaques d'immatriculation. Une caisse sur

quatre à Sorel. Et la question qu'il faut se poser est celle-ci: Est-ce que les caisses populaires qui ont accepté, dans différentes régions du Québec, ont les locaux, le personnel, sont en mesure d'offrir le service à la population?

Tout le monde sait et le ministre des Transports le sait particulièrement, que lorsque les plaques d'immatriculation sont mises à la disposition du public, il y a une affluence considérable, qu'il se fait du surtemps, que les bureaux sont ouverts tous les soirs de la semaine, que les bureaux sont ouverts le samedi, ce qui n'est pas le cas dans les institutions financières. J'aimerais bien, si j'ai tort, Mme le Président, qu'on m'éclaire. Mais je crains, pour ma part, un embourbement monstre, et le ministre des Transports, à la suite de ses collègues, sera obligé de donner peut-être un délai, peut-être deux peut-être trois.

Si administrer c'est prévoir, je pense que c'est dès maintenant que le ministre doit s'assurer d'avoir les structures, d'avoir les effectifs, de pouvoir compter sur les bureaux, sur un nombre suffisant de locaux, sur du personnel qui est suffisamment compétent et qualifié pour être en mesure d'offrir ces services à la population.

Nous sommes à la fin du mois de novembre, nous entamerons le mois de décembre la semaine prochaine, ces questions ne sont pas résolues et il est important et urgent qu'elles le soient.

Mme le Président, je terminerai là-dessus. C'est avec intérêt que je vais écouter le ministre des Transports pour voir s'il est en mesure de rassurer la population et de faire le point, et s'il est en mesure également d'émettre des directives ou des informations de façon à rassurer et informer la population du Québec.

**Mme le Vice-Président:** M. le député de Terrebonne.

**M. Elie Fallu**

**M. Fallu:** Mme le Président, c'est avec une très grande libéralité que vous avez laissé le débat de deuxième lecture de la loi 75 se dérouler jusqu'à maintenant. Je vous en remercie, Mme le Président, comme je remercie tous les collègues de l'Assemblée de n'avoir pas invoqué les articles de notre règlement relatifs au débat de deuxième lecture.

De fait, dans le projet de loi 75, il est assez difficile de parler de prémisses, de principes, de fondements, etc., puisqu'il s'agit d'une loi technique. Néanmoins, puisque chacun a accepté le jeu, j'aimerais qu'on me le permette à mon tour.

Le projet de loi 75 modifiant le Code de la route a quand même dans son essence certains principes, ceux de la protection du public, d'une part, et de l'amélioration des services au public, d'autre part. C'est sur deux points, Mme le Président, que j'aimerais intervenir. Le premier est un point extrêmement technique que j'aimerais souligner au ministre pour qu'il puisse en tenir compte. C'est la réglementation que l'on trouve dans certaines municipalités, relativement à certaines zones, notamment d'écoles, qui sont, à toutes fins

pratiques, illégales, puisqu'elles n'ont jamais eu cours dans aucun code de la route.

Les municipalités s'arrogent très facilement la permission d'imposer des limites de vitesse à qui veut l'entendre. J'aimerais donc suggérer au ministre qu'une fois pour toutes les municipalités acceptent le Code de la route ou, encore, qu'elles nous disent en quoi elles veulent que l'on change, notamment dans la signalisation routière.

Cette remarque étant faite, Mme le Président, je me permettrai de déborder le sujet pour parler un peu de sécurité. Il en va de la dignité, si ce n'est souvent de la vie des Québécois. Je pense qu'il est temps d'en parler au moment précis où on a déposé aujourd'hui la tarification de la Loi sur l'assurance automobile. La sécurité, Mme le Président, je voudrais l'aborder par les points, comme les Français disent, les points noirs. Il faudrait peut-être au Québec changer de qualificatif et les appeler, pour ne pas être raciste, comme le fait remarquer mon collègue, les points rouges. Ils n'auraient rien de politique, ceux-là. Ils représenteraient, hélas, la couleur du sang.

Dans le domaine de la sécurité routière, les études sont terminées, les données sont connues, autant sur nos routes nationales que sur nos routes municipales. Je voudrais engager le ministre à se donner une priorité pour l'an prochain, une priorité qui soit d'abord la conscientisation des Québécois à l'existence même de ces points rouges, par, à la limite, un panneau de signalisation à un carrefour, à une courbe. Encore là, comme me faisait remarquer récemment un agent de la Sûreté du Québec, placer un panneau dans une courbe avec une tête de mort, cela serait peut-être risquer de distraire le conducteur et d'amener un accident supplémentaire.

Bref, on pourrait procéder par quelques moyens publicitaires, peut-être même le long de nos routes, ou en prévision, à quelques mètres, dirai-je, du point, avoir une présignalisation.

De la même façon faire connaître au grand public quels sont ces points rouges par l'émission de communiqués de presse, par l'émission d'une carte officielle du Québec en points rouges. Enfin, faire faire par le Sûreté du Québec, à chaque fin de semaine ou à tous les mois, enfin de façon répétitive pour le moins, l'évaluation du nombre d'accidents, de blessés, de morts qui sont survenus à ces points rouges. Enfin, priorité des priorités, mettre comme priorité de son ministère les travaux qui doivent corriger, pour autant qu'on le peut du moins, ces points rouges.

J'inviterais de même, par l'entremise du ministre des Transports, les municipalités à agir dans ce sens car ces dernières connaissent généralement la route, le carrefour, la rue; elles connaissent généralement, en termes de statistiques, leurs points rouges. Il faudrait inciter les municipalités à agir dans le même sens. J'irais même plus loin, Mme le Président, je m'adresserais à tous mes collègues de l'Assemblée nationale. Nous pourrions devenir ensemble 110 inspecteurs, pour ainsi dire, de nos points rouges dans nos comtés respectifs, quitte à accorder, lors de nos prochaines subventions de

petite voirie — on se connaît, le député de Beauce-Sud nous reconnaîtra là-dedans — priorité à nos points rouges dans nos comtés. Nous devrions nous aussi faire nos efforts dans ce sens, d'avantage, comme inspecteurs.

Mme le Président, je vous inviterais vous-même, comme député, et tous nos collègues, à faire rapport et tenir une liste de ces points rouges. Nous serions 110 inspecteurs et peut-être que bientôt nous serions six millions d'inspecteurs. Merci, Mme le Président.

**Mme le Vice-Président:** M. le député de Verdun.

#### M. Lucien Caron

**M. Caron:** Mme le Président, je serai bien bref. En principe, je suis bien d'accord avec le ministre des Transports concernant son projet de loi no 75. Il y a certains articles dans le projet qui m'inquiètent au point de vue des services à la population. Le ministre n'étant pas dans un comté de Montréal, peut-être que, s'il a des suggestions d'un député qui représente un comté de Montréal, cela pourra lui aider à mettre son projet de loi en pratique.

On parle de caisses populaires. Je n'ai pas en main les chiffres pour dire combien ont accepté et combien n'ont pas accepté. Je peux vous dire, M. le ministre que, dans la section ouest de Montréal, vous avez l'intention de donner des permis à certains garagistes. Les garagistes à Montréal sont syndiqués. A ma connaissance, il n'y a pas beaucoup de gros garages d'ouverts, à moins que ce soit des stations de service. Or, ce sera un problème auquel vous devrez penser avant d'aller trop loin. Les bureaux ferment à 16 h 30. La majorité des gens travaillent jusqu'à 16 h 30. Dans certains bureaux, le ministre doit le savoir, à 16 heures on ferme la porte pour servir les gens qui sont rendus dans le bureau. C'est un autre problème. Il faudra que le ministre et ses hauts fonctionnaires essaient de donner le service que la population du Québec attend.

Dans l'article 8, vous vous donnez la possibilité, s'il n'y a pas de caisse populaire ou s'il y a une caisse populaire qui refuse, de le donner à une autre personne. Je me demande, si le ministre veut réellement montrer qu'il n'y aura pas de patronage, comme je le crois, s'il est prêt, plutôt que de le donner à des particuliers, à l'offrir aux banques. Il y a des banques à charte et, si la caisse populaire refuse — c'est une suggestion que je fais au ministre pour prouver sa bonne foi — il pourrait l'offrir aux banques avec des fonds des Québécois. Alors, je pense que cela serait une suggestion à faire et j'espère que le ministre, que je crois bien sincère, comme il me l'a prouvé dans le passé, va penser à ma suggestion.

L'autre point, c'est la plaque avant. Je pense que c'est une très mauvaise économie de l'enlever. Ma façon de voir les choses, c'est qu'il y a beaucoup d'accidents, il y a des "hit and run" et des automobiles qui sont volées. Le ministre de la

Justice qui me regarde sait qu'à Montréal il y a un gros pourcentage d'autos volées par année. Je ne voudrais pas dire de chiffres de peur de me tromper. C'est une façon de trouver les automobiles.

Encore là, j'espère que le ministre aura de très bonnes réponses, parce qu'en principe, je suis d'accord avec son projet de loi. J'espère qu'il aura de bonnes réponses à me donner aux suggestions que je lui fais. Merci, Mme le Président.

**M. Fontaine:** Mme le Président...

**Mme le Vice-Président:** M. le député de Nicolet-Yamaska.

#### **M. Serge Fontaine**

**M. Fontaine:** Merci, Mme le Président. Je n'avais pas l'intention d'intervenir sur ce projet de loi, mais mon collègue de Beauce-Sud, tout à l'heure, a fait une intervention qui nécessite de ma part une réponse, parce que je pense qu'il a peut-être, sans le vouloir, induit cette Chambre en erreur. J'aurais pu soulever une question de privilège, mais je ne voulais pas l'interrompre dans son discours. Ce n'est pas le député de Beauce-Sud qui a commis l'erreur, mais le ministre de la Justice. Je m'excuse!

**M. Roy:** Cela me tenterait de soulever une question de privilège moi-même.

**M. Fontaine:** Lorsqu'il a dit, en réponse au député de Beauce-Sud, qu'un projet de loi avait été adopté à l'Assemblée nationale pour permettre aux policiers de déposer des rapports de police, je pense que le projet de loi qui a été adopté concernant le Code de procédure civile, c'était pour les causes civiles; ce n'était pas pour les causes pénales. Je pense que c'est à cela que faisait allusion le député de Beauce-Sud.

**M. Bédard:** C'est exact.

**M. Fontaine:** Cependant, depuis plusieurs années, je pense que les policiers sont habilités à déposer des rapports de police en cour pénale sans avoir besoin de témoigner dans les causes non contestées. Mais dans les causes contestées, dans un système où on veut conserver la démocratie et où on veut que tous les justiciables puissent se défendre lorsqu'ils se sentent accusés injustement, je pense qu'il est absolument nécessaire que les policiers puissent aller témoigner pour prouver, hors de tout doute, que la personne en question est bel et bien en infraction pour la faire condamner.

**M. Bédard:** M. le Président...

**Le Président suppléant (M. Vaillancourt, Jonquière):** Le député de Nicolet-Yamaska permet-il une question au ministre?

**M. Bédard:** Ce que dit le député est exact, de

la même manière que ce que j'ai dit est exact aussi, parce que, dans mon esprit, il est clair que des rapports de police peuvent être uniquement déposés lorsqu'il s'agit de causes non contestées, comme il est évident, dans mon esprit, qu'à partir du moment où il y a une contestation la partie qui conteste a toujours le droit de pouvoir requérir la présence du policier qui a rédigé un rapport. C'était implicite dans mes propos.

**Le Président suppléant (M. Vaillancourt, Jonquière):** M. le député.

**M. Fontaine:** M. le Président, je voulais également me servir de cet exemple pour dire que, dans ce projet de loi, comme dans les allégations du député de Beauce-Sud, on a conservé le système de la responsabilité pénale.

Dans ces réglementations qu'on adopte, on dit toujours qu'il y a des infractions qui peuvent être commises et que des personnes peuvent être condamnées, faisant suite à la conduite d'une automobile. Je me demande, M. le Président, comment il se fait que, d'un autre côté, le même gouvernement veuille adopter un projet de loi, portant le numéro 67, où on enlève cette même notion de responsabilité dans la conduite d'un véhicule automobile. Et là, je pense qu'il y a une certaine contradiction. Je ne veux pas aller plus loin dans les commentaires là-dessus, mais je veux tout simplement en faire la remarque.

L'autre question que je voulais soulever, M. le Président, c'est également le fait de n'avoir qu'une plaque sur le véhicule automobile. Comme vient de le faire avant moi le député de Verdun, je pense qu'il y a un problème d'identification qui va se soulever lorsqu'on mettra en application cette réglementation parce qu'il arrive souvent que des policiers, pour identifier un véhicule automobile, sont obligés de le faire de l'avant du véhicule et, à ce moment, cela va être très difficile pour eux de pouvoir identifier la plaque d'immatriculation du véhicule automobile.

**M. Lessard:** Ils suivent tout le temps en arrière. Ils ne suivent pas par en avant.

**M. Fontaine:** Ils sont souvent stationnés, M. le ministre.

**Le Président suppléant (M. Vaillancourt, Jonquière):** A l'ordre, s'il vous plaît!

**M. Fontaine:** Lorsque le véhicule s'en vient, ils prennent le numéro, et lorsqu'il n'y aura qu'une plaque à l'arrière, ils ne pourront pas prendre le numéro. Cela va probablement assez souvent être difficile pour eux d'identifier le véhicule. De toute façon, je pense que l'économie que le ministre veut faire en ne mettant qu'une plaque sur le véhicule automobile, c'est tout à fait négligeable. Dans l'étude des crédits, je pense qu'on a pu en prendre connaissance.

**Le Président suppléant (M. Vaillancourt, Jonquière):** A l'ordre, s'il vous plaît!

**M. Fontaine:** Je voudrais bien comprendre les remarques, s'il y en a qui en ont à faire, afin de pouvoir y répondre.

**Le Président suppléant (M. Vaillancourt, Jonquière):** Vous avez la parole.

**M. Fontaine:** Par contre, je voudrais, dans ce projet de loi, féliciter le ministre pour la diminution des limites de vitesse sur les routes. Également, je pense qu'il faut remarquer qu'on a indiqué une limite minimum de vitesse sur les autoroutes. Je pense que c'est très important qu'il y ait également une limite minimum de vitesse parce que cela permet d'éviter des accidents à cause des véhicules qui circulent trop lentement...

**Le Président suppléant (M. Vaillancourt, Jonquière):** S'il vous plaît, à l'ordre! M. le député de Laurier, s'il vous plaît!

**M. Fontaine:** Je ne sais pas s'il y a eu un party de l'autre côté, mais ils ont l'air à avoir beaucoup de plaisir.

**Le Président suppléant (M. Vaillancourt, Jonquière):** Voulez-vous, s'il vous plaît, respecter le droit de parole du député?

**M. Fontaine:** Sur cela, M. le Président, je vais terminer. Je pense qu'ils ne sont pas tellement intéressés à écouter ce qu'on a à dire. Alors, on va les laisser rire ensemble.

**M. Marchand:** M. le Président...

**Le Président suppléant (M. Vaillancourt, Jonquière):** M. le député de Laurier.

**M. Marchand:** M. le Président...

**Le Président suppléant (M. Vaillancourt, Jonquière):** A l'ordre, s'il vous plaît!

**M. André Marchand**

**M. Marchand:** Cela va peut-être être ce que vous avez fait de mieux ce soir, à part de chahuter en arrière. M. le Président, il y a quelques instants, après le discours du ministre, je lui parlais des "chars" antiques, car je crois que cela intéresse quand même une quantité de gens assez importante. J'ai vu que le ministre avait très bien compris le problème et qu'il verrait à l'étudier. Alors, je n'irai pas plus loin dans ce sens.

Je veux quand même lui parler de l'octroi des plaques au public par les caisses populaires. Je sais que, dans certaines régions, c'est peut-être l'idéal. Mais je me demande, dans la région de Montréal, M. le ministre, comment les caisses populaires feront pour distribuer ces plaques. Je ne sais pas actuellement si, par exemple, la Caisse populaire de Saint-Thomas-Apôtre, la Caisse populaire de Saint-Vincent-Ferrier, la Caisse populaire de Sainte-Cécile, la Caisse populaire de Saint-Jean-de-la-Croix ont accepté de les distribuer.

M. le ministre, je ne parle pas seulement au point de vue de l'intérieur de la caisse. Ces caisses sont situées l'une sur la rue Saint-Laurent, près de Crémazie, l'autre sur la rue Jarry, près de Gaspé où il y a une circulation immense toute la journée. Je me demande, M. le ministre, comment les gens pourront seulement stationner leur véhicule pour aller chercher leur plaque. Je pense que c'est un problème que vous aurez à étudier assez profondément. Je ne suis pas tellement contre le fait que vous octroyiez tous ces contrats aux caisses populaires, mais je suis certain que, dans notre région, ce nous sera extrêmement difficile.

Vous avez le bureau principal des plaques, à l'angle des rues Saint-Laurent et Everett. Même là, malgré qu'il y a un stationnement pour 125 automobiles, c'est déjà extrêmement difficile. Les gens aiment mieux aller à Montréal-Est et des fois à Laval chercher leurs plaques que d'aller là parce qu'ils ne peuvent pas stationner, c'est trop long. Je pense, M. le ministre, que vous devrez prendre ces points en considération. Je vous aide à bonifier votre projet de loi pour le plus grand bien de la population. Je ne parle pas seulement pour le comté de Laurier et les environs; je dirais même le quartier Villeray, qui comprend plusieurs comtés dans l'île de Montréal, et sûrement les comtés du bas de la ville comme Saint-Jacques et Sainte-Marie où les caisses sont situées dans des milieux extrêmement peuplés et où il n'y a pas de stationnement. Vous avez des rues qui sont, en bon français, des "one way", et les autos sont stationnées une en arrière de l'autre à partir de huit heures le matin jusqu'à huit heures le soir. Oui?

**M. Lessard:** Puis-je poser une question au député? Si c'est difficile comme cela, comment se fait-il qu'il y a des clients à la caisse populaire?

**M. Marchand:** Oui, écoutez une minute, je suis d'accord avec vous; vous savez que les caisses populaires vont très bien à Montréal, font des affaires d'or, je suis d'accord avec vous. Mais vous savez que beaucoup de femmes qui sont dans les environs vont faire les dépôts pour leur mari. Les caisses populaires sont surtout des institutions à dépôt et la plupart du temps ce sont les femmes qui vont faire les dépôts. Mais il y a le passant qui est à peu près à un mille, deux milles, qui essaiera d'aller à cette petite caisse qui aura les plaques, parce que vous ne les aurez pas toutes. C'est un problème que je pose, M. le ministre. Je ne vous donne pas d'ordre et rien de cela; je vous mets simplement en face d'un problème qui existe et qui existera, ce qui ne m'empêchera pas d'appuyer votre projet de loi parce que dans l'ensemble je le trouve excellent. Je trouve même excellente la disposition suivante: lorsqu'une personne est arrêtée, dans le cas des douze points de démerite, que pour son travail le ministre consente à lui donner son permis de conduire pendant les heures ouvrables. Je lui demanderais de vérifier avec le ministre de la Justice. On sait que plusieurs cas sont passés par les cours et que le juge a cru bon d'octroyer le permis de conduire, par exemple, du soleil levant au soleil couchant à certains conduc-

teurs qui étaient obligés de gagner leur vie avec leur véhicule. Peut-être que le ministre de la Justice pourrait vérifier s'il y a eu des récidivistes en assez grande quantité pour empêcher ce que vous venez ajouter à votre projet de loi et ce qui, je pense, est excellent. Avec le ministre de la Justice, en vérifiant les cas qui sont passés anciennement devant la cour, peut-être que vous pourrez soit changer ou confirmer votre jugement; je pense qu'il serait excellent. Jusqu'ici, j'approuve ce que vous avez ajouté dans votre projet de loi.

Maintenant, il y a juste un petit problème. Peut-être que vous ferez une réforme en plus grand. Je vous demanderais une autre chose à vérifier, les remorques en arrière des automobiles. Je vais vous donner deux exemples seulement depuis six ans; déjà deux morts dans une même petite route rurale où des remorques étaient attachées avec des cordes ou toutes sortes de choses. Vous savez des affaires mal patentées. On s'en va sur la 20, par exemple, on suit une remorque et elle s'en va de même, l'auto n'est pas faite pour tirer une remorque ou bien son attache n'est pas bonne. Peut-être, que ce domaine, il y aurait quelque chose à faire pour sauver des vies. Je vous donne deux cas patents où deux accidents graves sont arrivés près de Drummondville dans six mois; deux personnes sont mortes et une autre est handicapée pour le reste de ses jours. Ce sont les seules considérations que je voulais vous donner, M. le ministre. Merci, M. le Président.

**Le Président suppléant (M. Vaillancourt, Jonquière):** M. le député de Shefford.

**M. Richard Verreault**

**M. Verreault:** M. le Président, je ne serai pas long parce que le ministre lui-même, tout à l'heure, disait que le projet de loi, ce n'était pas la trouvaille du siècle. Mais, étant donné que tout à l'heure le ministre va avoir un droit de réplique, j'aurais deux petites questions à lui poser ou peut-être à lui donner deux préavis, s'il ne veut pas répondre immédiatement.

S'il le peut, j'aurais les renseignements désirés. Le premier point est celui des ententes avec les caisses populaires. Depuis tout à l'heure, nous parlons des caisses populaires qui seraient les mandataires, au Québec, pour l'émission des plaques. J'aimerais savoir, d'une part, si les ententes conclues sont finales entre les caisses et son ministère.

L'autre partie de la question est celle-ci. J'aimerais que le ministre jette un coup d'oeil, tandis que je lui parle, sur l'article no 4 qui est relatif aux bicyclettes. J'aimerais savoir — je ne crois pas qu'il puisse me répondre ce soir, mais il pourrait le faire lors de la commission parlementaire qui étudiera le projet article par article — quels sont les taux d'accidents mortels, sur les chemins publics, touchant l'article no 4.

Merci, M. le Président.

**Le Président suppléant (M. Vaillancourt, Jonquière):** M. le ministre des Transports.

**M. Lucien Lessard**

**M. Lessard:** Je vais essayer de répondre assez brièvement à un certain nombre de questions qui ont été posées ce soir. Je ne voudrais quand même pas être dans l'obligation de reprendre mon discours de deuxième lecture. Malheureusement, j'ai constaté qu'il y avait un certain nombre de députés qui n'étaient pas ici ou qu'il y avait un certain nombre de députés dont les discours étaient prêts et qui ont décidé de les prononcer quand même, malgré toutes les réponses que j'ai données à leurs questions.

J'ai eu l'occasion de constater ce soir, à part quelques exceptions parmi les représentants de l'Opposition, qu'il y en avait un qui avait véritablement compris ce projet de loi. C'est justement l'ancien ministre des Transports qui, lui, a eu l'occasion d'administrer ce ministère et de comprendre un peu ce qu'est un projet de loi comme celui-là. Dès le début, j'ai eu l'occasion de dire que le projet de loi que je soumettais n'était pas la trouvaille du siècle, que ce projet de loi était essentiellement un projet de loi minimal, un projet de loi qui avait pour but de répondre de façon urgente à des problèmes urgents. J'ai aussi déclaré que j'aurais l'occasion, au cours de la prochaine session, de présenter une réforme complète du Code de la route en relation avec l'assurance automobile, qui aurait justement pour but fondamental d'assurer une véritable sécurité publique sur nos routes.

Jamais, depuis douze mois, a-t-on entendu ici, à cette Assemblée nationale, autant d'interventions sur la sécurité routière. Jamais, depuis douze mois, avons-nous vu autant de mesures prises pour la sécurité routière. J'ai dit l'autre jour, et je le répète parce que c'est passablement important, qu'on avait adopté une loi concernant le port obligatoire de la ceinture de sécurité. Une fois cette loi adoptée, aucune publicité n'avait été faite sur la nécessité du port de la ceinture de sécurité. Aucune publicité n'avait été faite autour de cette loi.

**M. Verreault:** M. le Président question de règlement.

**Le Président suppléant (M. Vaillancourt, Jonquière):** A l'ordre, s'il vous plaît!

**M. Verreault:** Il faudrait peut-être rappeler le ministre à la pertinence du débat.

**Le Président suppléant (M. Vaillancourt, Jonquière):** M. le député de Shefford, vous savez fort bien que ce n'est pas une question de règlement.

**M. Verreault:** La pertinence, M. le Président.

**M. Lessard:** La pertinence?

**M. Verreault:** Bien oui, voyons! On n'est pas sur le projet de loi no 13, là. On est sur le projet de loi no 75.

**Le Président suppléant (M. Vaillancourt, Jonquière):** A l'ordre, s'il vous plaît! A l'ordre! A l'ordre, M. le député de Laurier, s'il vous plaît!

**M. Lessard:** La pertinence?

**Le Président suppléant (M. Vaillancourt, Jonquière):** Allez, M. le ministre.

**M. Verreault:** On n'est pas sur le projet de loi no 13.

**Le Président suppléant (M. Vaillancourt, Jonquière):** A l'ordre, s'il vous plaît!

**M. Marchand:** C'est effrayant.

**M. Lessard:** De quoi avez-vous parlé? M. le Président, c'est pertinent parce que c'est justement l'un des objectifs de ce projet de loi de répondre aux choses urgentes au nom de la sécurité routière. Lorsque j'ai pris le ministère des Transports, \$300 000 avaient été prévus pour la sécurité routière. Ces \$300 000 sont devenus aujourd'hui \$1,5 million qui seront dépensés en 1977/78 pour la sécurité routière. Cinq fois plus! En douze mois, augmentation de cinq fois du budget de la sécurité routière. L'ancien ministre des Transports...

**M. Verreault:** Vous n'avez même pas le budget pour cela.

**M. Lessard:** ...a parlé justement de la nécessité de toucher aux jeunes. Il a affirmé qu'il n'avait pas été capable de convaincre son collègue, le ministre de l'Éducation, de donner des cours de sécurité routière aux jeunes. Or, M. le Président, en l'espace de douze mois, le ministre des Transports actuel a convaincu le ministre de l'Éducation d'accepter justement que des cours soient donnés tant à l'élémentaire qu'au secondaire sur la sécurité routière. En l'espace de douze mois!

M. le Président, cet après-midi, je présentais aux journalistes une mascotte dont j'ai parlé ici en cette Chambre, Clignotobusagix. Quoi qu'on en dise, pour la première fois, on va s'attaquer justement aux jeunes dans la publicité. Pour la première fois, M. le Président, on prend une action à l'intérieur des écoles. La mascotte des jeunes, qu'on appelle Clignotobusagix, se promènera d'ici quelques mois dans toutes les régions du Québec pour aller justement enseigner aux enfants la sécurité routière.

**M. Goulet:** Comment l'appelles-tu?

**M. Fontaine:** Ce sont des termes antiparlementaires.

**Le Président Suppléant (M. Vaillancourt, Jonquière):** A l'ordre, s'il vous plaît!

**M. Lessard:** Dès le mois de janvier, un jeu spécial sortira pour les jeunes, pour justement leur faire comprendre les différentes affiches de signalisation.

**M. Verreault:** Faut-il le payer cette fois-ci?

**Le Président Suppléant (M. Vaillancourt, Jonquière):** A l'ordre, s'il vous plaît, M. le député de Shefford!

**M. Verreault:** Bien oui, mais il n'est pas dans la pertinence de la question, M. le Président.

**M. Lessard:** On vient, M. le Président, me parler ici à l'Assemblée nationale de sécurité routière et je n'ai pas besoin de continuer. Vous verrez, au cours d'une seule année, nous aurons fait plus pour la sécurité routière que tous les autres gouvernements dans le passé, M. le Président.

M. le Président, le député de Shefford est capable de rire à l'Assemblée nationale, mais il devrait être capable au moins de parler un peu plus souvent.

**M. Verreault:** Je vais vous dire une chose: Je préfère moins parler et ne pas charrier comme tu le fais, parce que tu es vraiment le ministre des Transports pour charrier comme tu le fais. J'ai mon maudit voyage des fois.

**Mme le Vice-Président:** M. le ministre, pas de provocation; tenez-vous en au débat.

**M. Lessard:** Mme le Président, je suis d'accord avec l'ancien ministre, le député de Charlevoix, concernant justement la conversion du mille/heure en kilomètres. Je pense qu'il va falloir laisser le temps aux gens de s'informer, d'apprendre justement cette conversion et nous sommes entièrement d'accord. En ce qui concerne les 100 km/h sur nos autoroutes, j'ai bien indiqué, Mme le Président, que l'une des premières raisons fondamentales de ce choix, c'était d'abord en vue d'économiser l'énergie. Contrairement à ce qu'on disait tout à l'heure, la dépense la plus importante qui se fait au point de vue de l'énergie se fait au-delà de 60 milles à l'heure. C'est entre 60, 70 et 70, 80 qu'on dépense le plus d'énergie.

Mme le Président, même si on pouvait épargner, par cette mesure, seulement 5% de l'énergie pétrolière consommée au Québec — je n'ai pas fait le calcul, mais je suis convaincu que mon collègue de l'énergie pourrait donner ces chiffres — ce serait un montant considérable que nous pourrions remettre à la sécurité routière.

**M. Verreault:** On veut les connaître les chiffres.

**M. Lessard:** Il y a un autre élément aussi. Je conviens qu'il sera difficile, il sera toujours difficile, Mme le Président, de faire respecter à tous les automobilistes...

**M. Fontaine:** Aux autobus.

**M. Lessard:** ... il sera, Mme le Président, difficile, tout le temps, que ce soit à 80, ou à 70 ou à 62 milles à l'heure, ou à 100 kilomètres, il sera toujours difficile de faire respecter cette limite de vitesse. Il faudra toujours de la surveillance.

Cependant, Mme le Président, lorsque l'ancien ministre des Transports, député de Charlevoix, a décidé de baisser la limite de vitesse de 65, sur les routes régionales, à 55, il savait très bien, le député de Charlevoix, que tout le monde ne respecterait pas la limite de 55, mais il reste que, psychologiquement, maintenant, les gens circulent à 65 au lieu de circuler à 75, donc il y a eu une diminution de la vitesse.

Si l'on peut, par le 62 milles à l'heure, faire respecter, au moins, la limite de 70, nous aurons atteint un objectif fondamental. C'est l'objectif que poursuivait le député de Charlevoix. Je l'aurai atteint, moi.

**M. Verreault:** Quand tu es avec ton chauffeur, es-tu assis en avant ou en arrière?

**Mme le Vice-Président:** A l'ordre, s'il vous plaît!

**M. Lessard:** En ce qui concerne la suspension automatique de trois mois, j'aurai l'occasion, je ne veux pas revenir sur cela, mais j'aurai l'occasion, Mme le Président, de proposer à cette Assemblée nationale — parce que ce n'est pas compris dans ce projet de loi — au cours de la prochaine session, une modification au Code de la route, et ce sera à l'intérieur de cette modification au Code de la route que sera comprise, je l'avais simplement donné comme indication, la mesure concernant les trois mois.

Mme le Président, là où j'ai constaté qu'on n'avait rien compris dans ma première intervention, c'est lorsque le représentant de l'Union Nationale...

**M. Verreault:** C'était mal exprimé.

**M. Lessard:** ... m'a parlé de l'article 8 de ce projet de loi. Vous savez, Mme le Président, qu'en vertu des règlements, je n'ai pas le droit de lire l'article 8. Mme le Président, je voudrais quand même vous résumer ce qu'il y a dans l'article 8. Comme je l'avais dit au début, comme je l'avais expliqué lors de mon premier discours, aucune loi, dans le ministère des Transports, ne permettait au ministre des Transports de nommer des émetteurs de plaques d'immatriculation.

**M. Verreault:** ... faire légalement. C'est ça, toi, tu vas le faire.

**M. Lessard:** Depuis 1918 que ce système existe et aucune loi ne le permettait. Qu'est-ce que fait l'article 8, Mme le Président?

**M. Fontaine:** C'est la même chose, mais cela va être légal.

**M. Verreault:** Du patronage légalisé. La transparence...

**M. Lessard:** L'article 8 ne fait que confirmer légalement une situation qui existait, en vertu de la coutume, depuis 1918.

**M. Goulet:** J'avais compris, Mme le Président. C'est en plein ce qu'on a dit, Mme le Président, cela va être légal.

**Mme le Vice-Président:** A l'ordre! M. le député de Shefford, s'il vous plaît, à l'ordre!

**M. Lessard:** Il ne fait donc, Mme le Président, que confirmer ce qui existait, en vertu d'une coutume, depuis 1918. Cependant, ce n'est pas pour faire du patronage que nous avons placé cet article, mais tout simplement pour légaliser la situation.

**M. Verreault:** ... distributive nous autres.

**M. Lessard:** Je l'ai annoncé à cette Assemblée nationale, pour éviter le patronage et le favoritisme qui ont caractérisé tous les anciens régimes lors de la nomination des émetteurs privés de plaques d'immatriculation, nous avons négocié une entente avec les caisses populaires pour que les plaques d'immatriculation soient émises par celles-ci.

**M. Verreault:** ... entente était conclue.

**M. Lessard:** Mme le Président, savez-vous quel était le diplôme que cela prenait pour être émetteur de plaques d'immatriculation dans le passé? Un diplôme de rouge ou un diplôme de bleu. C'est cela que cela prenait.

**M. Grenier:** C'est faux, cela.

**M. Lessard:** Pourquoi, Mme le Président...

**Mme le Vice-Président:** A l'ordre, s'il vous plaît!

**M. Lessard:** Pourquoi, Mme le Président, avons-nous décidé...

**M. Verreault:** ... sur le...

**M. Lessard:** Pourquoi avons-nous décidé...

**Mme le Vice-Président:** A l'ordre, s'il vous plaît!

**M. Grenier:** Il n'est pas content de se faire dire cela.

**Mme le Vice-Président:** A l'ordre, s'il vous plaît!

M. le député de Shefford... Je ne vous dirai pas que c'est disgracieux, mais j'ai envie de le penser, M. le député, à l'ordre... M. le ministre.

**M. Lessard:** Il y avait aussi une autre raison qui nous demandait de passer, en fait qui nous imposait presque de passer par les caisses populaires. Il fallait rationaliser le système. Surtout, il fallait donner de meilleurs services à la population.

Savez-vous, Mme le Président, combien il y avait d'émetteurs privés de plaques d'immatricula-



tion dans l'ensemble du Québec? Il y en avait 250. Nous avons une assurance de la Fédération des caisses populaires, comme de celles de Montréal. Savez-vous, dès le début, combien de caisses populaires ont accepté de faire l'émission des plaques d'immatriculation? 615 caisses populaires, à moins que le député de Beauce-Sud soit plus informé que le ministre des Transports ou encore que le président de la Fédération des caisses populaires, M. Alfred Rouleau. J'ai négocié avec celui-ci depuis le mois de février dernier. Il me confirmait, lorsque nous avons signé le protocole, qu'il y avait un minimum de 600 caisses populaires qui étaient prêtes à faire l'émission des plaques d'immatriculation, près de trois fois plus que le nombre de bureaux privés auparavant. Donc, l'une des raisons, c'était de rapprocher de la population les services gouvernementaux, les services d'émission des plaques d'immatriculation.

Je vais vous donner l'exemple que je vivais en fin de semaine, parce qu'on a fait de la très mauvaise publicité. On a fait peur aux petites caisses populaires. Certains bureaux privés ont tenté de faire peur aux petites caisses populaires en allant les voir et en leur disant: C'est compliqué l'émission des plaques d'immatriculation. C'est compliqué, cela fait 20 ans que je fais cela et je ne comprends rien encore.

Dimanche dernier, j'allais à l'inauguration d'une petite caisse populaire située à Godbout, où il y a une population d'environ 600 âmes. On me parlait de l'émission des plaques d'immatriculation par les caisses populaires. Je leur ai expliqué, et ils m'ont répondu: Il n'y a pas de problème, M. Lessard. Savez-vous que Godbout est à 40 milles de Baie-Comeau? Savez-vous où ces gens devaient aller chercher leurs plaques d'immatriculation s'ils ne passaient pas par le Bureau des véhicules automobiles? A Baie-Comeau, à 40 milles de Godbout.

Maintenant, ces gens pourront tout simplement se présenter à leur caisse populaire, en payant leur facture de l'Hydro-Québec, en payant leur facture de Québec Téléphone et, en même temps, ils pourront payer leur facture pour les plaques d'immatriculation. Mais mieux que cela, c'est que maintenant, ces gens, au lieu d'être dans l'obligation — lorsqu'ils auront à payer leur assurance automobile — d'aller à la compagnie de finance ou de se faire financer par le courtier sur une période de douze mois...

**M. Cordeau:** Parlez-en aux caisses, de cela!

**M. Lessard:** ... ils pourront, ces gens-là, avoir un crédit de la caisse populaire à des taux qui ne sont pas, comme vous le savez, ceux des compagnies de finance. Meilleur service à la population! C'est en ce sens que nous avons décidé de passer par les caisses populaires.

Quand on me parle des heures, je pense que tout le monde trouve le moyen de payer sa facture de l'Hydro-Québec. Tout le monde trouve le moyen de payer, en fait, sa facture de téléphone en allant à la caisse populaire. Je suis convaincu que lors-

que nous aurons véritablement informé les caisses populaires que ce n'est pas si difficile que cela, l'ensemble des caisses populaires feront l'émission des plaques d'immatriculation de telle façon que nous aurons 700, 800 ou peut-être 900 bureaux d'émission de plaques d'immatriculation tout en conservant les bureaux du gouvernement.

Mieux que cela, maintenant, grâce aux caisses populaires, nous serons assurés que dans la journée même où les plaques d'immatriculation seront payées, cela sera transféré automatiquement dans le fonds consolidé de la province de Québec. N'est-ce pas de l'administration, cela? L'ancien ministre du Revenu a dû, avec combien de difficultés quelquefois, actionner un certain nombre d'émetteurs de plaques privés parce que, après un mois ou deux, ils en conservaient l'argent. Là, automatiquement, le fonds consolidé du Québec recevra les dépôts et, en même temps, nous nous associons à l'une des structures les plus dynamiques qui ont été construites par des Québécois. En même temps, nous donnons à cette institution qui est la nôtre des centaines de millions de dollars qui, au lieu d'être contrôlés par des compagnies privées, seront maintenant contrôlés par une des institutions québécoises les plus en vue actuellement.

Et on va venir pleurer sur les petits bureaux privés au nom de la justice sociale, mais un peu de pudeur!

**Mme le Vice-Président:** M. le ministre, veuillez conclure, s'il vous plaît, le temps qui vous était alloué est à peu près terminé. A l'ordre, s'il vous plaît!

**M. Lessard:** Avant de terminer, en conclusion, j'aurais voulu que le député de Beauce-Sud lise complètement l'article 4. On dit tout simplement que nul — je résume, Mme le Président, je ne cite pas l'article — ne peut circuler à bicyclette sur un chemin public, en fait, sur lequel la vitesse est de plus de 31 milles à l'heure, qui n'a pas l'âge de douze ans. Les jeunes qui auront plus de douze ans, on ne l'a pas cité, cela, mais, cependant, je suis bien prêt... En ce qui concerne maintenant la seule plaque d'immatriculation à l'arrière, mais on dirait que le député de Verdun ou que d'autres députés en cette Chambre sont plus informés que le ministre de la Justice, ou encore que la Sûreté du Québec. Il me semble que, quand la Sûreté du Québec arrête des gens, c'est en les poursuivant par en arrière.

Ils ne les arrêtent pas en les poursuivant par en avant.

**M. Verreault:** Mme le Président, est-ce que le ministre pourrait nous dire au moins s'il a consulté la Sûreté du Québec et les corps municipaux?

**M. Lessard:** C'est d'ailleurs ce qu'on m'a dit à la suite d'une enquête, parce que je n'ai pas pris cette décision seul. J'ai communiqué avec le ministre de la Justice et le ministre de la Justice ne l'a pas prise seul; il a communiqué avec la Sûreté

du Québec et c'est la Sûreté du Québec, justement, qui nous disait que la plaque avant était à peu près inutile. Mme le Président, je termine...

**M. Goulet:** Si le ministre de la Justice a douté, on avait raison de douter également.

**Mme le Vice-Président:** A l'ordre, s'il vous plaît!

**M. Goulet:** On n'est pas pire que le ministre de la Justice, Mme le Président.

**Mme le Vice-Président:** A l'ordre les uns et les autres. Je voudrais rappeler au ministre des Transports que je lui ai demandé déjà de conclure. Rapidement, s'il vous plaît, M. le ministre.

**M. Lessard:** Mme le Président, à la suite de toutes ces remarques, je suis quand même heureux de constater que tout le monde est d'accord avec le projet de loi. Je l'ai constaté.

**Mme le Vice-Président:** Cette motion du ministre des Transports proposant la deuxième lecture du projet de loi no 75, Loi modifiant le Code de la route, est-elle adoptée?

**M. Lamontagne:** Adopté.

**Mme le Vice-Président:** Adopté.

**Le Secrétaire Adjoint:** Deuxième lecture du projet de loi.

#### Motion de renvoi à la commission des Transports

**M. Lessard:** Mme le Président, je propose que ce projet de loi soit envoyé à la commission parlementaire des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement pour étude article par article.

**Mme le Vice-Président:** Cette motion sera-t-elle adoptée?

**Des Voix:** Adopté.

**Mme le Vice-Président:** Adopté. M. le leader parlementaire du gouvernement.

**M. Lessard:** Mme le Président, je vous demanderais bien humblement d'appeler l'article 8).

#### Projet de loi no 72

##### Deuxième lecture

**Mme le Vice-Président:** D'accord, M. le leader parlementaire du gouvernement. A l'article 8), M. le ministre de la Justice propose la deuxième lecture du projet de loi no 72, Loi concernant la nomination des juges municipaux suppléants et modifiant la Loi des poursuites sommaires.

M. le ministre de la Justice.

#### M. Marc-André Bédard

**M. Bédard:** Mme le Président, mes remarques seront très brèves, puisqu'il s'agit d'un projet de loi technique qui a quand même pour but d'améliorer certaines situations existantes. Dans sa première partie, le projet de loi simplifie les modalités de nomination d'un juge municipal suppléant par le ministre de la Justice. Disons que le premier paragraphe de l'article 647 de la Loi des cités et villes est parfois difficile d'application. Cet article, remplacé par l'article 155 du chapitre 55 des Lois de 1968, prévoit que le ministre de la Justice peut désigner un juge municipal suppléant pour remplacer temporairement un juge municipal décédé ou absent. Or, ce juge suppléant doit, selon la loi, être choisi parmi les juges des autres cours municipales exerçant leurs fonctions dans le même district judiciaire.

Dans les faits, cette exigence s'avère très difficilement applicable, lorsqu'il s'agit de trouver, par exemple, un juge suppléant à la dernière minute, lorsqu'il s'agit de trouver un remplaçant.

Il est à remarquer que ce même article 647, au paragraphe 2, prévoit qu'un juge municipal peut, avec l'autorisation du ministre de la Justice, nommer un juge suppléant pour une période déterminée, sans que le juge municipal, qui procède ainsi à la nomination, ne soit limité géographiquement dans son choix. Il peut même nommer un juge suppléant parmi les avocats en exercice. Il est donc paradoxal et peu pratique de soumettre le ministre de la Justice à des contraintes qui n'existent même pas dans le cas de la nomination d'un juge suppléant par un juge municipal.

En conséquence, je propose de modifier la Loi des cités et villes de façon à supprimer l'obligation imposée au ministre de la Justice de choisir un juge municipal suppléant parmi les juges des autres cours municipales exerçant leurs fonctions dans le même district judiciaire.

La deuxième partie de la loi apporte un amendement à la Loi des poursuites sommaires et permet l'appel à la Cour d'appel sur des questions de droit, en matière d'infraction aux règlements municipaux.

L'article 124 de la Loi des poursuites sommaires a été édicté en 1975, lorsque le législateur a généralisé le droit d'appel à la Cour supérieure, sous la deuxième partie de la loi et a prévu, par ailleurs, un deuxième niveau d'appel à la Cour d'appel, sur requête pour permission d'appeler et portant uniquement sur des questions de droit. Or, cet article prévoit qu'il ne peut y avoir d'appel à la Cour d'appel d'une décision rendue par un juge municipal, lorsqu'il exerce sa juridiction dans l'application d'un règlement municipal. Cette situation, qui constitue une dérogation à la règle générale, crée des injustices. Il est évident qu'une infraction à un règlement municipal peut, comme celle, par exemple, relative à une loi ou à un règlement du Québec, faire l'objet d'un litige portant sur une question de droit et qui peut avoir une très grande importance. Il importe donc d'accorder à une personne qui commet une infraction à un règlement municipal les mêmes droits d'appel que

ceux dévolus à une autre qui commet une infraction à une loi, ou encore à un règlement provincial.

L'abrogation de l'article 124 produira justement cet effet que nous recherchons. Il n'y a pas à s'inquiéter que ceci donne une ouverture à des abus. Je suis convaincu que cette libéralisation ne pourra donner ouverture à des abus, puisqu'il s'agit de permettre des appels à la Cour d'appel seulement sur permission de cette dernière.

**Mme le Vice-Président:** M. le député de Nicolet-Yamaska.

**M. Serge Fontaine**

**M. Fontaine:** Merci, Mme le Président. Il s'agit d'un projet de loi assez technique. Je pense qu'on ne peut avoir d'objection de principe sur la deuxième lecture de ce projet de loi, sauf que je voudrais faire deux remarques. Il y a, bien sûr, la simplification de la procédure pour nommer des juges suppléants aux cours municipales. Cependant, je voudrais attirer l'attention du ministre sur la question des années d'expérience des avocats qui pourront être appelés à exercer la fonction de juge municipal.

On dit qu'un avocat ayant cinq années d'expérience pourra exercer cette fonction et que même trois années d'expérience seront nécessaires lorsqu'il s'agit d'une municipalité de moins de 10 000 habitants. Dans à peu près toutes les cours au Québec on exige, pour qu'un avocat soit nommé juge, qu'il ait au moins dix années d'expérience. Je pose la question au ministre. Je me demande s'il n'y aurait pas lieu de reconsidérer ces années d'expérience; il y a, bien sûr, les connaissances juridiques qu'il faut avoir pour être juge, mais il y a aussi l'expérience de la vie. Je pense que trois ou cinq années d'exercice de la profession d'avocat ne sont pas tout à fait suffisantes pour occuper le poste de juge municipal.

Quant à la question de l'appel à la Cour d'appel sur une question de droit, je pense qu'il n'y a pas de problème. On est naturellement d'accord qu'il y ait un appel parce que, comme le disait le ministre tout à l'heure, il n'y aura sûrement pas d'abus de ce côté-là, étant donné que tout appel devra être fait sur requête pour permission d'appeler à la Cour d'appel. On sait que les juges de la Cour d'appel sont assez sévères pour accorder des permissions d'appeler. A ce moment-là, cela ne causera de préjudice à personne et tout le monde pourra obtenir justice si on se croit lésé sur une question de droit.

Merci, Mme le Président.

**Mme le Vice-Président:** Cette motion de deuxième lecture du projet de loi no 72 est-elle adoptée?

**M. Fontaine:** Adopté.

**Mme le Vice-Président:** Adopté.

**Le Secrétaire adjoint:** Deuxième lecture de ce projet de loi.

#### **Motion de renvoi à la commission de la justice**

**M. Lessard:** Mme le Président, je propose que le projet de loi no 72 soit déferé à la commission parlementaire de la justice pour étude article par article.

**Mme le Vice-Président:** Cette motion est-elle adoptée?

**Des Voix:** Adopté.

**Mme le Vice-Président:** Adopté.

**M. Lessard:** Puis-je vous demander d'appeler l'article 11 au nom du ministre...

**Mme le Vice-Président:** M. le ministre de la...

**M. Lessard:** Un instant, Mme le Président. A la suite d'une consultation avec le ministre de la Justice, puis-je vous demander d'appeler plutôt l'article 12?

#### **Projet de loi no 77**

##### **Deuxième lecture**

**Mme le Vice-Président:** M. le ministre de la Justice propose la deuxième lecture du projet de loi no 77, Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires et la Loi sur les jurés.

M. le ministre de la Justice.

**M. Marc-André Bédard**

**M. Bédard:** Mme le Président, le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de ce projet de loi et il en recommande l'étude à l'Assemblée nationale.

Quelques remarques très brèves, étant donné l'heure. Ce projet de loi, modifiant la Loi des tribunaux judiciaires et la Loi sur les jurés, comporte plusieurs modifications. Entre autres, ce projet de loi traite de l'augmentation du nombre de juges de la Cour supérieure, ce qui était nécessaire puisqu'en vertu du bill C-50, Loi modifiant la Loi sur les juges et d'autres lois concernant la magistrature, qui a été adopté le 31 mai 1977, le gouvernement fédéral ayant prévu de porter de 101 à 106 le nombre de juges puînés de la Cour supérieure du Québec.

Toutefois, en vertu d'une entente à cette fin, cette augmentation devait s'effectuer en deux étapes dont la première a été franchie en 1976 par un projet de loi qui a été présenté. Il importe maintenant de passer tout simplement à la deuxième et dernière étape aux fins de procéder à cette augmentation du nombre de juges de 101 à 106.

Un autre aspect de ce projet de loi touche les juridictions concurrentes. Disons qu'une des fa-

çons de permettre une meilleure accessibilité à la justice c'est d'octroyer une juridiction concurrente aux juges de deux districts judiciaires sur un certain nombre de municipalités situées près du périmètre de ces districts. Vu leur situation géographique, il est opportun d'accorder une telle juridiction concurrente aux municipalités de la ville de Saint-Césaire, du village de l'Ange-Gardien et des paroisses de Saint-Ange-Gardien, de Saint-Césaire, et de Saint-Paul-d'Abbotsford, situées près du périmètre des districts judiciaires de Bedford et de Saint-Hyacinthe. C'est afin, tel que je l'ai dit, Mme le Président, de permettre une meilleure accessibilité, une accessibilité plus facile aux citoyens qui sont situés à proximité de ces juridictions qui sont concernées.

Il y a un autre aspect du projet de loi qui concerne la régularisation des pensions des juges provinciaux. Les juges provinciaux, Cour de bien-être social, Cour provinciale et Cour des sessions de la paix, et les juges des Cours municipales de Laval, Montréal et Québec ont bénéficié d'une augmentation de leur pension à partir de 1976, laquelle s'établit maintenant, pour un juge puîné, à \$20 480. Ces dispositions législatives de juin 1976 avaient un caractère temporaire, car elles prévoyaient s'appliquer aux juges qui étaient à la retraite à la date de l'entrée en vigueur de la loi ou qui y seraient admis avant le 1er janvier 1977.

Ces dispositions devaient normalement être remplacées à la session d'automne 1976 par une refonte complète de la Loi des tribunaux judiciaires incluant un régime nouveau de retraite pour les juges. Or cette réforme n'a pas eu lieu; ce sont les élections qui ont eu lieu, comme on le sait, en octobre 1976. Dans les circonstances, ces dispositions causent un préjudice aux juges qui ont été admis à leur retraite depuis le 1er janvier 1977. Ces juges doivent recevoir une pension calculée selon les dispositions des articles 91 et suivants de la Loi des tribunaux judiciaires, c'est-à-dire recevoir une pension de l'ordre de \$16 000. Il importe donc de régulariser cette situation pour rendre uniforme le montant des pensions des juges provinciaux.

Un autre élément qui est touché dans le projet de loi concerne la résidence d'un juge de la Cour supérieure. En vertu de l'article 27 de la Loi des tribunaux judiciaires, un juge de la Cour supérieure doit résider au chef-lieu du district judiciaire où il est nommé ou, encore, dans les environs. Toutefois, cette rigueur de la loi actuelle peut imposer des contraintes à l'égard de certaines nominations. Le député de Roberval comprendra très bien, puisque ceci peut obliger, par exemple, un avocat du Lac-Saint-Jean ou d'une autre région, qui est nommé à Québec, à résider à Québec. Il importe donc de modifier la loi pour permettre à un juge de la Cour supérieure de résider à un endroit autre que le chef-lieu du district, sur autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil et sur recommandation du ministre de la Justice qui aura préalablement obtenu le consentement du juge en chef.

Un dernier point qui est touché par cette loi

concerne les jurés. Cette loi ne protège pas contre le congédiement ou contre des modifications à ses conditions de travail l'employé qui s'absente temporairement de son travail pour servir comme juré. Dans les faits, en 1977, des employés ont été congédiés à cause de leur présence à un procès par jury. Or, cette situation est injuste, si l'on considère que la charge de juré est généralement obligatoire et que le citoyen joue alors un rôle important dans l'administration de la justice.

De plus, à cause des trop grandes distances dans certains districts éloignés, il conviendrait de rétablir, dans ces districts, la cause d'incapacité pour distance excessive. Cette modification va permettre aux shérifs de ces districts de ne pas être tenus d'assigner, dans un esprit d'économie, les personnes qui résident à plus de 60 kilomètres, 40 milles environ, du palais de justice. Ce sont ces différents points que touche le projet de loi qui, je crois, ne soulève pas de contestations majeures.

**Mme le Vice-Président:** M. le député de Roberval.

**M. Robert Lamontagne**

**M. Lamontagne:** Mme le Président, seulement un mot en fait, parce que, tout en étant d'accord entièrement avec le ministre de la Justice, lorsqu'il a parlé de la pension des juges, il me semblait me remémorer, ici à la banquette que j'occupe, les discours fort éloquentes, dans le temps, des députés qui sont maintenant ministériels et qui parlaient des pensions des juges. Je suis entièrement d'accord avec le ministre de la Justice. Je voudrais lui donner complètement mon accord, mais lui dire: Vous savez, parfois, lorsqu'on occupe une banquette ministérielle, on ne voit pas toujours les choses de la même façon.

**M. Bédard:** Comme lorsqu'on est dans l'Opposition on ne comprend pas toujours très bien la portée d'un projet de loi. Les remarques faites par le député me laissent croire qu'il n'a pas très bien compris cette partie du projet de loi qui ne consiste pas à augmenter les pensions de juges, mais à régulariser une situation qui était inacceptable. Il faut bien accepter, lorsqu'on est un gouvernement qui remplace un autre gouvernement, de régulariser des situations qui...

**Mme le Vice-Président:** Dois-je comprendre que vous exercez votre droit de réplique?

**M. Lamontagne:** Je lui permettrais volontiers cette intervention.

**Mme le Vice-Président:** M. le député de Roberval, aviez-vous terminé votre intervention?

**M. Lamontagne:** Non, 30 secondes pour répondre, de mon côté.

**Mme le Vice-Président:** M. le ministre, je vous demanderais...

**M. Lamontagne:** Mme le Président, comme le ministre de la Justice l'a souligné, il faut porter une grande attention à tout ce qui concerne les juges, Cour supérieure et autres, et également à ce que les juges puissent bien exercer leur mandat. J'avais très bien compris que ce serait pour régulariser une situation. Je me souviens qu'au cours des dernières années, on a fait cela souvent, régulariser la situation des juges de différentes cours, et dès qu'on parlait de juges et de pensions même pour les régulariser, on soulevait un tollé de protestations. On n'adoptait pas les lois aussi rapidement que je suis disposé à le faire ce soir.

**Mme le Vice-Président:** Nous avons une demi-minute. M. le député de Nicolet-Yamaska pense-t-il pouvoir intervenir dans ce temps...

**M. Fontaine:** Mme le Président, je peux intervenir très rapidement.

**Mme le Vice-Président:** ...ou demander l'ajournement du débat?

**Des Voix:** Consentement.

**Mme le Vice-Président:** Si vous pouvez terminer dans le temps qui reste, M. le député de Nicolet-Yamaska.

**M. Fontaine:** De toute façon, il y avait d'autres députés de l'Opposition officielle qui voulaient intervenir là-dessus.

**M. Lamontagne:** ...le ministre de la Justice. Vous voudriez avoir le projet de loi ce soir, si je comprends bien. D'accord.

**Mme le Vice-Président:** ...dans les quelques minutes qui restent.

**M. Serge Fontaine**

**M. Fontaine:** Mme le Président, très rapidement, nous n'avons pas d'objection de principe à l'adoption de ce projet de loi. Il s'agit, encore une fois, d'un projet de loi technique. Je voudrais insister plus spécifiquement sur le dernier point qui a été mentionné par l'honorable ministre de la Justice concernant les modifications à la loi des jurés. Le fait d'interdire à un employeur de congédier, de suspendre ou de mettre à pied un employé lorsqu'il est appelé à aller siéger comme jurés, c'est une chose qui, nécessairement, aurait dû faire l'objet d'une loi depuis fort longtemps.

Je pense même, Mme le Président, que cela pourrait faire l'objet d'un article amendé de la Charte des droits et libertés de la personne. Nous serons, bien sûr, en faveur de l'adoption de ce projet de loi.

**Mme le Vice-Président:** M. le ministre, avez-vous l'intention d'exercer un droit de réplique? Alors, cette motion de deuxième lecture du projet de loi no 77 proposée par le ministre de la Justice est-elle adoptée?

**Des Voix:** Adopté.

**Mme le Vice-Président:** Adopté.

**Le Secrétaire adjoint:** Deuxième lecture de ce projet de loi.

#### **Motion de renvoi à la commission de la justice**

**M. Lessard:** Mme le Président, puis-je proposer que le projet de loi no 77 soit déferé à la commission parlementaire de la justice pour étude article par article?

**Mme le Vice-Président:** Cette motion est-elle adoptée?

**M. Burns:** Adopté.

**M. Lessard:** Avant de proposer l'ajournement...

**Mme le Vice-Président:** M. le leader parlementaire, vous devez faire un rappel, allez donc!

**M. Lessard:** ... de cette Assemblée nationale à mardi, 14 heures, je voudrais donner avis que les trois commissions parlementaires suivantes siégeront mardi, de 10 h 30 à 12 h 30. Au salon rouge, la commission de la fonction publique, pour recevoir les mémoires concernant le projet de loi 53; à la salle 81-A siégera la commission des affaires sociales pour, encore, entendre les mémoires concernant le projet de loi 9; et, à la salle 91-A, la commission des consommateurs, coopératives et institutions financières étudiera article par article le projet de loi 67, soit la Loi sur l'assurance automobile.

**Mme le Vice-Président:** Cette Assemblée ajourne ses travaux à mardi, 14 heures.

(Fin de la séance à 22 h 3)